

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

Une Ébauche de Décentralisation Administrative
à la fin de l'Ancien Régime

L'ASSEMBLÉE PROVINCIALE DU NIVERNAIS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

Présentée et soutenue le 8 novembre 1913, à 3 heures

PAR

Paul-Emile-Robert BIZARDEL

Président : M. MEYNIAL, professeur.

Suffragants { MM LARNAUDE, professeur.
CHÉNON, professeur.

BORDEAUX

IMPRIMERIE A. SAUGNAC & C^{ie}

3, PLACE D'AQUITAINE, 3

1913



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

Une Ébauche de Décentralisation Administrative
à la fin de l'Ancien Régime

L'ASSEMBLÉE PROVINCIALE

DU NIVERNAIS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

Présentée et soutenue le 8 novembre 1913, à 3 heures



PAR

Paul-Emile-Robert BIZARDEL

Président : M. MEYNIAL, professeur.

Suffragants { MM. LARNAUDE, professeur.
CHÉNON, professeur.

BORDEAUX

IMPRIMERIE A. SAUGNAC & C^{ie}

3, PLACE D'AQUITAINE, 3

1913

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNE ÉBAUCHE DE DÉCENTRALISATION ADMINISTRATIVE

A LA FIN DE L'ANCIEN RÉGIME

L'Assemblée Provinciale du Nivernais

PRÉAMBULE

Les Assemblées Provinciales et les États Provinciaux.

L'institution qui fait l'objet de cette étude a marqué, à la fin de l'Ancien Régime, un éphémère essai de réforme administrative, principalement effectué dans le but — les habitants étant appelés à concourir à cet effort, voire à le diriger sous le contrôle du pouvoir central — de permettre une plus équitable répartition des charges fiscales dans les provinces d'Élections ainsi que le développement économique de ces provinces, par l'exécution de travaux publics, qui leur faisaient alors presque complètement défaut.

L'établissement des Assemblées provinciales n'a pas été seulement la mise en application des idées abstraites de certains théoriciens. Cet organisme nouveau avait, et surtout avait eu, dans les États provinciaux, un précédent, et dans une certaine mesure, un modèle dont se sont visiblement ins-

pirés les réformateurs qui cherchaient à réagir contre la centralisation administrative outrancière qu'avait établie, dans la plupart des régions, le pouvoir absolu.

Dans certaines provinces, dites pays d'Etats, les libertés locales, si l'on peut ainsi dire, existaient au moins en principe. Les Etats d'une part, et les Municipalités de l'autre, étaient les organismes par lesquels se manifestaient ces libertés. Certaines villes en jouissaient par privilèges octroyés, et d'autres possédaient même une autonomie administrative tout à fait exorbitante.

Il est difficile de donner une idée exacte de ce qu'étaient les Etats provinciaux, à cause de la diversité de leurs constitutions particulières. Cependant, on peut, s'en tenant aux généralités, dire que « leurs pouvoirs étaient très grands en « apparence, et d'ordre politique, dépassant de beaucoup la « simple autonomie administrative. En effet, ils avaient con- « servé en principe le droit de voter l'impôt, non seulement « celui qui était destiné au besoin propre de la province, mais « celui qui était payé par elle au Trésor Royal (1) ».

Les Etats provinciaux se réunissaient à époques régulières. De plus c'était sous l'autorité des Etats eux-mêmes, et non sous celle des fonctionnaires du Roi qu'étaient réparties et levées les contributions.

L'exécution et l'entretien des travaux publics, et notamment des routes, faisaient partie de leurs attributions. Ils pouvaient également user vis-à-vis du pouvoir Royal, du droit de faire des remontrances et d'exprimer des vœux (2).

Dès que la royauté sentit s'accroître sa puissance, au lieu de s'appliquer à se servir dans son œuvre gouvernementale des Etats provinciaux, elle s'efforça de détruire leur influence et de substituer son autorité unique à ces autorités locales.

C'est ainsi que sous la monarchie « tempérée », l'administration de l'impôt passe peu à peu des Etats au Pouvoir

(1) ESMEIN, *Cours élémentaire d'histoire du droit Français*, p. 601.

(2) L'administration de la province dans l'intervalle des sessions était assurée par une commission intermédiaire, ou par des syndics.

Central. Les élections furent créées, dont l'organisation mettait l'assiette, le recouvrement et le contentieux des contributions aux mains des agents du Roi, et dont le nombre augmenta progressivement.

La lutte contre les Etats devint sans merci à partir du ministère de Richelieu. Celui-ci s'attaqua d'abord aux Etats du Dauphiné. Il créa des Elections dans les Provinces, puis accusant les Etats d'oppression sur le peuple, il interdit leurs Assemblées.

La plupart des autres pays d'Etats subirent le même sort, soit sous le règne de Louis XIII, soit sous celui de Louis XIV, qui termina l'œuvre de tyrannique centralisation conçue par l'absolutisme.

Grâce à Louis XIV, huit provinces seulement restèrent pays d'Etats, mais on peut dire qu'elles avaient perdu complètement leur autonomie. Les Etats étaient obligés d'en passer par les fourches caudines des Gouverneurs, et s'il se trouvait des Députés manifestant la moindre tentative d'opposition, quelques lettres de cachet en avaient bien vite raison.

Cependant, au cours du xviii^e siècle, grâce à l'indifférence vis-à-vis d'eux du Pouvoir Royal les Etats qui subsistaient reprirent un peu d'indépendance, et l'administration des provinces, sous leur direction, contrastait heureusement avec celle des pays d'Election, ce qui amena l'opinion, au moment de la réaction contre l'absolutisme et la centralisation, à devenir favorable au rétablissement des Etats, ou, mieux encore, à la création d'Assemblées Provinciales.

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE

La France sous Louis XVI au point de vue économique et politique. — Les Économistes. — Les Philosophes et Publicistes. — Les conceptions décentralisatrices de Turgot et de Necker. — Leurs résultats. — L'Assemblée provinciale du Berri.

A l'époque à laquelle sont nées et ont fonctionné les Assemblées provinciales, deux classes d'hommes existaient en France, les privilégiés et ceux qui ne l'étaient point. Parmi ces derniers se trouvaient tous ceux qui faisaient vivre le pays : agriculteurs, industriels, commerçants ; sur eux portait exclusivement la charge d'entretenir l'Etat. Un tel fardeau, et si mal réparti, était lourd, si lourd qu'il entravait le développement économique normal de la nation. Les cultivateurs, en dehors du poids des impôts et des corvées, étaient écrasés sous de multiples droits seigneuriaux ; les fabricants assujettis aux règles des corporations, qui n'étaient plus, à ce moment, que des obstacles à la production, étaient également opprimés par la vénalité et l'hérédité des offices ; quant aux commerçants, les péages, les octrois, les douanes intérieures qui changeaient suivant les lieux, de même que les mesures et les poids, et les monopoles de certaines manufactures, rendaient l'exercice de leurs professions extrêmement difficile. Cet état de choses avait frappé beaucoup d'esprits cultivés, qui étaient aussi des " cœurs sensibles " et c'est leurs études qui firent apparaître comme une science véritable, l'Econo-

mie politique mise en honneur par l'école des Physiocrates. Ces hommes pensèrent avoir trouvé dans la réglementation le vice d'où venait le mal. Ils revendiquèrent pour tous, la liberté du travail et des échanges, et quelques-uns d'entre eux pensèrent à réclamer aussi certaines garanties politiques pour les citoyens et pour les collectivités locales.

A l'avènement de Louis XVI, entre les conceptions politiques, qu'avaient vulgarisées parmi les esprits éclairés, les philosophes et les savants, et l'état des institutions et des mœurs, l'opposition était frappante.

Avec le progrès des idées de liberté et de légalité, l'absence complète de garanties contre l'arbitraire gouvernemental avait provoqué, depuis de longues années, les protestations des écrivains, dont les œuvres littéraires étaient de plus en plus imprégnées de politique. Et même en dehors des hommes de premier plan que protégeait l'opinion publique, les publicistes devenaient d'une hardiesse qui nous étonne encore aujourd'hui (1).

Pour rapprocher insensiblement la réalité de l'idéal, il eut fallu une intelligence de la situation qui a fait à peu près complètement défaut au Roi et à ses conseillers.

Le seul Turgot essaya d'atténuer l'absolutisme, en mettant en œuvre des réformes radicales, dont l'accomplissement fut entravé par les classes privilégiées, qui auraient eu cependant tout à gagner, à faire, à ce moment, la part du feu. Peut-être même était-il déjà trop tard, à l'époque du ministère de

(1) Dès le milieu du siècle l'audace de ces auteurs s'était montrée; c'est ainsi qu'Helvétius ne craignait pas d'écrire en 1758 :

« C'est que le propre du despotisme est d'avilir et dégrader les âmes. Dans les « États où la loi seule punit et récompense, où l'on obéit qu'à la loi, l'homme « vertueux toujours en sûreté, y contracte une hardiesse et une fermeté d'âme qui « s'affaiblit nécessairement dans le pays despotique, où sa vie, ses biens, sa liberté « dépendent du caprice, de la volonté arbitraire d'un seul homme. » (*De l'esprit*, Discours III, chap. xix, p. 294.)

Plus tard, pendant la période que nous étudions, Raynal est allé jusqu'à dire : « La liberté naîtra du sein de l'oppression, et le jour du réveil n'est pas loin ». (*Histoire philosophique*). Il est vrai que la Faculté de théologie ayant censuré l'ouvrage, le Parlement condamna le livre au feu et l'auteur à la prison, mais le coup n'en était pas moins porté.

Turgot, pour procéder par étapes à la transformation juridique de l'Etat. Quoi qu'il en fût, le pouvoir central avait tout fait depuis deux siècles pour détruire les organismes régionaux en transformant les pays d'Etats en pays d'Elections (1), de façon à garder, par le moyen des intendants, la direction exclusive des provinces. Sous cette centralisation excessive l'activité économique du pays s'amointrissait de jour en jour, et l'on pourrait dire, pour employer le style de l'époque, que, la tête toujours congestionnée, les membres anémiés manquaient de force.

Economiste, peut-être l'esprit le plus distingué de toute la « Secte », Turgot fut des premiers (2) frappé de l'état déplorable où languissaient les provinces sous l'autorité asservissante, et le plus souvent incapable, des intendants, et songea, le premier, à porter législativement remède à la situation, dans un mémoire (3) « sur les municipalités à établir en France », qui est tout à fait remarquable, tant au point de vue des idées doctrinales que du projet d'organisation positive. Il veut construire et non pas réparer, et, dès le début, on voit le réformateur courageux : « On a beaucoup trop employé en « matières graves cet usage de décider ce qu'on doit faire sur « l'examen et l'exemple de ce qu'ont fait nos ancêtres, dans « des temps que nous convenons nous-mêmes avoir été des « temps d'ignorance et de barbarie : cette méthode n'est

(1) Ainsi appelés du nom des Flus, délégués par les États pour la répartition et la perception des impôts et qui furent transformés par la création des « Elections Royales » en fonctionnaires du roi.

(2) Avant lui, Fénelon, Saint-Simon, et surtout Mirabeau le père avaient proclamé la nécessité de l'octroi de certaines libertés.

Ce dernier écrivait en 1750 : « Il serait fâcheux que le prince ne vit ses droits « que dans sa puissance et que les sujets ne connussent de principe de leur « obéissance que la loi du plus fort.... Je crois fermement que les souverains « légitimes ont un intérêt réel à permettre à leurs sujets la connaissance de leurs « droits, ce qui est intimement lié à celles des devoirs des sujets. Je pense qu'un « homme éclairé peut seul faire un sujet ferme dans son devoir, et qu'il n'y a qu'un « pas, de l'obéissance aveugle à la révolte. » (Mémoire sur l'utilité des États Provinciaux ; cité par Lachaze : *L'Assemblée Provinciale du Berri sous Louis XVI*, p. 87).

(3) *Des administrations provinciales*, mémoire présenté au Roi par feu Monsieur Turgot.

« propre qu'à égarer la justice à travers la multiplicité des
« faits qu'on présente comme autorisés (1).

« Cette nation est nombreuse; ce n'est pas le tout qu'elle
« obéisse, il faut s'assurer de la pouvoir bien commander, et
« pour y parvenir il me semble qu'il faudrait connaître sa
« situation, ses besoins, ses facultés et même dans un assez
« grand détail; c'est ce qui serait plus utile que l'historique
« des positions passées. Les droits des hommes réunis en
« sociétés ne sont point fondés sur leur histoire, mais sur
« leur nature; il ne peut y avoir de raisons de perpétuer des
« établissements faits sans raison .»

Il a vu la véritable cause de l'état critique du pays, et il n'hésite pas à exprimer sans détour sa pensée :

« La cause du mal, Sire, vient de ce que votre nation n'a
« point de constitution; c'est une société composée des diffé-
« rents ordres mal unis, d'un peuple dont les membres n'ont
« entre eux que très peu de liens sociaux, où par conséquent
« presque personne n'est occupé que de son intérêt particulier
« et exclusif, où presque personne ne s'embarrasse de remplir
« ses devoirs, ni de connaître ses rapports avec les autres.....
« Chacun cherche à tromper l'autorité et à rejeter les charges
« sociales sur ses voisins (2) ».

Le ministre parlant ensuite de l'« espèce de constitution » que possèdent les pays d'Etats, dit combien les résultats des travaux de ces organisations sont médiocres à cause des prétentions différentes et des intérêts divergents des ordres.
« C'est peut-être un mal que ces demi-biens locaux; les provinces qui en jouissent en sentent moins la nécessité d'une
« réforme ».

Pour créer « un esprit d'ordre et d'union qui fasse courir les forces et les moyens de votre nation au bien commun..... il faudrait imaginer un plan qui les liât par
« une instruction à laquelle on ne pût se refuser, par un

(1) Turgot, *op. cit.*, p. 5.

(2) P. 9 et ssq.

« intérêt commun très évident, par la nécessité de connaître
« cet intérêt, d'en délibérer, de s'y conformer; qui liât, dis-je,
« les individus à leurs familles, les familles au village ou à
« la ville à qui elles tiennent, les villes et les villages à
« l'arrondissement dans lequel ils sont compris, les arrondis-
« sements aux provinces dont ils font partie, les provinces
« enfin à l'Etat ». D'où, Turgot indique la nécessité de l'ins-
titution d'un « Conseil de l'instruction nationale » destiné à
diriger les établissements d'enseignement « pour former des
citoyens » par l'éducation « morale et sociale ». S'enthousias-
mant pour son idée, le réformateur « ose répondre qu'en dix
ans la nation ne serait pas reconnaissable ». Mais l'homme
d'Etat reparaît bien vite pour déclarer « qu'il n'est pas néces-
saire d'attendre les fruits de cette bonne éducation pour
« intéresser déjà les familles existantes à la chose publique » (1),
et il entre dans l'exposition de son plan, qui comprend l'orga-
nisation de trois corps délibérants, correspondant aux divisions
administratives de la paroisse, de l'élection et de la province,
et au-dessus desquels serait instituée une Assemblée générale
du Royaume.

Il propose comme unité administrative inférieure la paroisse,
parce que « chacune a un territoire connu et déterminé, sus-
ceptible d'une administration politique ». Doivent avoir part
à cette administration, c'est-à-dire faire partie de l'Assemblée
municipale, seulement les habitants propriétaires (car « ils
sont liés à la terre par leur propriété », dont le droit « cons-
titue le véritable droit de cité ») à raison de « une voix de
citoyen à chaque portion de 600 livres de revenu » ou 30 setiers
de blé..... (2).

Les fonctions de l'Assemblée paroissiale ainsi formée Turgot
les énumère dans l'ordre suivant :

(1) P. 18.

(2) « Ceux dont le revenu serait au-dessous se trouveraient dans l'obligation de se réunir pour exercer leur droit et nommeraient entre eux un député qui porterait la voix des autres » (p. 30). Quant à ceux qui possèderaient plus de 600 livres, ils auraient autant de voix que de portions supplémentaires du cens.

« 1^o De répartir les impositions ;

« 2^o D'aviser aux ouvrages publics, chemins vicinaux (1) et autres spécialement nécessaires aux villages ;

« 3^o De veiller à la police des pauvres et à leur soulagement (2). »

« 4^o De savoir quelles sont les relations de la communauté avec les autres villages voisins et avec les grands travaux publics, de l'arrondissement, et de porter à cet égard le vœu de la paroisse à l'autorité supérieure qui peut en décider » (p. 20). Le contrôleur des finances donne aussi (p. 39) une autre attribution aux assemblées, qui sera la levée du plan de la paroisse pour arriver, comme il sera exposé plus loin, à « la confection simple et sans frais d'un terrier général du royaume ».

Les Assemblées « ainsi réglées, auraient à se nommer trois officiers » à un mandat renouvelable tous les ans et rééligibles : *Un syndic majeur président* dont la fonction ne serait qu'honorifique, un *greffier*, et un *élu* ou *député* à l'Assemblée municipale de l'Election. Ces officiers « devront compte » aux membres de l'Assemblée ; ceux-ci pourront les changer tous les ans, s'ils « n'approuvent pas leur conduite et les poursuivre s'ils les trouvent en faute » (3).

En ce qui concerne les villes, Turgot attribue une voix de citoyen au propriétaire d'un terrain valant 18.000 livres, évaluation « fondée sur l'égalité impartiale que Votre Majesté veut observer entre ses sujets de ville et de campagne ».

De cette façon, « presque tous les propriétaires urbains

(1) « C'est bien moins l'argent qui manque que les chemins, puisque leur défaut occasionne plus de dépense que ne pourrait faire leur réparation ou même leur construction », c'est bien moins l'argent qui manque que l'esprit public et que la forme pour assembler, notifier et rendre actifs les vœux des habitants (p. 38).

(2) « Ces petits travaux..... outre l'avantage direct dont ils seront pour les paroisses..... auront celui de faciliter extrêmement la police des pauvres.....; l'Assemblée municipale..... fournirait des occasions de les employer dans les saisons mortes, et de rendre la charge de leur entretien presque insensible à la paroisse (p. 39). »

(3) P. 67.

seront des citoyens fractionnaires (1) » parce que très peu se trouveront posséder des terrains bâtis valant 18.000 livres.

En outre, il propose au Roi une réforme hardie pour les villes : c'est la suppression des octrois, « très nuisibles au commerce, à la distribution naturelle des richesses (2) et aux revenus de Votre Majesté ».

« Les villes ainsi rangées dans leur intérieur, et la barrière que leurs octrois mettent entre elles et les campagnes détruite il ne restera plus qu'à les lier au système général par élus ou députés, qu'elles enverront à l'élection ou à l'arrondissement quelconque dont elles feront partie (3). »

Et nous voici au second échelon de l'organisation conçue par Turgot, l'Assemblée municipale d'Election, composée d'un député de chacune des Municipalités du 1^{er} degré. Le corps ainsi formé devait siéger « huit ou douze jours, tout au plus « en deux sessions » (4). « Ménager le temps et la peine » des administrations supérieures, leur « épargner des fautes et des « injustices, et leur assurer le pouvoir de bien régler les « affaires importantes,..... c'est à quoi doivent servir les « Assemblées municipales des élections (5) ».

Mais des attributions plus précises étaient données à ces députés, dont la première était « la distribution des rangs », des villages et villes du district, rangs obtenus d'après le nombre des voix de citoyens de chacun d'eux : « Cela servirait de règle, pour la répartition de l'impôt, qui ne se ferait « que dans la seconde session, après la tenue des Assemblées « supérieures. » Les députés, pourvus de mandats impératifs, (« instructions par écrit »), devaient également soumettre à l'Assemblée, les demandes de leurs commettants en ce qui concernait les chemins et les autres travaux publics d'une utilité générale pour l'arrondissement, et aussi les demandes

(1) Il y aurait eu environ un électeur par 25 maisons.

(2) C'est la théorie physiocratique.

(3) P. 68.

(4) « Chaque paroisse ferait les frais de son député pour ce temps » (p. 77).

(5) P. 70 et ssq.

de secours en faveur de leurs paroisses, pour les « grands accidents physiques » qu'elles pouvaient avoir subis. Sur ces points, l'Assemblée décidant « à la pluralité des suffrages », les « députés requérans » ne devaient pas voter. Enfin, une dernière fonction consistait à faire « copier, réduire et rassembler » la carte topographique de l'arrondissement d'après celles des paroisses, cette carte devant être envoyée à l'Assemblée provinciale. L'Assemblée élisait un président et un greffier et un député pour l'Assemblée supérieure de la province; à ce dernier on remettait ensuite « les instructions qui auraient été arrêtées pour lui. » La durée des fonctions de ces divers officiers était d'un an.

La « municipalité » du 3^{me} degré devait s'appeler *Assemblée provinciale*, tenir deux sessions, la première de trois, la seconde de une semaine, et décider à la pluralité des voix; en feraient partie les députés de l'Assemblée du second degré sus-visés, dont le nombre ne passerait guère trente. La constatation de l'état des élections et le règlement de leurs rangs respectifs (d'après le nombre des communautés y comprises, et des voix de leurs citoyens); la discussion des demandes de secours aux districts pour « grands malheurs physiques », et le cas échéant, la répartition de la dépense entre ceux qui n'auraient pas souffert; puis l'examen des questions de travaux publics d'un intérêt général pour la province; enfin (à la seconde session), la répartition des contributions entre les districts, tels étaient les actes que Turgot attendait de l'Assemblée provinciale.

En outre, en ce qui concerne les travaux publics, si une province voisine paraissait avoir de l'intérêt à l'accomplissement de quelque ouvrage, l'Assemblée entrait en pourparlers avec ses représentants pour leur demander de s'y associer. D'autre part, certains travaux intéressant la province, pouvaient devenir d'un intérêt national; c'était alors à la « Grande Municipalité » du Royaume que, grâce au député que l'Assemblée provinciale y délèguerait, l'affaire serait examinée; le même député, par l'intermédiaire de la municipalité générale, serait chargé de demander aux autres provinces des

secours en cas de grandes calamités (épizooties), ayant ravagé sa province.

Ces députés devaient être défrayés par leur district pendant la durée des sessions.

La construction de Turgot est près d'être achevée : il ne reste plus qu'à examiner quel aurait été le rôle de la « Grande Municipalité » formée des députés des Assemblées du troisième degré (1), auxquels se seraient joints, avec droit d'opiner et de voter, les ministres du roi. L'auteur du mémoire le définit ainsi : « Ce serait dans cette assemblée qu'on ferait le partage des impositions (2) entre les diverses provinces et qu'on arrêterait les dépenses à faire pour les grands travaux publics, soit pour les secours à donner aux provinces qui auraient essuyé des calamités, ou qui proposeraient des entreprises utiles qu'elles ne seraient pas assez opulentes pour achever (3) ».

Turgot pense qu'à l'aide de ces divers organes, on pourrait posséder promptement un cadastre général, d'après lequel on réduirait tous les impôts à la taille (on retrouve encore ici le physiocrate), ce qui permettrait de supprimer les taxes de consommation.

Chacune des Assemblées devait tenir un registre de délibérations en double exemplaire, dont l'un serait destiné à l'Assemblée supérieure. Cela pour permettre au Pouvoir Central de se rendre compte de l'état des provinces.

Dans son mémoire, Turgot émet beaucoup d'idées justes et généreuses ; c'est à la nécessité de la réforme fiscale qu'il s'attache le plus. Mais il n'ose pas revenir à l'ancien système du consentement de l'impôt par les Etats, et ses Assemblées auraient fait sans doute, devant la toute puissance ministérielle, une assez médiocre figure de représentation nationale.

Cependant, son exposé, surtout par les idées générales qu'il

(1) Chacun d'eux avait un député adjoint, « pour le suppléer en cas de maladie et le seconder dans son travail de cabinet ». Ceux-ci pouvaient assister aux assemblées, mais n'y avaient « ni séance, ni voix ».

(2) Au préalable le ministre des finances ferait connaître à l'Assemblée la somme dont il aurait besoin « pour l'acquittement des dépenses de l'Etat ».

(3) P. 81.

contient, est un pas hardi vers la réalisation des libertés locales. Cet « homme de bien » souhaite la formation d'un « esprit public » et ce mot revient souvent sous sa plume ; et c'est des progrès de la conscience publique, qu'il attend véritablement la venue d'un ordre de choses meilleur.

Turgot n'eut pas même le temps de préparer d'après son mémoire un projet d'édit. Les privilégiés menaient contre la politique bienfaisante de celui dont son ami Malesherbes disait qu'il avait « la tête de Bacon et le cœur de l'Hopital » une incessante et violente opposition. Ils n'eurent que peu de peine à obtenir de l'inconsistant Louis XVI le renvoi du ministre.

Les réformateurs perdaient avec lui l'espoir de voir améliorer l'état des provinces comme celui du royaume. C'est seulement quand il se trouva en face d'un bouleversement imminent que le pouvoir royal songea, sur les instigations de Necker (1), qui avait été appelé par Louis XVI, en juin 1777, à la Direction générale des finances, à prendre les devants pour faire — selon ses vues propres, — quelques réformes, qui dans la pensée du nouveau ministre, devaient permettre au Gouvernement de résister aux attaques de plus en plus nombreuses des mécontents de toute sorte. Parmi celles-ci se place la création du mécanisme administratif qui nous intéresse.

En février 1778, le Directeur des Finances adresse au Roi un mémoire (2) dans lequel il expose les motifs qui le déterminent à proposer la création d'administrations provinciales, et dont le principal semble être la « multitude de plaintes auxquelles on ne pourrait continuer à se montrer indifférent sans avoir peut-être de justes reproches à se faire ». Et il commence par faire des intendants et de leur façon d'administrer un tableau des moins flatteurs et une critique extrêmement sévère et d'une netteté saisissante :

(1) Entre Turgot et Necker se place Letrosne, avec son ouvrage « de l'Administration Provinciale et de la réforme de l'impôt », couronné par l'Académie de Toulouse, composé « 2 ans après celui de Turgot (d'après le dictionnaire d'Economie politique) et qui fut édité à Bâle en 1779 ».

(2) Mémoire de Monsieur Necker au Roi sur l'établissement des Administrations provinciales.

« A peine peut-on donner le nom d'administration à cette
« volonté arbitraire d'un seul homme qui, tantôt présent,
« tantôt absent, tantôt instruit, tantôt incapable, doit régir
« les parties les plus importantes de l'ordre public, et qui.....
« ne considère sa place que comme un échelon à son ambi-
« tion; et si, comme il est raisonnable, on ne lui donne à
« gouverner en débutant qu'une généralité d'une médiocre
« étendue, il la voit comme un lieu de passage et n'est point
« excité à préparer des établissements dont le succès ne lui
« sera point attribué....; enfin, présumant toujours, et peut-
« être avec raison, qu'on avance encore plus par l'effet de
« l'intrigue et des affections que par le travail et l'étude, ces
« commissaires sont impatients de venir à Paris et laissent à
« leurs secrétaires ou à leurs subdélégués le soin de les rem-
« placer dans leur devoir public..... De tels hommes (les sub-
« délégués), on le sent facilement, doivent être timides devant
« les puissants et arrogants devant les faibles (1). »

La répartition de l'impôt, la corvée, la difficulté d'obtenir justice et l'« arbitraire absolu », sont autant de causes de la « fermentation générale ». Plus loin, le ministre signale l'impossibilité où est le gouvernement de pourvoir aux besoins si différents des diverses parties du pays par des « lois générales ». « C'est, dit-il, du fond des bureaux que la France est gouvernée », car les commis, « ravis de leur influence, ne manquent jamais de persuader au ministre qu'il ne peut se détacher de commander un seul détail. »

Dans ce passage, on voit les tendances du mémoire; elles vont très nettement vers une décentralisation qui laisserait aux organismes locaux le soin de régler certaines affaires peu importantes, qu'ils sont beaucoup mieux à même de connaître que les gens du ministère.

« Il est à remarquer, poursuit Necker, qu'il n'y a dans les « pays d'Élection, aucun contradicteur légitime du commis-
« saire départi, et il ne peut même en exister, dans l'ordre

(1) P. 4.

« actuel, sans déranger la subordination et contrarier la
« marche des affaires. »

Il est donc nécessaire de « s'occuper de cet important
objet ».

Après une telle critique du système en vigueur, on pourrait croire que le Directeur des Finances va exposer maintenant le plan d'une réorganisation administrative complète. Il n'en est rien ; au pied du mur, toute son audace s'en va ; il lui semble apparemment que la tâche à accomplir dépasse ses forces, puisqu'il sent « plus que personne la convenance de n'employer que des moyens lents, doux et sages..... Ainsi ce n'est que dans une seule généralité que je proposerai à Votre Majesté d'introduire un changement qui consisterait essentiellement dans l'essai d'une administration provinciale ou municipale ».

« Il est sans doute des parties d'administration qui, tenant
« uniquement à la police, à l'ordre public, à l'exécution des
« volontés de Votre Majesté, ne peuvent jamais être partagées
« et doivent constamment reposer sur un intendant seul,
« mais il en est aussi, tels que la répartition et la levée des
« impositions, l'entretien et la construction des chemins, le
« choix des encouragements favorables au commerce, au
« travail en général et aux débouchés de la province en
« particulier, qui, soumises à une marche plus lente et plus
« constante, peuvent être confiées préférablement à une com-
« mission composée de propriétaires, en réservant au Commis-
« saire-départé l'importante fonction d'éclairer le Gouvernement
« sur les différents règlements qui seraient proposés..... Dans
« une commission permanente, composée de principaux
« propriétaires d'une province, la réunion des connaissances,
« la succession des idées, donnent à la médiocrité même une
« consistance ; et la publicité des délibérations force à
« l'honnêteté. Et si le bien arrive avec lenteur, il arrive du
« moins, et une fois obtenu, il est à l'abri du caprice et se
« maintient : au lieu qu'un intendant le plus rempli de zèle
« et de connaissances est bientôt suivi par un autre, qui

« dérange ou abandonne le projet de son prédécesseur » (1).

Necker fait là une remarquable proposition, celle d'associer les citoyens intéressés à l'Administration et de les habituer peu à peu à s'occuper de la chose publique, mais pourquoi faut-il qu'il leur laisse, en face d'un fonctionnaire si peu recommandable, une aussi piètre influence ?

Cependant, il est alors amené à indiquer comment devra intervenir la mesure réformatrice qu'il vient de proposer.

Les règles devant diriger le fonctionnement des Assemblées Provinciales seront notamment « un sage équilibre entre les trois ordres ;..... les Assemblées générales aussi éloignées que l'entretien du zèle et de la confiance peut le permettre ; l'obligation de soumettre toutes les délibérations à l'approbation du Conseil, éclairé par le Commissaire départi (2) ; l'engagement de payer la même somme d'imposition versée aujourd'hui au trésor royal ;..... la volonté du Roi toujours éclairée et jamais arrêtée ». D'autre part, la durée de l'Assemblée ne devra être annoncée que « pour un temps, sauf à la confirmer ensuite pour un nouveau terme..... de manière qu'après avoir pris tous les soins nécessaires pour former un bon ouvrage, Votre Majesté eut encore constamment dans sa main le moyen de le supprimer ou de le maintenir.

Comme cela est simple et commode !

On peut croire que Necker ne voyait pas au-delà de son existence ministérielle, et ne se rendait pas un compte exact de l'état des esprits. Du reste, le tempérament de cet homme d'Etat le poussait à transiger toujours avec les adversaires des réformes par lui proposées. Dans le cas présent il espère contenter tout le monde et c'est un trait de sa vie publique qui ne nous le montre pas comme ayant été à la hauteur des circonstances. Du plan si bien enchaîné de Turgot, il ne retient qu'une pièce et il prend tant de précaution pour en régler le fonctionnement qu'il risque fort de l'entraver pres-

(1) *Op. cit.*, p. 23.

(2) Qui, tout à l'heure, était chargé de toutes les imperfections.

que complètement dans l'action que lui-même semble en attendre.

L'un des derniers arguments du mémoire est que « sous la forme d'expérience on ne peut manquer de réunir presque tous les suffrages. Les personnes qui désirent ardemment cette nouvelle forme d'administration y applaudiront comme à un premier pas qui peut conduire à une amélioration générale. Ceux au contraire, qui craignent toute espèce de changement et respectent jusqu'aux plus grands abus quand ils sont anciens, approuveront l'esprit de sagesse de Votre Majesté qui l'aurait engagée à ne faire qu'un essai et à renvoyer une détermination générale à un temps plus éloigné après les leçons de l'expérience (1) ». Nous verrons que l'événement n'a pas précisément répondu à cette attente. L'application pratique des idées de Necker (2) fut décidée, en vertu d'un arrêt du Conseil (3), à la province du Berri (4).

Voici quelles en sont les dispositions principales : Il sera formé une Assemblée de la province du Berri — composée de l'archevêque de Bourges et de onze membres du clergé, de douze « Gentilshommes propriétaires » et de vingt-quatre membres du Tiers Etat, dont douze « députés des villes » et douze propriétaires des campagnes, — pour répartir et lever les impôts, diriger la confection des grands chemins et des ateliers de charité « ainsi que tous autres objets que Sa Majesté jugera à propos de lui confier » (art. 6).

L'Assemblée, présidée par l'Archevêque, aura une session tous les deux ans, et les suffrages y seront comptés par tête. « Sa Majesté y fera connaître ses volontés par un ou deux Commissaires » (art. 2).

(1) P. 28.

(2) Dont il est juste de dire que les meilleures sont souvent empruntées à Turgot, sans cependant que Necker cite nulle part son auteur.

(3) « Arrêt du Conseil portant établissement d'une Administration Provinciale dans le Berry. Versailles, 12 juillet 1778 ». (*Recueil général des anciennes lois françaises*, t. XXV, p. 354).

(4) « A cause de l'état de langueur où cette province est depuis si longtemps », dit le préambule de l'arrêt.

Dans l'intervalle des sessions, un *Bureau d'administration intermédiaire* exécutera les décisions de l'Assemblée, à laquelle il devra « rendre compte » des opérations.

Aucune dépense ordonnée par l'Assemblée ou le Bureau ne pourra avoir lieu qu'après approbation expresse du Roi (art. 5).

« Permet Sa Majesté à la dite Assemblée, ainsi qu'au Bureau « intermédiaire de faire..... à Sa Majesté telles représentations « qu'ils aviseront, et de lui proposer les règlements qu'ils « croiront justes et utiles à la province », et défend de rien changer, même si elle en a émis précédemment le vœu, à la « forme observée jusqu'à ce jour » pour l'assiette et le recouvrement des impositions (art. 6).

« Veut sa Majesté que le sieur Intendant et Commissaire « départi, pour l'exécution de ses ordres dans la dite province, « puisse prendre connaissance des diverses délibérations de « l'Assemblée provinciale et du Bureau d'administration », toutes les fois qu'il le croira convenable pour « le service de Sa Majesté » (art. 7).

Seize propriétaires, convoqués en réunion préliminaire, par ordre du Roi, devaient en indiquer trente-deux autres pour former avec eux l'Assemblée provinciale (art. 9) (1).

La publication de cette conception hâtarde provoqua des récriminations unanimes : celle des absolutistes, à cause de la diminution de l'autorité des Intendants ; celle des parlementaires, parce qu'on les avait oubliés, dans la composition des Assemblées ; celle des philosophes et des économistes, auxquels la sujétion des Assemblées vis-à-vis des représentants du pouvoir, et l'attribution de la présidence de droit à un membre du Clergé semblaient inadmissibles. Et Turgot s'écriait : « Cela ressemble à mes idées sur les municipalités comme un moulin à vent ressemble à la lune (2) ! »

Quoiqu'il en fut, l'Assemblée du Berry s'installa (3) après

(1) L'arrêt fut complété par un règlement intérieur du Roi, en date du 1^{er} novembre 1778.

(2) LAVISSE, *Histoire de France*, t. 9, p. 82.

(3) LACHAZE, *op. cit.*, p. 130.

avoir été formée selon les instructions de l'arrêt du mois de juillet, le 10 novembre 1778, et siégea jusqu'au 2 décembre. Elle fut dans la suite convoquée en août 1779 (par ordre de Necker); en octobre 1780, en octobre 1783, et en octobre 1786. La première Assemblée fit au Roi une demande très remarquable au sujet de son propre recrutement; elle disait que « ce mode de nomination est peu fait pour concilier à l'Administration Provinciale l'affection des peuples, parce qu'il ne flatte aucunement les citoyens par l'opinion d'un concours quelconque à la manutention des affaires publiques. Si, désignés dans le principe par la volonté du souverain, les administrateurs se reproduisent les uns les autres, ils n'auront jamais reçu leur mission de la province. Ils la représenteront sans avoir son aveu, et ne paraîtront, aux yeux de la multitude, qu'un tribunal établi pour substituer l'autorité de plusieurs à l'autorité d'un seul. La répartition de l'impôt devant être désormais, dans les vues bienfaisantes du Roi, un partage fraternel des charges publiques, c'est contrarier la nature même de cet établissement que d'ôter la désignation des administrateurs à la multitude des intéressés » (1).

Elle proposait que les députés des trois ordres fussent élus chacun par le sien, et il est curieux de remarquer qu'aucune condition de propriété immobilière n'était imposée aux éligibles du Tiers Etat, auxquels il aurait suffi d'avoir vingt-cinq ans, d'exercer un état ou une profession honnête, et d'être domiciliés depuis cinq ans au moins dans l'arrondissement (2). On voit par là quels progrès avaient fait dans les esprits les idées démocratiques. Il est presque superflu de dire que le pouvoir royal n'accorda jamais ce que lui demandaient les députés.

Les travaux de l'Assemblée du Berri n'ont pas été sans importance; notamment, elle émit le vœu que la corvée fut

(1) Cité par LAVISSE, *op. cit.*, t. IX, p. 82.

(2) La généralité aurait été divisée en 24 arrondissements, élisant chacun un député. (LACHAZE, *op. cit.*, p. 174.)

supprimée (1); elle créa, pour la répartition des impôts, des préposés spéciaux qui devaient se mettre d'accord avec les fondés de pouvoir des contribuables; elle proposa la méthode de la taxation des biens-fonds sur leur produit net; elle obtint, par un arrêt du Conseil du 27 novembre 1779, l'abonnement des vingtièmes pour la généralité, et son activité se fit surtout sentir en matière de travaux publics, et principalement dans la création de nombreuses routes et chemins.

Malheureusement elle fut sans cesse arrêtée par des entraves de toutes sortes, et qui ne vinrent pas seulement des autorités locales. En effet, deux décisions du Conseil (2) vinrent réduire son rôle et ses pouvoirs dans de telles proportions que son action normale en fut à peu près paralysée.

Cependant, le Gouvernement avait décidé, en juillet 1779 et en mars 1780, la formation d'Assemblées Provinciales dans les généralités de Moulins, Grenoble, Montauban.

La dernière seule eut une existence; quant à celle de Grenoble, le Dauphiné réclamant le rétablissement de ses États, les propriétaires convoqués par le Roi ne se réunirent pas; et d'autre part l'Intendant de Moulins, d'accord avec le Parlement de Paris, empêcha l'Assemblée du Bourbonnais d'avoir lieu.

En résumé, on a pu voir d'après les idées plus haut exposées de Turgot et de Necker, que ces deux hommes d'État ont été avant tout préoccupés d'abord d'assurer la rentrée normale des impôts par une répartition plus équitable et par une perception meilleure et mieux réglée, puisque opérées par les représentants des contribuables eux-mêmes (l'accomplissement de ce projet étant à la base de toute la réorganisation administrative), et, en second lieu, d'étendre l'activité économique du pays par la création de travaux publics conçus et surveillés avec la même méthode que les impôts.

Mais il faut retenir que si Turgot ne fut déterminé à prendre

(1) Ce vœu fut réalisé à titre d'essai, par un édit du 6 novembre 1786.

(2) En date des 2 et 3 août 1783 et 6 juin 1785.

cette attitude que par ses opinions politiques, Necker, lui, n'en arriva à la conception égalitaire des charges fiscales que forcé par la nécessité de trouver de l'argent par un autre moyen que l'augmentation des impôts existants, qui était tout à fait impossible.

CHAPITRE PREMIER

L'origine de l'Assemblée Provinciale du Nivernais. — Les embarras du Gouvernement. — L'Assemblée des Notables. — Les idées de Calonne et leur application. — L'édit de juin 1787.

Le pouvoir était passé, en 1781, aux adversaires des réformes. A cette époque, en effet, les privilégiés avaient été assez influents pour obtenir la disgrâce de Necker; celui-ci, malgré son caractère souple et conciliant n'avait pas pu résister aux intrigues et aux menées que dirigeait contre lui le parti des absolutistes.

Parmi ses successeurs, dont la plupart sont assez ternes, on remarque Calonne, Contrôleur général en 1783. Ce courtisan, fanfaron et léger, accentua le déficit du trésor dans de telles proportions qu'il ne lui fut bientôt plus possible, ni de contracter de nouveaux emprunts, ni de lever de nouvelles contributions. C'est quand il se trouva dans cette impasse que les opinions et les projets de Turgot et de Necker lui revinrent en mémoire.

Au mois d'août 1786 (1) il présenta au Roi un mémoire dont les conclusions étaient : établissement de « l'égalité proportionnelle dans la répartition de l'impôt »; remplacement des vingtièmes par une subvention territoriale (ces deux réformes ne comportant aucune exemption); abolition de la

(1) LAVISSE, *op. cit.*, t. IX, p. 324.

corvée; diminution de la taille; suppression des douanes intérieures et des entraves à la libre circulation des grains; enfin établissement d'Assemblées Provinciales (1).

Le Roi, après beaucoup d'hésitation, finit par accepter ce programme. Mais il ne fallait pas songer à faire enregistrer l'édit qui promulguerait ces « nouveautés » par le Parlement, dont les magistrats faisaient montre, en toute occasion, d'un esprit foncièrement conservateur et misonéiste. Se préoccupant avant tout de leurs intérêts personnels, qui étaient ceux de la Noblesse, s'ils avaient quelquefois — notamment dans la question des lettres de cachet — pris position en faveur du libéralisme, ce n'avait été que pour faire échec au pouvoir royal.

De plus la Cour de Paris avait émis déjà, à plusieurs reprises, des remontrances au sujet de l'Administration financière de Calonne.

Celui-ci, du reste, « avait échangé avec le Premier Président des procédés si hostiles, de si injurieux propos, que les relations du Ministre et de la Magistrature se trouvaient irréparablement rompues, un démêlé personnel étant devenu affaire de Gouvernement » (2).

Restait un autre moyen d'arriver au but, c'était de demander son approbation à une Assemblée de Notables (comme cela s'était fait sous Henri IV et Louis XIII), et de Notables triés sur le volet. Ce qui fut exécuté, comme en témoignent les lignes qui suivent :

(1) Il est curieux de constater d'après les contemporains, quel était à ce moment là l'état des esprits : « Le Parti des philosophes avait acquis une grande influence dans l'opinion. Les idées d'irrégion et de liberté étaient devenues, en quelque sorte, une affaire de mode. Elles dominaient dans la haute société. On vantait la constitution anglaise, on déprimait celle de son pays. Il se formait des sociétés d'amis des hommes, d'amis des noirs. La licence des pamphlets était extrême. Chacun voulait écrire sur les matières d'État, de législation, de finance. Il y avait partout inquiétude, ardeur, dégoût du passé, désir de changement. Dans cette disposition générale, on saisis quelques embarras de finances comme un prétexte à des plaintes contre le Gouvernement. Une Assemblée des notables du royaume fut convoquée, pour aviser à un désordre que l'on exagérait. » (*Mémoires pour servir à l'histoire ecclésiastique*, t. III, p. 93). (Sans nom d'auteur).

(2) Louis BLANC, *Histoire de la Révolution*, p. 70.

« L'an de grâce mil sept cent quatre-vingt-six.... le vendredi vingt-neuf décembre, à l'issue du Conseil des dépêches, Sa Majesté a déclaré que son intention était de convoquer une Assemblée composée de personnes de diverses conditions, et des plus qualifiées de son Etat, pour leur communiquer les vues qu'Elle se propose pour le soulagement de son peuple, l'ordre de ses finances et la réformation de plusieurs abus » (1).

L'Assemblée se réunit le 22 février 1787 (2). A la séance le Roi prononce un discours, puis le garde des sceaux et enfin le contrôleur des finances.

Louis XVI affirme qu'il veut « améliorer les revenus de l'Etat et assurer leur libération entière par une répartition plus égale des impositions, libérer le commerce » de ses entraves, et « soulager autant que les circonstances » le lui « permettent, la partie la plus indigente » de ses sujets.

Huc de Miromesnil, garde des sceaux, déclare en termes vagues que « le Roi est dans la résolution de prendre de justes mesures pour soulager ses peuples, » et Calonne, à son tour, prend la parole :

Après un exposé presque optimiste de la situation économique générale en France (3), il aborde celui de l'état des finances, dans lequel il essaie de se disculper de l'accusation de prodigalité (4), mais qu'il est bien forcé de terminer par la constatation du déficit, dont il fait remonter la responsabilité à « une origine fort ancienne; » il existe, dit-il, « depuis des siècles » (5). Comme les « remèdes curatifs » ne sauraient consister ni à emprunter toujours, ni à imposer davantage, ni à anticiper encore, que reste-t-il, interroge le ministre, « pour combler un vide effrayant » ?

(1) Procès-verbal de l'Assemblée des Notables tenue à Versailles en l'an MDCCLXXXVII.

(2) « Messire Louis-Jules-Barbon Mazarini Mancini, Duc de Nivernois et Donziois, pair de France », et « Messire Pierre de Séguirau, Conseiller du Roi en tous ses Conseils, Evêque de Nevers », en faisait partie (Procès-verbal, p. 4 et 12).

(3) Procès-verbal, p. 46 à 51.

(4) Procès-verbal, p. 52 et ssq.

(5) Procès-verbal, p. 55.

— « La proscription des abus ! » et, dans une phrase à la Turgot, le voilà passé réformateur :

« Les abus ont pour défenseurs l'intérêt, le crédit, la fortune et d'antiques préjugés que le temps semble avoir respectés ; mais que peut leur vaine confédération contre le bien public et la nécessité de l'Etat ? »

Suit une énumération des abus, auxquels on a bien « déjà tenté de remédier », mais sans succès, parce que « on a voulu faire par des opérations partielles, ce qui ne pouvait réussir que par une opération générale ». Le Roi s'est alors arrêté, poursuit Calonne, à l'idée de « l'unité du principe » et l'a appliquée aux « objets les plus essentiels de l'Administration de son Royaume », étant assuré de trouver dans ses conséquences « le double avantage d'augmenter ses revenus et de soulager ses peuples. Cette vue générale a conduit Sa Majesté à s'occuper d'abord des différentes formes d'administrer qui ont lieu dans les différentes provinces du royaume où il n'y a point de convocation d'Etat. Pour que la répartition des charges publiques cesse d'y être inégale et arbitraire, Elle a résolu d'en confier le soin aux propriétaires eux-mêmes, et Elle a puisé dans les premiers principes de la Monarchie le plan uniforme d'un ordre graduel de délibérations, suivant lequel l'émanation du vœu des contribuables, et leurs observations sur tout ce qui les intéresse, se transmettraient des Assemblées *paroissiales* à celles de *district*, et de celles-ci aux Assemblées provinciales, et par elles jusques au Trône (1) ».

Le Contrôleur général énumère alors divers projets de réforme qui n'ont pas de rapport avec notre sujet, et termine par cette déclaration sentimentale : « que d'autres rappellent cette maxime de notre Monarchie : *Si veut le Roi, Si veut la loi* ; la maxime de Sa Majesté est : *Si veut le bonheur du Peuple, si veut le Roi* ». Dans tout ce discours, comme dans les mémoires qu'il lira tout à l'heure, les passages sont nom-

(1) P. 62.

breux qui constituent une critique énergique et sévère de la législation ou de l'administration royales. Les principes mêmes du régime se transforment dans la bouche de Calonne, et l'on peut se demander à chaque instant, à la lecture, si c'est bien un fonctionnaire du Roi qui parle et non pas plutôt quelque disciple du Gênois égaré parmi les grands du royaume.

« Il semble » dit Lavissee « que ce ministre, parlant au nom du Roi, ait voulu faire le procès de tout le régime monarchique ».

Deux autres discours sans intérêt, puis le Garde des Sceaux vient donner les ordres de Louis XVI.

« L'intention du Roi est, lorsque les commissaires de Sa Majesté auront remis à l'Assemblée, les objets sur lesquels le Roi se propose de les (*sic*) consulter, qu'elle se partage en sept bureaux pour les examiner. »

Et la séance, après lecture de la composition des bureaux, est levée.

Le lendemain, l'Assemblée siège pour entendre la lecture, faite par le Contrôleur général, de six mémoires qui constituent la première partie de son programme de réformes (1).

De ces mémoires, le premier « Sur l'établissement des Assemblées Provinciales » nous intéresse seul (2).

Pour qui connaît le projet de Turgot, ce texte ne contient guère de nouveautés; mais sur la conception de Necker on peut dire que Calonne a fait un progrès très net dans la voie du libéralisme et de la décentralisation véritable; la réclamation de l'Assemblée du Berri qui a été citée dans le précédent chapitre avait porté ses fruits: le droit d'élection était accordé.

D'autre part, un pas en arrière est fait par l'exigence d'un cens pour l'éligibilité aux fonctions de membre et de président des Assemblées Provinciales.

(1) Cette première partie a été suivie de trois autres, comprenant ensemble douze mémoires, qui furent successivement présentés à l'Assemblée des notables.

(2) Les autres portent « sur l'imposition territoriale », « sur le remboursement des dettes du Clergé », « sur la taille », « sur le commerce des grains », « sur la corvée ».

Voici (1), du reste, quelles sont les déclarations saillantes du mémoire :

« Le Roi, instruit et touché des maux qu'entraînent
« l'inégalité, le défaut de proportion et l'arbitraire dans la
« répartition des charges publiques,..... faire participer les
« contribuables eux-mêmes à l'assiette de leurs contributions,
« lui a paru être le moyen de les leur faire trouver plus sup-
« portables, de les rendre plus justes, d'en alléger le fardeau
« dans l'opinion autant que dans la réalité..... ».

« Ces motifs, qui avaient déterminé Sa Majesté à établir.....
« des administrations provinciales par forme d'essai, ont fixé
« son attention sur les avantages qu'elles ont produits..... et
« sur les changements..... et modifications dont l'expérience et
« la réflexion ont fait reconnaître la nécessité. »

Suit une appréciation louangeuse du zèle qu'ont montré les membres des assemblées, et de leur économie en matière de travaux publics, qui ont fait le succès de l'institution et donné aux provinces qui n'en bénéficient pas encore, le désir d'être placées sous le même régime; et voici les imperfections qui ont été remarquées dans le statut des organismes en question :

« Premièrement, composée de membres choisis par le Roi....
« et ayant pouvoir de nommer leurs coopérateurs et leurs
« successeurs, elles présentent tous les inconvénients que les
« entreprises progressives des corps permanents peuvent faire
« craindre, sans avoir l'avantage..... de représenter..... l'uni-
« versalité des propriétaires..... et d'inspirer toute la confiance
« qui leur serait accordée, si leur nomination était l'effet des
« suffrages libres de leurs concitoyens. »

« Deuxièmement, il paraît également contraire à l'objet
« même de ces établissements, que la présidence soit toujours
« dans les mêmes mains, et attribuée exclusivement au même
« Etat. L'espérance de pouvoir, de quelque condition qu'on
« soit, parvenir à la première place, excite le désir de la
« mériter; et ceux qui ont le plus de titres pour l'obtenir doi-

(1) Procès-verbal, p. 84 et ssq.

« vent trouver plus honorable de la tenir d'un choix libre que
« d'une disposition impérative.

« Troisièmement, il est contraire aux principes du Gouver-
« nement, que les administrations destinées seulement
« à l'éclairer par leurs observations, et à déterminer la
« répartition des charges et impôts, aient aucune autorité
« exécutrice ou aucune juridiction.

« Quatrièmement, on a remarqué avec raison que les admi-
« nistrations telles qu'elles étaient constituées, n'avaient pas
« plus de moyens de correspondre avec les propriétaires, et
« de connaître leurs vœux qu'il n'y en avait sous le régime
« précédent. »

C'est pourquoi « Sa Majesté a jugé à propos d'établir dans
« toutes les provinces de son royaume où Elle n'est pas dans
« l'usage de convoquer les États, des assemblées, toujours
« électives, qui se renouvelleront tous les trois ans,..... n'au-
« ront pas le titre d'administration,..... représenteront l'uni-
« versalité des propriétaires,.... seront composées de membres
« pris dans tous les états,..... n'auront enfin aucun prétexte
« de s'arroger aucune portion de l'autorité exécutrice.....

« Il y aura des Assemblées de trois espèces : des *Assemblées*
« *paroissiales et municipales*, composées des propriétaires dont
« l'intérêt ne peut jamais être séparé de celui du lieu où sont
« situées leurs propriétés, et qui sont seuls instruits de leurs
« facultés réciproques et des besoins de leur communauté, des
« *Assemblées de district* formées par les députés des villes et
« des paroisses de campagne de leur arrondissement; enfin des
« *Assemblées provinciales* dont les membres seront les députés
« choisis par les différents districts entre lesquels une géné-
« ralité peut être divisée.

« La gradation de ces trois genres d'Assemblées élémentaires
« les unes des autres, dont chacune sera à portée de bien con-
« naître ce qui l'intéresse, et d'éclairer celle qui lui sera supé-
« rieure, fera arriver le vœu commun relativement à la répar-
« tition des charges publiques. » Pour avoir « séance et suf-
« frage » aux Assemblées provinciales, il faudra que chaque

« propriétaire » justifie d'un revenu équivalent à six cents « livres » (1).

L'âge seul y réglera les rangs.

Elles s'occuperont de la « répartition des charges locales, des travaux publics qui peuvent être utiles à la paroisse et des moyens de soulager le pauvre de la communauté » et enverront un député « chargé de leurs instructions » à l'Assemblée de district.

On remarque dans ce projet que la vie publique de la paroisse est tout à fait limitée; nous sommes loin de la conception de Turgot qui cependant se bornait à « l'administration relative au territoire (2) ». Calonne ne s'est pas borné à supprimer le mot d'administration, il a bien, également, supprimé la chose.

En ce qui concerne les villes (3), dont les Assemblées sont « composées des officiers municipaux et notables convoqués selon les formes qui y sont usitées », le régime est le même.

« Les districts comprendront au moins vingt-cinq et au plus « trente paroisses, outre les villes..... L'ordre de séance dans « les Assemblées se règlera en raison de la force contributive « de chaque communauté.

« Ces Assemblées s'occuperont de la répartition des impositions royales et charges locales entre les villes et paroisses « de leur arrondissement.

« Elles se nommeront, au scrutin, un président, qui, dans

(1) Ce cens est destiné à éviter « la confusion » que pourrait provoquer « un trop grand nombre de votants ». Ceux qui posséderont plusieurs fois le cens auront un nombre de voix proportionné sans qu'il puisse excéder le tiers de celui de l'assemblée entière, et ceux dont le revenu n'atteindra pas la somme exigée pourront « s'associer » pour envoyer un représentant à l'Assemblée. Il est à retenir, qu'il n'est plus question comme chez Necker, de séparer les électeurs selon les ordres auxquels ils appartiennent; il n'y a ici que des propriétaires.

Les dispositions qui précèdent ont été visiblement puisées dans le projet de Turgot (cf. TURGOT, *Les Assemblées provinciales*, p. 29 et ssq).

(2) TURGOT, *op. cit.*, p. 20.

(3) Celles qui auront plus de 12.000 habitants pourront élire deux députés.

« l'intervalle de leurs séances sera chargé de tenir les correspondances nécessaires, tant avec l'Assemblée Provinciale ou son bureau intermédiaire, qu'avec les syndics des paroisses..... et un greffier qui ne pourra être choisi parmi les députés.

« Elles rédigeront les observations qui auront été apportées par les députés..... y ajouteront celles qu'elles croiront convenables,..... et nommeront un député (1) pour les porter à l'Assemblée Provinciale. »

Les Assemblées Provinciales « éliront au scrutin un Président qui ne pourra être choisi que parmi ceux qui posséderont mille écus de rente au moins en fonds de terre (2), et un Secrétaire Greffier.

Elles seront chargées de répartir entre les districts la masse totale des impositions fixes de la Province, arrêtée au Conseil de Sa Majesté. Elles dirigeront la classification des terres pour la répartition de la subvention territoriale (3). Elles proposeront les chemins et les canaux qui pourront faciliter la circulation dans la province, en surveilleront les ouvrages, suivront les recouvrements des deniers que Sa Majesté a décidé être employés au rachat de la corvée en nature et au paiement des travaux à prix d'argent qui la remplacent (4).

« Elles désigneront les lieux où il conviendrait d'établir les ateliers de charité; elles les dirigeront. Elles feront connaître les besoins et les calamités des différents cantons de la province, distribueront les secours qui pourraient leur être accordés, et s'occuperont de tous les moyens de soulager les pauvres. »

Les Assemblées Provinciales seront renouvelées par tiers

(1) Le mandataire, choisi parmi les propriétaires *de la province*, possédant au moins « mille livres de revenu en fonds » pourra être pris en dehors de l'Assemblée et même, comme on le voit en dehors du district.

(2) Toutes ces conditions de cens d'éligibilité n'avaient été imposées ni par Turgot, ni par Necker.

(3) Projet du second mémoire.

(4) Projet du sixième mémoire.

chaque année. Le président, élu pour trois ans, ne sera rééligible que pour une seconde période de trois années.

« Toutes les délibérations des Assemblées provinciales seront
« communiquées aux Intendants et Commissaires départis, qui
« pourront se rendre, quand ils le jugeront à propos, dans
« ces Assemblées, pour y faire connaître les intentions du Roi.
« Aucune dépense ne pourra être faite que sur leurs ordon-
« nances ; aucune opération ne sera exécutée sans leur auto-
« risation. »

Les Assemblées Provinciales auront une session par an, et dans l'intervalle des sessions, un Bureau intermédiaire, composé de six membres de l'Assemblée élus par leurs collègues, sera chargé de « gérer les affaires ». Ce Bureau renouvelable par tiers tous les ans, ne pourra pas choisir comme Président celui de l'Assemblée.

« Les Assemblées provinciales et les Bureaux intermédiaires
« pourront faire parvenir à Sa Majesté, par le Contrôleur
« général de ses finances, les propositions et les projets de
« règlements qu'ils jugeront utiles à leur Province.

« Par une réaction utile et mutuelle, les Assemblées paroissiales et les Assemblées de district formeront et éclaireront
« les Assemblées provinciales, et les Assemblées provinciales
« dirigeront les Assemblées de district et celles des paroisses. »

La conclusion du mémoire est que : « les volontés du Roi
« toujours expliquées à ses sujets, par les organes qu'eux-
« mêmes auront choisis, l'administration..... toujours éclairée,
« et jamais arrêtée dans sa marche, toujours secondée par le
« vœu national, et jamais contredite par des murmures, tou-
« jours bienfaisante et jamais réduite aux voies de rigueur,
« un intérêt commun, un véritable esprit public (1), unira
« dans tous les cœurs l'amour de la patrie à l'amour du sou-
« verain, et le Roi, père d'un peuple sensible et généreux,
« n'aura plus que des bienfaits à répandre et des bénédictions
« à recueillir ».

(1) C'est encore une expression familière de Turgot.

La conception du Contrôleur général de 1787, marque évidemment un recul sur celle de ses prédécesseurs. L'influence des administrés dans les Assemblées y est sensiblement diminuée et l'exigence d'un cens d'éligibilité pour les députés et présidents des Assemblées provinciales, montre clairement le soin du gouvernement de ne confier le pouvoir, bien illusoire pourtant qu'il vient de créer, qu'à des gens que leur état de fortune doit faire conservateurs. Ce n'est plus ici une théorie physiocratique, c'est une pensée réactionnaire.

Cependant il faut reconnaître que les Assemblées sont reliées entre elles, ce qui constitue, au moins en puissance, un progrès certain sur l'Assemblée Provinciale unique et sans liens avec les collectivités inférieures qu'avait créée Necker.

Il est à remarquer qu'on a complètement oublié, depuis Turgot, l'Assemblée générale au Royaume à sessions régulières.

En résumé dans le plan de Calonne, les Assemblées Provinciales avaient compétence en matière d'impôts, de travaux publics et de bienfaisance, comme dans les conceptions de Turgot et de Necker.

Mais Turgot les faisait élire par les propriétaires et leur donnait de ce fait une large autonomie. Necker au contraire songeant avant tout à sauvegarder l'autorité du pouvoir royal sur les Assemblées et à y maintenir les privilèges aristocratiques, ne leur avait donné ni droit d'élection, ni pouvoir autonome et avait conservé pour elles la distinction des ordres.

Calonne, lui, percevait plus nettement que ses prédécesseurs l'imminence du danger; aussi n'hésita-t'il pas à faire de larges sacrifices, en accordant aux Assemblées l'élection, la fusion des ordres, et les trois catégories d'Assemblées échelonnées et reliées entre elles.

Il est vrai qu'il ne va pas si loin que Turgot et qu'il laisse à l'Intendant une autorité considérable sur les Assemblées Provinciales, mais on verra plus loin qu'en fait l'Assemblée du Nivernais a joui d'une indépendance que le Pouvoir Central, poussé par les circonstances, a été obligé de lui laisser.

L'accueil fait à ses projets par les Bureaux de l'Assemblée

des Notables ne fut pas précisément celui qu'attendait Calonne.

En effet les premier, troisième, quatrième, sixième et septième bureaux se prononcent contre les réformes et notamment contre l'établissement d'Assemblées Provinciales.

Le second, présidé par le Comte d'Artois (et dont était le maire de Bourges), donne un avis favorable aux projets, et le cinquième : déclare que « l'établissement des Assemblées Provinciales serait utile » mais que le plan paraît « s'éloigner « de la Constitution Française en ce que, par la confusion des « trois ordres, il détruit la hiérarchie, nécessaire au maintien « de l'autorité du monarque. »

D'autre part il « supplie Sa Majesté d'investir ces Assemblées de toute l'autorité nécessaire pour la répartition des impôts, l'adjudication, la surveillance et la réception des travaux publics ». (1).

Le ministre, payant d'audace, prend la parole dans la séance du 12 mars, pour déclarer aux notables que le Roi « a vu avec satisfaction qu'en général leurs sentiments s'accordent avec ses principes » et que les « objections » qui les ont frappés, « et qui sont principalement relatives aux formes, ne contrariaient pas les points essentiels du but que Sa Majesté s'est proposé ».

Cette déclaration provoque aussitôt des protestations de tous les bureaux (2); et c'est la guerre déclarée entre l'Assemblée et le ministre; guerre qui se termine bientôt par la chute de ce dernier. Cependant Louis XVI lui-même, malgré l'obscurité de son intelligence, se rendait compte qu'il fallait faire quelque chose. Aussi, affecta-t-il de faire cas de l'opinion des

(1) Procès-verbal, p. 184.

(2) Le premier « ne peut se dispenser d'observer que ses délibérations sur les Assemblées Provinciales étaient relatives à l'entière constitution de ces Assemblées et non à de simples détails de forme »; le second confirme que ses opinions ne diffèrent des mémoires « que sur des points peu essentiels »; le troisième déclare les Assemblées Provinciales « inconstitutionnelles » « et privées des pouvoirs nécessaires pour les rendre utiles »; le quatrième dit que la proposition des Assemblées Provinciales est « en opposition avec les principes constitutifs de la Monarchie »; le cinquième bureau réédite dans sa réclamation ses déclarations antérieures, de même que les deux derniers.

notables (1), tout en se promettant de ne pas suivre leurs avis. Du reste, débarrassés de Calonne, l'opposition de ceux-ci aux réformes s'atténua presque tout à coup, d'autant plus que celui-là même qu'ils avaient porté au ministère, Loménie de Brienne, avait fait siens les projets de son prédécesseur. C'est ainsi que fut adopté, à quelques modifications près, le plan d'Assemblées Provinciales plus haut analysé.

Cependant pour les questions qui touchaient aux finances, les notables effrayés de la situation lamentable du Trésor et craignant toujours qu'on ne leur dissimulât le bilan véritable de l'Etat (ils avaient découvert dans les comptes du Trésor des différences de recettes et de dépenses de plus de cent millions), refusèrent d'adopter les projets bursaux, déclarant n'avoir pas reçu de mandat qui leur permit de ce faire.

Aussi leur dissolution fut-elle décidée.

Dans son discours (2), à la séance de clôture, Brienne s'étend principalement sur le seul point qui lui ait valu un succès, les Assemblées Provinciales. Il déclare que « le Roi a senti que..... ce ne serait pas affaiblir l'autorité, mais l'éclairer et même la rendre plus active que de remettre à des Assemblées Provinciales une partie de l'Administration (3) ». Il donne une satisfaction aux notables en affirmant que la présidence des Assemblées Provinciales sera attribuée aux « deux premiers ordres », et que leur activité « sera déterminée de manière

(1) Dans la séance du 23 avril il dit : « J'ai déjà examiné une partie des observations que vous avez faites, et je donnerai à toutes la plus sérieuse attention. J'ai donné des ordres, pour rédiger une loi sur les Assemblées Provinciales ; je conserverai aux deux premiers ordres de l'État la préséance qu'ils ont toujours eue dans les Assemblées Nationales et leur organisation sera telle qu'elles pourront avoir l'activité nécessaire pour bien administrer les objets que je leur confierai. » (Procès-Verbal, p. 217). Il est à retenir que le Roi parle de donner au Clergé et à la Noblesse, non pas la prédominance sur le Tiers, mais un simple droit de préséance de pure forme et qu'il emploie le terme administrer que Calonne avait proscrit.

(2) Séance du 25 mai. « Discours de Monsieur l'Archevêque de Toulouse, Chef du Conseil Royal des Finances », Procès-verbal, p. 245 et ssq.

(3) Il revient donc de nouveau et très nettement sur les principes de Calonne, et l'on verra plus loin que l'Edit va donner à l'Assemblée Provinciale des attributions administratives très étendues, notamment le droit d'ester en justice sans autorisation du pouvoir central.

« qu'elle puisse procurer tous les avantages pour lesquels elles
« sont établies ».

La fin du discours est remplie de promesses pour l'avenir au sujet de l'administration des finances, et ce ministre, qui devait quelques mois plus tard faire suspendre les paiements des caisses publiques, s'écrie en parlant du déficit : « mais qu'on ne croye pas qu'il est impossible de le faire disparaître ».

« Il n'est rien, conclut-il, que les peuples ne doivent attendre des intentions paternelles de Sa Majesté. »

A défaut des autres engagements, celui de créer les Assemblées Provinciales fut du moins tenu et le gouvernement ne tarda pas à le mettre à exécution. L'Assemblée des notables s'étant séparée le 25 mai, l'Edit organisant les *Assemblées Municipales et Provinciales* (1) parut dès le mois de juin.

En voici les dispositions essentielles :

« Louis..... (2), etc.

Les heureux effets qu'ont produits les Assemblées Provinciales établies par forme d'essai dans les provinces de Haute-Guienne et de Berri ayant rempli les espérances que nous en avions conçues, nous avons jugé qu'il était temps d'étendre le même bienfait aux autres provinces de notre royaume; nous avons été confirmé dans cette résolution par les délibérations unanimes des Notables.....

1. — A ces causes, il sera, dans toutes les provinces de notre royaume, où il n'y a point d'Etats provinciaux..... incessamment établi une ou plusieurs Assemblées Provinciales, et, suivant que les circonstances l'exigeront (3), des Assemblées particulières de districts et de communautés; et pendant les intervalles de la tenue des dites Assemblées, des Commissions intermédiaires; les unes et les autres composées de nos sujets des trois ordres, payant des impositions foncières ou

(1) Ce texte a été rédigé par Dupont de Nemours (LAVISSE, *op. cit.*, t. IX, p. 335).

(2) Edit portant création d'Assemblées Provinciales et Municipales. Versailles, juin 1787 (*Recueil général des anciennes lois françaises*, t. XXXVIII, p. 364).

(3) En ce qui concerne le Nivernais « les circonstances locales » ne nécessitaient sans doute pas d'Assemblées de districts, puisqu'elles ont été remplacées par des bureaux de correspondance (cf. plus loin, p. 71.)

personnelles..... et ce, dans le nombre qui sera par Nous fixé proportionnellement à la force et à l'étendue des dites provinces, districts et communautés, sans..... que le nombre des personnes choisies dans les deux premiers ordres puisse surpasser le nombre des personnes choisies par le Tiers Etat, et les voix seront recueillies par tête (1).

2. — Ces dites Assemblées Provinciales seront, par elles-mêmes ou par les Assemblées ou Commissions qui leur seront subordonnées, chargées, sous notre autorité et celle de notre Conseil, de la répartition et assiette de toutes les impositions foncières et personnelles, tant de celles dont le produit doit être porté en notre trésor royal que de celles..... propres aux dites provinces ou aux districts et communautés qui en dépendent. Voulons que les dites dépenses (locales) soient, suivant leur nature, délibérées ou suivies, approuvées ou surveillées par les dites Assemblées ou Commissions qui leur seront subordonnées, leur attribuant, sous notre autorité ou surveillance, ainsi qu'il sera par nous déterminé, tous les pouvoirs et facultés à ce nécessaires.

3. — Les Procureurs syndics qui seront établis près de chacune des dites Assemblées Provinciales et de districts pourront, en leurs noms et comme leurs représentants, présenter toutes requêtes, former toutes demandes, et introduire toutes instances par devant les juges qui en doivent connaître, et même intervenir dans toutes les affaires générales ou particulières qui pourront intéresser les dites provinces ou districts, et les poursuivre au nom des dites Assemblées, après toute fois qu'ils y auront été autorisés par elles, ou par les Commissions intermédiaires.

4. — La présidence des dites Assemblées et Commissions intermédiaires sera toujours confiée à un membre du Clergé ou de la Noblesse (2) et elle ne pourra jamais être perpétuelle.

(1) L'édit revient ici sur le projet de Calonne, suivant ainsi les représentations cinquième Bureau des Notables, qui reprochait au dit projet de créer « la confusion des ordres ».

(2) Calonne demandait, au contraire, que le président tint sa fonction au « choix libre des députés ».

5. — Il sera loisible aux dites Assemblées Provinciales de nous faire toutes représentations, de nous adresser tels projets qu'elles jugeront utiles au bien de nos peuples, sans cependant que, sous prétexte des dites représentations ou projets, l'assiette et le recouvrement des impositions établies ou qui pourront l'être, puissent, à raison des dites représentations ou projets, éprouver aucun obstacle, ni délai (1). Voulons dès à présent, qu'il y soit, au dit cas, procédé dans la forme actuellement existante.

6. — Nous nous réservons de déterminer, par des règlements particuliers, ce qui regarde la première convocation des dites Assemblées, leur composition et celles des Commissions Intermédiaires, ainsi que leur police et tout ce qui peut concerner leur organisation et leurs fonctions, et ce, conformément à ce qui est prescrit par ces présentes et à ce que pourront exiger les besoins particuliers, coutumes et usages des dites provinces. »

Ainsi, la compétence des Assemblées Provinciales, si elle reste très étroite en ce qui concerne les intérêts généraux, prend de l'extension pour ce qui touche aux questions locales. Dans l'article 3, la personnalité morale de la province apparaît, et les administrateurs chargés de gérer ses affaires reçoivent des pouvoirs tout à fait larges. On peut dire que la province n'est plus simplement une circonscription territoriale : elle est devenue une unité administrative.

(1) Le Gouvernement semble avoir peur que les « sujets » ne fassent leurs affaires eux-mêmes, si l'on tarde à leur donner satisfaction. C'est une préoccupation constante que l'on retrouve et qui se manifeste dans toutes les réglementations intéressant les Assemblées Provinciales.

CHAPITRE II

L'Assemblée Provinciale du Nivernais. — Constitution et attributions. — Les textes. — Règlement du 13 juillet 1788. — Instructions du Roi. — Le partage des fonctions entre l'autorité royale et l'Assemblée, quant à l'administration de la province.

L'édit sur l'établissement des Assemblées Provinciales avait paru depuis de longs mois, quand furent à leur tour publiés le règlement et les instructions annoncés dans son dernier article.

Les raisons de ce retard ont été, sans aucun doute, les difficultés contre lesquelles le Gouvernement a eu à se défendre, sous le ministère Brienne, et qui étaient plus graves encore que celles des années précédentes, parce que l'opposition devenait plus forte et mieux organisée chaque jour, et qu'elle savait mieux ce qu'elle voulait. Jusque-là on n'a vu que des tendances. Dorénavant, les volontés d'aboutir s'affirmeront sur des projets positifs de publicistes connus ou inconnus, que la librairie répand à profusion. C'est dans cette période que s'est constitué le « Parti National », qui devait prendre à l'Assemblée constituante l'influence prépondérante. Mais Brienne eut surtout à lutter, contre une autre catégorie d'adversaires dont l'action ne procédait pas comme celle des « Nationaux » de nouveaux principes de Gouvernement, mais était guidée par des mobiles plus intéressés : les magistrats, et ceux des parlements en particulier. La Cour de Paris, qui prétendait à la

haute direction de tout, opposa des refus successifs (1) à l'enregistrement de deux édits, demandé par le Gouvernement (2). Le premier Edit présenté, concernait le droit de timbre qui était porté au quadruple, le second portait sur la subvention territoriale; c'était ce dernier dont les parlementaires avaient grand peur, mais ils le passèrent sous silence, dans leur délibération, pour parler uniquement de l'édit du timbre (qui était, lui, tout à fait impopulaire), qu'ils « supplient » le Roi de retirer.

De là, manifestation à Paris, lit de justice, exil du Parlement, pour lequel les Cours des provinces prennent fait et cause; et l'agitation gagne tout le pays.

Et la lutte continue entre le Gouvernement et les Magistrats, coupée de quelques brèves périodes d'accalmie, de temps à autre, mais presque toujours violente. Les privilégiés, par l'organe de Calonne (3), attaquent Brienne, et les libéraux du Parti National ne lui ménagent pas non plus leurs critiques.

De plus, l'hostilité des Parlements, prenant pour se manifester tous les prétextes, provoque dans un certain nombre de provinces des troubles graves et même des émeutes; tous demandent la convocation des Etats-Généraux qui, seuls, proclament-ils, peuvent « octroyer » les impôts.

Au bout d'un an de batailles, Brienne physiquement et politiquement épuisé dut promettre les Etats Généraux par un arrêt du Conseil du 5 juillet 1788.

Le 8 août suivant, parut l'Edit convoquant les Etats pour le 1^{er} mai 1789.

C'est entre ces deux dates que fut publié le règlement qui créait l'Assemblée Provinciale du Nivernais.

(1) « Qu'après avoir enregistré pour un milliard deux cent cinquante millions « d'emprunts; le parlement fut tout-à-coup pris de scrupule en présence d'un impôt « qui menaçait ses privilèges, il y avait assurément là de quoi surprendre. » (Louis BLANC, *Histoire de la Révolution*, p. 74).

(2) Il fallait bien demander au parlement cet enregistrement, puisque l'Assemblée des Notables avait fait faux bond.

(3) « Mémoires » de Calonne publiés en 1787 et 1788.

Née au milieu de tant de perturbations, notre institution devait avoir un état civil incomplet, et en effet ses attributions n'ont pas été parfaitement bien délimitées, comme on va le voir par l'examen des textes qui composent son statut.

Les documents dont nous allons donner la teneur sont au nombre de deux : le « Règlement » et les « Instructions » (1).

Voici le premier :

« RÈGLEMENT FAIT PAR LE ROI (2)

POUR LA COMPOSITION ET FORMATION DES ASSEMBLÉES QUI AURONT
LIEU DANS LE NIVERNAIS EN EXÉCUTION DE L'ÉDIT PORTANT ÉTAB-
LISSEMENT DES ASSEMBLÉES PROVINCIALES.

Du 13 juillet 1788

Le Roi ayant, par son Edit du mois de juin 1787, ordonné qu'il serait incessamment établi dans les provinces et généralités de son Royaume différentes Assemblées, suivant la forme qui serait déterminée par Sa Majesté, Elle a résolu de faire connaître ses intentions sur la formation et la composition de celles qui auront lieu dans le Nivernais.

Sa Majesté, considérant que cette province, et particulièrement la partie qui est comprise dans la généralité de Moulins, serait susceptible des plus grandes améliorations, en y augmentant les moyens de vivification, Elle a résolu d'y établir une Assemblée Provinciale, dont les soins, moins partagés, procureront plus promptement à ce pays le moyen d'accroître son commerce, son industrie et ses ressources territoriales ;

(1) Les « Instructions » (sans date) sont certainement postérieures de quelques semaines au règlement, puisque leur publication est annoncée dans l'art. 30 du dit règlement. D'autre part une lettre des membres de la Commission intermédiaire du Nivernais, datée du 27 janvier 1789, accuse réception au ministre (Necker) de l'envoi de ses instructions (Archives de la Nièvre, série C. Assemblée Provinciale du Nivernais).

(2) Brochure insérée dans « Mélanges Nivernais », t. VI (Bibliothèque de Nevers).

mais en réglant provisoirement les formes de cette Assemblée, soit pour son étendue, soit pour son organisation, Sa Majesté se réserve de faire à ces premiers arrangements les changements que l'expérience lui fera juger nécessaires; en conséquence, Sa Majesté a ordonné et ordonne ce qui suit :

L'Administration du Nivernais sera divisée en deux espèces d'Assemblées différentes : Assemblée Municipale et Assemblée Provinciale.

L'Assemblée Provinciale se tiendra dans la ville de Nevers, et les Assemblées Municipales dans les villes et dans les paroisses qu'elles représentent.

Enfin l'Assemblée Provinciale aura sa base constitutive, au moyen des dispositions ci-après détaillées, dans les Assemblées Municipales qui en seront les éléments.

PREMIÈRE SECTION (1)

Assemblées municipales.

« Dans toutes les communautés (2) de la province du Nivernais..... composant les recettes particulières des finances « de Nevers et de Château-Chinon, à l'exception des villes « qui ont des municipalités, il sera formé une Assemblée « Municipale, composée (3) du seigneur de la paroisse (4) et « du curé, qui en feront toujours partie, d'un syndic choisi « par la Communauté, et de trois, six ou neuf membres »,

(1) Cette section sera simplement analysée, pour donner une idée générale de l'organisation positive conçue par le Gouvernement de Louis XVI. Il est à remarquer que l'Edit de juin 1787 ne parle d'établir des Assemblées de districts et de communautés que là seulement où les « circonstances locales l'exigeront » (art. 1^{er}). On a jugé les secondes seules nécessaires au Nivernais.

La conception de Necker est complétée d'après quelques-unes des idées de Turgot, reprises l'année précédente par Calonne. Quant aux Assemblées de districts, notre règlement n'en fait que des réunions d'électeurs, strictement enfermées dans cette fonction, et dénuées de toute personnalité. A leur place sont institués les Bureaux de correspondance.

(2) Art. I^{er}.

(3) Art. II.

(4) S'il y a plusieurs seigneurs, ils seront « alternativement, pour une année chacun », membres de l'Assemblée.

selon que la communauté contiendra moins de cent, moins de deux cents ou plus de deux cents feux.

« Le syndic sera chargé de l'exécution..... des résolutions que l'Assemblée..... n'aura point exécutées par elle-même. »

« Le syndic et les membres électifs » de l'Assemblée seront élus par « toute la paroisse » (1), c'est à dire par tous ceux qui paieront, « de quelque état ou condition qu'ils soient », cinq, neuf ou douze livres « d'imposition foncière ou personnelle », selon que la communauté aura cent, plus de cent ou plus de deux cents feux.

L'éligibilité est accordée aux contribuables âgés de vingt-cinq ans, payant neuf, douze ou trente livres, mais le nombre des non résidants ne pourra dépasser le tiers de l'Assemblée municipale (2). « Le père et le fils, les deux frères, le beau-père et le gendre, ne pourront être élus à la fois » (3).

L'Assemblée sera renouvelable tous les ans par tiers, et les membres seront rééligibles après deux ans d'intervalle; quant au syndic, il pourra être « continué » neuf ans (4).

La présidence est attribuée au seigneur, et en son absence le syndic dirigera les travaux de l'Assemblée. Le seigneur pourra « se faire représenter par un fondé de procuration » (5). Un greffier sera élu par l'Assemblée municipale, et révocable à volonté (6).

SECONDE SECTION

Assemblée provinciale.

Art. I^{er}. — L'Assemblée Provinciale du Nivernais se tiendra pour la première fois le 16 août prochain.

(1) La paroisse se réunira cette année le jour qui sera indiqué par le commissaire départi et « les années suivantes, le premier dimanche de septembre, à l'issue de la messe paroissiale » (art. VII), et le seigneur ni le curé n'assisteront à cette réunion (art. VIII).

(2) Art. X et XI.

(3) Art. XII

(4) Art. XIII et XV.

(5) Art. XVI.

(6) Art. XVII.

Art. II. — Elle sera composée du sieur Evêque de Nevers, que Sa Majesté a nommé Président (1), et des onze personnes qu'Elle se propose de nommer à cet effet, et qui seront prises, savoir : deux parmi les ecclésiastiques, trois parmi les seigneurs laïcs, et six parmi les représentants du Tiers Etat.

Art. III. — Le sieur Evêque de Nevers et les autres personnes désignés en l'article précédent, nommeront douze autres personnes pour former le nombre de vingt-quatre membres, dont la dite Assemblée Provinciale sera composée.

Art. IV. — Ils nommeront aussi deux Procureurs syndics; un sera pris dans l'ordre de la Noblesse ou du Clergé, et le second dans le Tiers Etat.

Si les deux Procureurs syndics Provinciaux ou un seul étaient tirés de l'Assemblée, il sera sur-le-champ procédé à leur remplacement par l'Assemblée.

Art. V. — L'Assemblée élira un secrétaire Provincial qui sera révocable à sa volonté; et ce secrétaire sera aussi celui de la Commission Intermédiaire, dont il sera question dans l'article ci-après.

Art. VI. — Elle nommera aussi une Commission Intermédiaire, qui aura pour Président celui de l'Assemblée (2), et qui sera composée de quatre membres : l'un de l'Ordre du Clergé, un autre de celui de la Noblesse et deux du Tiers Etat, et des deux Procureurs syndics Provinciaux.

Art. VII. — Des vingt-quatre membres dont sera composé l'Assemblée Provinciale, six seront pris dans le Clergé, six dans la Noblesse et douze dans le Tiers Etat (3), et attendu que la Province sera divisée en six arrondissements; dont les chefs-lieux seront choisis et désignés par l'Assemblée Provinciale du Nivernais, lors de sa prochaine convocation, chacun

(1) Le règlement revient ici sur le droit d'élire le Président donné par Calonne dans son projet.

(2) Le projet de Calonne était tout différent; il créait au contraire une incompatibilité entre les deux fonctions.

(3) Il est à remarquer qu'il n'est plus ici question que des ordres. Au contraire, Turgot et après lui Calonne confondaient les trois ordres, pour ne voir que les propriétaires fonciers.

de ces arrondissements aura quatre représentants, parmi les dits vingt-quatre Membres composant l'Assemblée Provinciale.

Art. VIII. — La première formation faite restera fixe pendant les trois premières années, et, ce terme expiré, l'Assemblée sera régénérée par le procédé suivant.

Art. IX. — Un quart des vingt-quatre membres se retirera par le sort en 1791, 1792, et 1793, et ensuite par ancienneté; et ce renouvellement se fera de manière qu'il sorte un député pour chacun de ces Arrondissements (1).

Art. X. — Tout membre de l'Assemblée Provinciale qui aura rempli ses quatre années, pourra être réélu dans la forme qui sera expliquée en l'article XII ci-après, après toutefois, qu'il se sera écoulé au moins une année depuis qu'il aura été remplacé dans l'Assemblée.

Art. XI. — En cas qu'un membre de l'Assemblée Provinciale meure ou se retire avant que son temps soit expiré, il sera remplacé dans son Ordre, comme il sera expliqué en l'article ci-après, et celui qui le remplacera ne fera que remplir le temps qui restait à parcourir à celui qu'il aura remplacé (2).

Art. XII. — Lorsqu'un des quatre représentants d'un arrondissement à l'Assemblée Provinciale sera à remplacer, le choix du nouveau représentant, qui sera toujours pris dans l'Ordre auquel appartenait son prédécesseur, sera fait par une Assemblée représentative des paroisses du dit arrondissement.

Cette Assemblée, dont la convocation n'aura jamais d'autre objet que de procéder aux élections (3), sera formée de Seigneurs, de Curés et de Députés du Tiers Etat. L'Assemblée Provinciale proposera à Sa Majesté, lors de sa prochaine convocation, les formes qu'elle croira plus convenables, pour que les dites Assemblées ne soient pas trop nombreuses, et

(1) Ainsi, le procédé de l'élection n'était appliqué qu'avec une prudence extrême, et l'on voulait voir de quelle façon se comporterait l'Assemblée pendant l'intervalle de 1788 à 1791, avant de lui ôter ses lisières.

(2) On verra au chapitre suivant que cet article n'a pas reçu d'application en ce qui concerne l'Assemblée du Nivernais.

(3) Le Gouvernement veut réduire à l'indispensable le nombre des assemblées; et la précaution qu'il prend ici de limiter les pouvoirs de cette Assemblée d'arrondissement est peut-être l'indice de la crainte qu'il a de la voir, une fois réunie, s'occuper d'autres objets que celui pour lequel on l'aura convoquée.

que cependant chaque Assemblée Municipale concoure aux élections qui devront avoir lieu dans les dites Assemblées d'arrondissement. Les élections se feront au scrutin dans les dites Assemblées d'arrondissement.

Ces Assemblées se tiendront au chef-lieu de chacun des dits arrondissements, au jour qui sera indiqué par la Commission Intermédiaire Provinciale, et en présence de deux députés de la Commission Intermédiaire ou de deux autres membres de l'Assemblée Provinciale, délégués à cet effet par la dite Commission Intermédiaire, lesquels présideront l'Assemblée.

Art. XIII. — Nul ne pourra être élu dans les dites Assemblées d'arrondissement, membre de l'Assemblée Provinciale, s'il n'a été membre d'une Assemblée Municipale, soit de droit, comme Seigneur ecclésiastique ou laïc, ou comme Curé, soit par élection comme membre de l'Assemblée Municipale de sa Communauté. Les premiers représenteront le Clergé et la Noblesse, et les autres le Tiers-Etat (1).

Art. XIV. — Le fondé de procuration de Seigneur laïc à une Assemblée Municipale pourra aussi le représenter dans l'Assemblée d'arrondissement. Ce fondé de procuration pourra même, s'il est noble et possède au moins mille livres de revenus dans l'arrondissement, et si le Seigneur qu'il représente n'est pas membre de l'Assemblée Provinciale, y être député par la dite Assemblée d'arrondissement, de manière toutefois qu'il n'y ait à l'Assemblée provinciale qu'un seul représentant pour chaque Seigneur, quand même il aurait plusieurs Seigneuries.

Art. XV. — Lorsqu'une Seigneurie sera possédée par des Corps et Communautés, un des membres des dits Corps et Communautés, pourvu qu'il soit noble ou ecclésiastique, pourra, à ce titre, être nommé Député à l'Assemblée Provinciale, sans néanmoins que le même Corps puisse avoir plus d'un Député à la même Assemblée.

Art. XVI. — Parmi ces vingt-quatre Députés à l'Assemblée

(1) Cette préoccupation de bien séparer les ordres se retrouve à chaque instant.

Provinciale, il ne pourra jamais s'en trouver deux pris dans différents Ordres qui soient de la même paroisse, et la paroisse dont sera celui qui sortira de l'Assemblée, ne pourra pas en fournir du même Ordre qu'après un an au moins révolu.

Art. XVII. — Les députés du Tiers État seront choisis de manière qu'il y en ait au moins moitié pris dans les paroisses de campagne.

Art. XVIII. — Le Président de l'Assemblée Provinciale, choisi dans l'ordre du Clergé ou celui de la Noblesse, restera quatre ans Président, après quoi, et tous les quatre ans, le Roi choisira celui que Sa Majesté jugera convenable, entre deux membres du Clergé et deux de la Noblesse, qui lui auront été présentés par l'Assemblée, après avoir réuni la pluralité des suffrages (1).

Art. XIX. — L'ordre des séances sera tel, que les ecclésiastiques seront à droite du Président, les seigneurs laïcs à gauche, et les représentants du Tiers en face.

Art. XX. — En l'absence du Président, l'Assemblée, s'il est ecclésiastique, sera présidée par le premier des seigneurs laïcs, et s'il est laïc par le premier des ecclésiastiques.

Art. XXI. — Les ecclésiastiques garderont entr'eux l'ordre accoutumé dans leurs séances.

Art. XXII. — Les Seigneurs laïcs siégeront suivant l'ancienneté de leur admission, et l'âge décidera entre ceux qui seront admis le même jour.

Art. XXIII. — Les séances entre le Tiers État seront suivant l'ordre des villes et paroisses, qui sera déterminé d'après la quotité de leur contribution.

Art. XXIV. — Les voix seront prises par tête, et de manière qu'on prendra la voix d'un ecclésiastique, ensuite celle d'un seigneur laïc, ensuite deux voix du Tiers, et ainsi de suite jusqu'à la fin.

(1) Cet article comporte un progrès, mais il faut souligner que jamais le Président ne pourra être pris dans le Tiers Etat, et qu'entre deux candidats, le Gouvernement choisira toujours celui qui sera à sa dévotion.

Turgot avoit proposé l'élection pure et simple.

Le Président opinera le dernier, et aura voix prépondérante en cas de partage.

Art. XXV. — Pour seconder la Commission Intermédiaire, il sera formé un Bureau de correspondance dans le chef-lieu de chacun des arrondissements, autre que la ville de Nevers, où sera établie la Commission intermédiaire elle-même.

Chaque Bureau de Correspondance sera composé de quatre membres ; l'un Ecclésiastique, l'autre Noble et les deux autres du Tiers Etat, lesquels seront nommés par l'Assemblée Provinciale (1).

Art. XXVI. — Les Bureaux de correspondance auront un secrétaire, s'il est ainsi jugé nécessaire par l'Assemblée Provinciale.

Art. XXVII. — Les premiers sujets élus par l'Assemblée, tant pour la Commission Intermédiaire, que pour les cinq Bureaux de correspondance, resteront les mêmes pendant quatre ans ; la quatrième année il en sortira un d'exercice par le sort ; chacune des deux suivantes, un aussi par le sort, et ensuite par ancienneté. Chaque membre sortant sera remplacé par l'Assemblée Provinciale, et dans l'ordre dont il avait été tiré.

Art. XXVIII. — Dans les premières séances de chaque Assemblée, les Procureurs syndics provinciaux feront leur rapport de toutes les opérations de la Commission Intermédiaire, pendant le cours de l'année écoulée depuis la dernière tenue.

Art. XXIX. — La Commission Intermédiaire sera soumise et subordonnée à l'Assemblée Provinciale, et les cinq Bureaux de correspondance le seront à la Commission Intermédiaire.

Art. XXX. — Les fonctions des Assemblées municipales et celles de l'Assemblée Provinciale du Nivernais, leurs relations respectives, et leurs rapports avec le sieur Intendant et Com-

(1) Le Bureau de correspondance tient la place de l'Assemblée de district, mais avec cette différence qu'il n'est pas choisi par les habitants, et qu'il ne fait qu'exécuter les instructions de l'Assemblée Provinciale et de la Commission Intermédiaire, sans avoir, par lui-même, aucun pouvoir.

missaire départi, seront déterminés par les règlements et instructions qui leur seront adressés à cet effet par les ordres de Sa Majesté.

« Fait et arrêté par le Roi, étant en son Conseil, tenu à Versailles, le treize juillet mil-sept-cent-quatre-vingt-huit. »

Signé : LOUIS, et, plus bas : Le Baron de BRETEUIL »

Voilà le texte fondamental qui va servir de base à l'organisation matérielle de notre Assemblée, mais c'est dans les instructions, comme l'annonce le dernier article, que nous retrouverons ses fonctions et celles des organes qui la composent.

Il est à retenir de ce règlement que deux points, sur lesquels on allait tant batailler durant les années 1788 et 1789 jusqu'à la formation de l'Assemblée Nationale, le doublement du Tiers et le vote par tête, y sont accordés par le Pouvoir Royal à l'Assemblée Provinciale du Nivernais, comme du reste ils l'avaient été à celle du Berri.

Voici la teneur du second document qui détermine le régime intérieur de l'Assemblée (1).

« *NIVERNAIS*

—

INSTRUCTIONS

SUR LE CÉRÉMONIAL, LES FORMES DE LA TENUE DE L'ASSEMBLÉE PROVINCIALE, LES FONCTIONS DES DIFFÉRENTS MEMBRES OU OFFICIERS, ET AUTRES OBJETS RELATIFS A LA FORMATION ET ORGANISATION INTÉRIEURE DE LA DITE ASSEMBLÉE.

§ 1^{er}. — *Du Commissaire du Roi*

Le Sieur Intendant, Commissaire du Roi, sera prévenu en son hôtel par deux membres de l'Assemblée choisis par le

(1) Archives départementales de la Nièvre : Série C, Assemblée Provinciale du Nivernais. (Manuscrit.)

Président, l'un dans le Clergé ou la Noblesse, et l'autre dans le Tiers État, que l'Assemblée est formée; et il sera invité par eux à en venir faire l'ouverture.

Le Commissaire du Roi se rendra à l'Assemblée en robe de cérémonie du Conseil, et précédé de ses hoquetons; arrivé au lieu des séances, il sera reçu au pied de l'escalier par les Procureurs Syndics provinciaux, au haut de l'escalier par une députation de quatre membres, choisis par le Président, l'un dans le Clergé, l'autre dans la Noblesse et les deux autres dans le Tiers État.

Le Commissaire du Roi sera reçu dans l'Assemblée, tous les membres, autres que ceux formant la députation, étant à leurs places debout et découverts.

Le Commissaire du Roi sera conduit à un fauteuil d'honneur élevé d'un degré et placé au milieu de l'Assemblée, vis-à-vis de celui du Président, qui sera lui aussi élevé d'un degré, et en avant du Bureau des Procureurs Syndics, et du Secrétaire Provincial.

Il sera reconduit avec les mêmes honneurs. Le même cérémonial sera observé pour la clôture de l'Assemblée, et toutes les fois que le Commissaire du Roi entrera à l'Assemblée pour y faire connaître les intentions de Sa Majesté.

Le lendemain de l'ouverture de l'Assemblée il sera fait une députation, composée de quatre députés, au Commissaire du Roi pour le saluer de la part de l'Assemblée.

Toutes les fois qu'il sera fait mention, dans le procès-verbal, du Sieur Intendant, relativement à ses fonctions vis-à-vis de l'Assemblée, pendant le cours de ses séances, il sera désigné dans le procès-verbal, sous le titre de *M. le Commissaire du Roi*.

Lorsqu'il sera question d'opérations antérieures à l'Assemblée ou qui devront la suivre, Sa Majesté veut que son Commissaire départi ne puisse être désigné dans le procès-verbal, les rapports et autres actes de l'Assemblée, que sous le nom de *M. l'Intendant*.

§ 2. — *Du Président.*

Le Président sera l'organe de l'Assemblée pendant le cours de ses séances; c'est par lui qu'elle correspondra avec le Conseil de Sa Majesté.

Les procès-verbaux des séances de l'Assemblée seront, jour par jour, signés du Président seul, et contresignés du Secrétaire Provincial; celui de la dernière séance sera signé de lui, et de tous les membres de l'Assemblée.

La Commission Intermédiaire étant entièrement suspendue et n'existant plus pendant l'Assemblée, tous les paquets de la Cour et autres, adressés soit à l'Assemblée, soit à la dite Commission Intermédiaire, seront ouverts dans l'Assemblée par le Président.

Les adjudications qui seraient passées pendant le cours des séances de l'Assemblée, seront signées du Président seul, et contresignées par le Secrétaire Provincial.

Les mandats de paiement à expédier pendant la tenue de l'Assemblée seront signés du Président et des Commissaires du Bureau des fonds et de la comptabilité, et contre-signés par le Secrétaire Provincial.

Le Président nommera toutes les députations, proposera la composition des Bureaux, ainsi qu'il sera ci-après expliqué, et il sera de droit membre de tous les dits Bureaux, qui seront présidés par lui lorsqu'il y entrera.

§ 3. — *De l'Assemblée.*

Tout ce qui est relatif aux rangs et aux séances, a été prescrit par le règlement de formation.

Il n'y aura nulle distinction entre les membres choisis par le Roi, et ceux nommés par l'Assemblée Préliminaire.

Ainsi, les rangs, pour les Seigneurs laïcs, ne seront réglés, dans la prochaine Assemblée, que suivant leur âge, leur admission étant censée de la même époque.

Sa Majesté a ordonné que, pour le Tiers Etat, les séances seraient suivant l'ordre des Communautés, qui serait déterminé d'après leur contribution.

Nul membre du Tiers Etat ne pourra être regardé comme représentant une ville où il y a un Corps Municipal, s'il n'est lui-même un des officiers municipaux.

S'il se trouvait à l'Assemblée deux Députés du Tiers Etat, demeurant habituellement dans une même ville, celui-là seul pourra représenter sa ville, qui sera ou aura été officier municipal; l'autre ne pourra représenter que la Communauté villageoise dans laquelle il aura des propriétés.

Si l'un ni l'autre n'est un des officiers municipaux, ils ne pourront prendre rang à raison de la contribution de la ville, où ils demeurent, mais à raison de la contribution des Communautés où ils posséderont des biens.

A l'ouverture de ses séances, l'Assemblée assistera à une messe du Saint-Esprit.

Les deux frères, le père et le fils, le beau-père et le gendre, ne pourront être élus à la fois membre de l'Assemblée (1).

Il sera formé, dans les deux premiers jours de l'Assemblée, des Bureaux particuliers, chargés de rédiger et préparer les objets sur lesquels il devra être délibéré (2).

Le Président proposera à l'Assemblée la composition des Bureaux, et y distribuera tous les membres de l'Assemblée, en suivant, autant que faire se pourra, les proportions établies dans la composition de l'Assemblée.

Il y aura quatre Bureaux : l'un sera le bureau de l'impôt; le second, celui des fonds et de la comptabilité; le troisième, celui des travaux publics; le quatrième, celui de l'agriculture, du commerce et du bien public. Outre ces quatre, s'il était question d'examiner ou de discuter une affaire très importante, elle pourra être confiée à une Commission particulière.

Il sera aussi formé une Commission particulière pour la

(1) C'est, peut-être, le premier texte qui contienne cette disposition que toutes nos lois municipales ont reproduite depuis.

(2) Cette disposition n'a pas été appliquée.

visite du Greffe et des Archives, et nommé des commissaires pour la rédaction et la révision du procès-verbal.

Les délibérations de l'Assemblée, pour son régime intérieur, seront exécutées provisoirement; mais nulle délibération à exécuter hors de l'Assemblée, n'aura d'effet qu'elle n'ait été spécialement approuvée par Sa Majesté.

Aucun Député ne pourra personnellement proposer à l'Assemblée un nouvel objet de délibération, étranger à ceux qui seraient alors discutés, ni lire aucun Mémoire qu'il n'en ait préalablement prévenu M. le Président, et n'ait communiqué sa proposition ou son mémoire à celui des Bureaux de l'Assemblée qui se trouvera chargé des objets auxquels serait analogue la proposition ou le mémoire du dit Député.

Les procès-verbaux de l'Assemblée pourront être livrés à l'impression, à fur et à mesure de ses séances, et ne seront rendus publics que quinze jours après celui de la clôture.

§ 4. — *De la Commission Intermédiaire.*

Après la séparation de l'Assemblée, la Commission Intermédiaire rentrera en activité. Elle seule représente l'Assemblée, et a un caractère public à cet effet.

Le Président de l'Assemblée est aussi le Président de la Commission Intermédiaire; mais, dans ce sens qu'il en est le premier membre, faisant corps avec elle, et n'ayant sur elle aucune supériorité.

En conséquence, la correspondance ministérielle et celle dans l'intérieur de la Province, après la séparation de l'Assemblée, se tiendront toujours avec et par la Commission Intermédiaire.

L'absence du Président, comme celle de tout autre membre, ne changera rien à la forme de la correspondance.

Sur les objets importants, le Président pourra écrire particulièrement aux Ministres du Roi, pour appuyer et développer les avis de la Commission Intermédiaire, mais la lettre seule de la Commission Intermédiaire sera la dépêche officielle.

Après le protocole d'usage pour les différentes personnes auxquelles elle écrira, la Commission Intermédiaire terminera ainsi ses lettres :

Vos très..... serviteurs les Députés composant la Commission Intermédiaire.

Ensuite tous les membres présents et les Procureurs Syndics signeront.

Toutes les adjudications, les mandats de payement, et autres actes émanés de la Commission Intermédiaire, seront signés dans la même forme, c'est-à-dire qu'il sera mis au bas : *par les Députés, composant la Commission Intermédiaire de la Province du Nivernais.* Ensuite tous les membres signeront.

§ 5. — *Des Procureurs Syndics Provinciaux.*

Pour être Procureur Syndic Provincial pour la Noblesse et le Clergé, il ne sera pas nécessaire qu'un Gentilhomme, qui aurait des titres à cette place, soit Seigneur de paroisse, il suffira qu'il soit propriétaire d'un fief dans la province.

Les Procureurs Syndics Provinciaux prendront séance dans l'Assemblée, à un Bureau placé au milieu de l'Assemblée.

Les Procureurs Syndics Provinciaux feront remettre chaque jour au Commissaire du Roi, à la fin de chaque séance, une notice succincte et uniquement énonciative des objets qui auront été discutés ou délibérés dans l'Assemblée, pour que le Commissaire de Sa Majesté soit assuré qu'il ne s'y traite aucune matière étrangère aux objets dont elle doit s'occuper.

Lorsqu'un rapport aura été lu et délibéré dans un bureau, avant qu'il en soit fait lecture à l'Assemblée, les Procureurs Syndics Provinciaux seront appelés à ce Bureau pour en prendre communication, et donner sur le dit mémoire leurs observations, s'il y a lieu, soit verbalement, soit par écrit, tant au Bureau qu'à l'Assemblée.

Ils n'auront point voix délibérative dans l'Assemblée.

Mais, attendu que la Commission Intermédiaire doit toujours suivre ponctuellement l'exécution des délibérations de l'Assemblée, approuvées par Sa Majesté, et que les Procureurs Syndics Provinciaux doivent y concourir, les dits Procureurs Syndics Provinciaux auront voix délibérative dans la Commission Intermédiaire; ils n'auront à eux deux qu'une seule voix, qui sera prépondérante en cas de partage. Si leurs opinions diffèrent leurs voix se détruiront et ne seront point comptées; et dans le cas où les autres voix seraient partagées, celle du Président aura la prépondérance. Les Procureurs Syndics Provinciaux écriront, en nom collectif, sur tous les objets de correspondance qu'ils devront suivre, et, après avoir énoncé leur qualité de Procureurs Syndics Provinciaux du Nivernais, ils signeront.

Si un des Procureurs Syndics Provinciaux était absent, la lettre serait toujours écrite en nom collectif, et un seul signerait.

Ils ne pourront intervenir dans aucune affaire sans une délibération de l'Assemblée ou de la Commission Intermédiaire, et n'agiront d'ailleurs sur aucun objet relatif à l'Administration de la Province, que de concert avec la Commission Intermédiaire. »

Ainsi, les textes qu'on vient d'examiner contenaient l'organisation de trois sortes d'Assemblées. A l'échelon inférieur était l'*Assemblée Municipale* de la Communauté, composée du Seigneur qui la présidait, du Curé et de trois, six ou neuf membres, selon que la paroisse comptait moins de cent, moins de deux cents ou plus de deux cents feux.

Au-dessus, était l'*Assemblée d'Arrondissement*, qui ne représentait aucune personne administrative, et dont la seule fonction était de procéder à l'élection de nouveaux membres de l'Assemblée Provinciale, au cas où des vacances se produiraient, à l'avenir, parmi les Députés choisis par le Roi, ou désignés par leurs collègues.

Enfin l'*Assemblée Provinciale* devait compter vingt-quatre membres. Parmi ces vingt-quatre, douze étaient choisis par

le Roi, trois dans le Clergé, trois dans la Noblesse, et six dans le Tiers Etat, et les douze autres désignés par leurs collègues, dans les mêmes proportions pour chaque ordre.

Ces Députés devaient être ensuite renouvelables tous les ans par quart à raison de un par Arrondissement, mais non plus choisis par le Roi ou par leurs collègues, mais élus par l'Assemblée représentative des paroisses de l'arrondissement.

L'Assemblée Provinciale, présidée de droit par l'évêque, élisait deux Procureurs Syndics et un Secrétaire Greffier, ainsi qu'une Commission Intermédiaire, composée du Président de l'Assemblée et de quatre membres, et qui devait fonctionner en permanence.

Elle choisissait, en outre, dans chacun des Chefs-lieux d'Arrondissement, un Bureau de Correspondance de quatre membres, qui devait être subordonné à la Commission Intermédiaire.

Les « Instructions » ne donnent à l'Assemblée non plus qu'à la Commission Intermédiaire des attributions bien définies (1); aussi verra-t-on que la Commission prendra peu à peu une importance et des pouvoirs qu'il n'était pas d'abord dans l'intention du législateur de lui attribuer.

D'après la correspondance de la Commission (2), le départ entre ses attributions et celles de l'Intendant n'a point été fait, si bien qu'elle a pris de jour en jour, avec les progrès de la Révolution une importance plus grande, par des additions successives à ses pouvoirs (3).

(1) D'après Pérey. (« La fin du dix-huitième siècle. Le Duc du Nivernais », p. 312, note 1.), un décret du Roi du 5 août 1787 aurait réglé les attributions des Assemblées Provinciales.

Nous n'avons nulle part trouvé trace de ce texte.

(2) Aux Archives départementales de la Nièvre. Série C.

(3) Cette extension de la compétence de la Commission Intermédiaire s'est produite par voie de décisions ministérielles, dont voici deux exemples, tirés du registre des procès-verbaux : « Séance du 7 décembre 1788. Il est fait lecture d'une lettre de M. le Directeur général en date du 3 du courant, par laquelle ce ministre charge la Commission Intermédiaire de tout le travail relatif à l'imposition des vingtièmes, à l'emploi des fonds libres ou variables, et aux dépenses des provinces, autres que les ponts et chaussées, qui seront dans le cas d'être acquittées sur ces fonds ou par voie d'impositions. » Une autre lettre de Necker, en date du 24 janvier 1789, confiait à la

L'Intendant, du reste, avait dû recevoir du ministère des instructions lui recommandant de laisser le champ libre aux représentants de l'Assemblée Provinciale, puisqu'il leur renvoyait les requêtes à lui adressées, et qu'il lui est arrivé de leur recommander des postulants.

On peut dire que, d'une manière générale, la Commission s'est substituée à l'Intendant, ou tout au moins qu'elle a partagé avec lui l'exercice de l'administration. Dès les premiers temps on remarque visiblement que l'Intendant s'efface devant le nouvel organisme qu'on a mis en face de lui ; et s'il garde quelque pouvoir, c'est surtout (en dehors de la justice) (1) comme agent d'exécution de la Commission.

Du reste l'autorité royale ne perd rien à ce changement, car elle garde sur la Commission toute l'influence qu'elle avait sur l'Intendant.

Au point de vue financier, la Commission ne signe jamais une ordonnance, qu'elle n'en ait reçu sur l'ordre ou l'autorisation de Paris : et son budget, en recettes comme en dépenses, est fixé par le ministère et elle n'y peut rien changer de son propre mouvement.

A cette époque, les fonctions de l'Intendant (son titre officiel l'indiquait du reste) se partageaient entre les finances, la justice et la police. La compétence en matière judiciaire lui est restée après la création de l'Assemblée Provinciale. Les finances ont été attribuées à l'Assemblée (2) ; quant à la police, si l'on voit la Commission Intermédiaire se mêler quelque fois des troubles à réprimer ou à prévenir, c'est seulement sous forme de

commission le soin de s'occuper, à compter du 1^{er} janvier, de tout ce qui concerne les réparations ou reconstructions d'Eglises ou de Presbytères et autres dépenses locales à la charge des communautés de la province » (Séance du 27 janvier 1789).

(1) Cependant « les pouvoirs des Commissaires départis ne lui ont pas été accordés dans toute leur plénitude. » (Procès-verbal de la séance du 26 février 1790).

(2) Cependant en ce qui concerne le contentieux des contributions directes, la connaissance des demandes en décharge ou en réduction des vingtièmes, qui avait été attribuée à la Commission par décision du 31 octobre 1788, lui fut retirée le 10 décembre ; et malgré cela, le registre des délibérations atteste que la Commission a continué à juger ces sortes d'affaires, sur le renvoi qui lui en était fait, soit par le Ministre soit par l'Intendant (Affaire Lasne de Presle, séance du 30 octobre 1789).

rapports au ministère qu'elle fait montre d'activité à ce point de vue, et le maintien effectif de l'ordre public continue sans nul doute d'être dans les attributions de l'Intendant, puisque la Commission elle-même, déclare formellement, dans une lettre à la Commission de Haute-Normandie, sa décision de « ne pas se compromettre avec les officiers chargés de maintenir l'ordre et la tranquillité (1) publique » (Séance du 12 septembre 1789).

Dans ce domaine, l'Intendant était resté l'administrateur actif.

En résumé, si l'Intendant et la Commission étaient des puissances sensiblement égales, la limite de leurs attributions respectives n'a jamais été nette (2) et très souvent l'une ou l'autre aurait pu indifféremment solutionner une même affaire, si la Commission n'avait pas pris un soin particulier de ne pas empiéter sur les pouvoirs de l'Intendant (3).

Quant à l'administration, c'est la Commission qui fut chargée par le Pouvoir Central de publier et d'envoyer aux municipalités les dispositions législatives et réglementaires

(1) A propos d'une émeute qui s'était produite à Nevers en avril 1789, dont la Commission avait rendu compte au Directeur général, le procès-verbal de la séance du 22 avril, mentionne que « la présence de M. l'Intendant, les ordres qu'il a donnés, les mesures qu'il a prises ont rétabli la tranquillité ».

(2) Pour donner une idée de cette confusion des fonctions, le Gouvernement ayant « fixé la diminution en moins imposé effectif, pour toute la généralité de Moulins à 28.000 livres, et le fonds qui sera particulièrement employé dans la province du Nivernais en travaux de charité à 10.000 livres », c'est l'Intendant à qui incombe la répartition du moins imposé, et la Commission qui est chargée de l'emploi du fonds de charité.

(3) Voici la question qui se posa à la séance du 16 décembre 1789 : « Différentes requêtes ont été présentées à la Commission soit par les officiers de judicature, soit par d'autres particuliers, à l'effet d'obtenir des modérations sur leur capitation. Avant d'y faire droit, la Commission a examiné, si elle était autorisée à accorder ce qu'on lui demandait. Les instructions qui lui ont été adressées sur les fonds libres de la capitation et des dépenses variables ont été remises sur le bureau et relues avec la plus grande attention. Toutes les opinions se sont réunies à juger que ces modérations devaient être prises sur les fonds du moins imposé, dont la disposition appartient à M. l'Intendant ; et en conséquence, il a été arrêté que ce magistrat serait prévenu de l'opinion unanime des membres de la Commission et de la résolution qu'elle avait prise d'en référer à M. le Contrôleur général, si M. l'Intendant était d'un avis contraire ».

prises par le Roi, de son propre mouvement, jusqu'à la réunion des Etats Généraux, et après cette date, à la suite des décisions de l'Assemblée Nationale. La Commission intermédiaire fut même souvent chargée par le Gouvernement, d'intervenir auprès des officiers municipaux ou des Curés pour les prier d'expliquer aux populations la nécessité de telle loi et de collaborer à son application.

CHAPITRE III

La circonscription territoriale administrée par l'Assemblée Provinciale du Nivernais. — Les travaux de l'Assemblée. — Sa session unique. — Les travaux de la Commission Intermédiaire. — La Commission agent du Gouvernement (Finances, Tutelle administrative, Police et Administration générale). — La Commission agent de la Province (Budget, Travaux publics, Agriculture et Commerce).

La circonscription administrée par l'Assemblée se composait des élections de Nevers et de Château-Chinon, qui furent, comme on le verra plus loin, divisées par l'Assemblée elle-même en six arrondissements.

Pour donner une idée des limites du territoire ainsi partagé, nous allons énumérer les divers cantons de l'époque présente qui le composaient.

Cantons de :

- Nevers (Nièvre), en entier.
- La Charité (Nièvre), en partie.
- Pougues (Nièvre), en entier.
- Prémery (Nièvre), en partie.
- Brinon (Nièvre), en partie.
- Corbigny (Nièvre), en partie.
- Lormes (Nièvre), en entier.
- Saulieu (Côte-d'Or), en partie.
- Montsauche (Nièvre), en entier.
- Liernais (Côte-d'Or), en partie.

Château-Chinon (Nièvre), en entier.
Moulins-Engilbert (Nièvre), en entier.
Luzy (Nièvre), en entier.
Issy-Lévêque (Saône-et-Loire), en partie.
Fours (Nièvre), en entier.
Chevagnes (Allier), en partie.
Decize (Nièvre), en entier.
Dornes (Nièvre), en partie.
Saint-Pierre-le-Moutier (Nièvre), en entier.
Sancoins (Cher), en partie.
La Guerche (Cher), en partie.
Sancergues (Cher), en partie.

Et cantons de :

Saint-Benin-d'Azy.
Saint-Saulge.
Châtillon-en-Bazois (Nièvre).

Le territoire du Nivernais ne fut modifié que par la création du département de la Nièvre, en janvier 1790.

Mais, avant cette époque, et sous l'administration de l'Assemblée Provinciale, il avait été question d'apporter deux modifications à sa composition.

A la séance du 4 octobre 1788 de la Commission Intermédiaire, les Procureurs Syndics saisirent la Commission d'une communication de la Commission Intermédiaire de l'Isle de France, « relative à un échange que la dite commission propose d'une partie de la collecte de la ville de Lormes dépendante de l'Assemblée Provinciale du Nivernais avec une autre partie de même valeur, dépendante de l'Assemblée Provinciale de l'Isle de France.

« Il a été répondu à MM. de la Commission Intermédiaire de l'Isle de France, que la proposition souffrait des difficultés, surtout depuis l'établissement des élections; qu'au surplus la Commission Intermédiaire du Nivernais, consulterait MM. les Correspondants de l'arrondissement de Château-Chinon et

qu'elle mettrait leur rapport sous les yeux de la prochaine Assemblée générale ».

Le Curé de Château-Chinon, membre du Bureau de Correspondance, fit un rapport sur la question, que la Commission ne voulut pas prendre sur elle de résoudre (1).

D'autre part, on trouve, toujours dans les Procès-Verbaux de la Commission Intermédiaire du Nivernais (2), le compte rendu suivant :

« Les membres de la Commission Intermédiaire du département de Clamecy annoncent, par leur lettre du 16 de ce mois, qu'un grand nombre de citoyens de cette ville ont voté pour l'incorporation de l'Élection de Clamecy au département du Nivernais, et qu'ils ont adressé ce vœu à l'Assemblée Nationale et aux députés de cette province. Ils prient la Commission Intermédiaire Provinciale du Nivernais de s'unir avec eux pour solliciter cette réunion. La ville de Nevers, avant le 16 décembre, avait envoyé des Députés extraordinaires, à l'effet de demander que la province entière du Nivernais, ne formât qu'un seul et même département. Il a été arrêté, que la Commission Intermédiaire répondrait qu'elle est très sensible aux désirs de MM. de Clamecy de se séparer de l'Orléanais, et qu'elle a toujours pensé qu'il est de l'intérêt du Nivernais que les différentes parties dont le commerce, les productions, sont à peu près les mêmes, déjà liées entre elles par des relations anciennes, n'aient qu'une seule et même administration. »

Dans une séance tenue quelques jours plus tard (3), « M. Bouard du Cholet a lu un précis envoyé par les représentants de la commune de Clamecy sur la formation des districts du Nivernais. La ville de Clamecy demande, pour son district particulier une plus grande latitude, et ses représentants prétendent que cette distinction est due à sa population, à son commerce, au nombre des ouvriers qu'elle

(1) Séances du 8 mars et du 26 avril 1789.

(2) Séance du 26 décembre 1789.

(3) Séance du 30 janvier 1790.

emploi. Le Comité Municipal engage la Commission Intermédiaire à appuyer cette demande auprès de MM. les députés de la Province à l'Assemblée Nationale.

« Ce précis n'a été reçu que le 27 de ce mois, et dès le 28 la Commission a été instruite que le département de Nevers était divisé en neuf districts (1). Cette division étant arrêtée, et la circonférence de l'Arrondissement de chaque district aussi étroitement circonscrit ne pouvant avoir un grand rayon, il devenait inutile de solliciter une étendue particulière à celui de Clamecy. Il a été arrêté que la Commission en préviendrait les officiers municipaux de cette ville, qu'elle leur avouerait franchement qu'elle pensait comme eux sur le grand nombre de districts dans lesquels la province allait être divisée, mais que, remplie de la plus juste confiance dans l'Assemblée Nationale, elle croyait à la sagesse de ses décrets, lors même qu'elle n'apercevait pas les motifs qui les ont fait rendre. »

Mais malgré la création du Département, la Commission continua d'administrer, jusqu'à la formation du Directoire, l'ancienne circonscription (2).

Nous avons maintenant à examiner les travaux qu'a accomplis l'Assemblée Provinciale, pendant l'unique session qu'elle a tenue. Voici comment s'exprime le procès-verbal de la première séance :

« Aujourd'hui, seize août mil-sept-cent-quatre-vingt-huit, à cinq heures de relevée, se sont trouvés réunis à Nevers, en conséquence des Ordres du Roi, dans la bibliothèque des

(1) Le décret de l'Assemblée Nationale avait été rendu le 26 janvier; les neuf districts qui composaient le département de la Nièvre étaient : Nevers, La Charité, Cosne, Clamecy, Corbigny, Château-Chinon, Moulins-Engilbert, Decize, Saint-Pierre-le-Moutier.

(2) Voici à l'appui de cette assertion, le procès-verbal de la séance du 17 février 1790 : « Le mémoire que la dame veuve du Sieur Cliquet de Fontenay a adressé à Monsieur le Ministre des Finances à l'effet d'obtenir, dans sa misère, quelques secours sur les fonds libres de la capitation, a été renvoyé à Monsieur le Contrôleur Général (une lettre signée Lambert, du 13 février 1790, et qui recommande la veuve Cliquet à la Commission se trouve dans le dossier de la correspondance de l'Assemblée Provinciale), la ville de Tannay, où réside la suppliante, n'étant pas de l'Administration Provinciale du Nivernais. »

Révérands Pères Récollets, lieu provisoirement choisi pour la tenue des séances :

« Monseigneur l'Evêque de Nevers, M. François de Damas, doyen de l'Eglise de Nevers, abbé commandataire de l'abbaye Royale d'Elan, diocèse de Reims, pour le clergé; M. Charles, marquis Desprès, seigneur de Roche, pour la noblesse; M. Louis-François Simonin, seigneur Duvernay, président-trésorier de France honoraire au Bureau des Finances de Moulins, M. Jean-François Bénigne Buteau, élu à Château-Chinon, M. Amable Buteau, président au Grenier à Sel de Moulins-Engilbert, M. Philbert Ballard, avocat en Parlement, maire perpétuel de Saint-Pierre-le-Moûtier, M. François Léveillé, négociant, maître de forges à Azy, M. Claude Decantes, négociant, maître de forges à Parence (1), pour le Tiers Etat;

« Lesquels ont remis sur le Bureau les lettres qu'ils avaient reçues de Sa Majesté pour la présente convocation.

« Monseigneur l'Evêque de Nevers, président de l'Assemblée, lui ayant communiqué les lettres par lesquelles M. l'abbé de Bonneval, M. le marquis Dubourg et M. le comte de Langeron l'avaient prévenu que leurs affaires ou leur santé ne leur permettrait pas de se rendre à Nevers pour l'époque indiquée, et, l'Assemblée ainsi formée, M. le Président a proposé à M. le marquis Desprès et à M. Simonin Duvernay, d'aller prévenir M. Foulon de Doué, Commissaire du Roi, qu'elle était prête à recevoir les ordres qu'il aurait à lui communiquer de la part de Sa Majesté. »

Le Commissaire, après avoir été reçu avec tout le cérémonial prescrit par les instructions du Roi, se place « dans un fauteuil vis-à-vis de celui de M. le Président » et prononce un discours :

« La Justice et la Bienfaisance, dit-il, formèrent toujours le caractère distinctif des bons rois; c'est à ces deux vertus que

(1) Parenche, château et usine, commune d'Azy-le-Vif.

vous devez l'avantage inappréciable d'être appelés à concourir au bonheur de vos concitoyens.

« Le Roi a calculé, dans sa sagesse, que communiquer son autorité n'était pas l'affaiblir; il a pensé que les émanations de la puissance Royale, par l'effet d'une heureuse réaction, après avoir porté la vie aux extrémités du Corps politique remontaient bientôt à leur foyer, pour y renouveler le principe de force et d'activité qui entretient l'harmonie entre toutes les parties d'un vaste empire. »

Il fait allusion à l'Assemblée des Notables, et ajoute : « C'est là, Messieurs, que le Roi parut se dessaisir d'une portion de son autorité, en proposant d'en rendre dépositaires les représentants de chaque province; sacrifice généreux de la part du Souverain, qui lui assure à jamais la reconnaissance de son peuple et doit le tranquilliser sur l'exercice d'un pouvoir que la Nation ne tient que de sa Munificence et de son Amour pour elle.

« Les lois générales ont l'inconvénient de ne pas pourvoir... à tout, ou d'excéder les moyens ou les convenances, mais toutes les fois qu'on n'embrasse qu'un objet, on peut le considérer sous tous ses aspects, et il devient plus facile d'y assortir la loi qui lui est propre. Aussi, Messieurs, lorsque vous en proposerez au Souverain pour améliorer le sort de la Province dont les intérêts vous sont confiés, vous aurez calculé avant tout, la nature de son sol et de ses produits, bases les plus sûres pour déterminer sa contribution.

« Vous aurez considéré l'impôt comme un tribut, juste et nécessaire, mais vous n'aurez pas dédaigné d'appeler à sa répartition le contribuable qui peut vous éclairer et vous empêcher de tomber dans l'inconvénient de l'arbitraire.

« Vous n'aurez vu dans ce même contribuable qu'un citoyen dont les titres, comme l'opulence ou la médiocrité, sont étrangers à sa qualité de propriétaire.

« Vous aurez comparé l'industrie à une plante délicate qu'il faut favoriser dans son accroissement, et dont il est

prudent de respecter la fleur, si l'on veut qu'elle porte des fruits.

« Vous aurez conclu de vos premières opérations qu'il faut maintenir entre l'agriculture et le commerce, cette balance, qui les fait concourir à la prospérité de l'Etat sans se nuire, et vous leur procurerez un débouché commun partout où vous aurez découvert ces engorgements funestes qui font languir les deux sources de la félicité publique. »

Il termine en offrant son concours, avec le « désir le plus ardent de contribuer au bonheur de cette province. »

Le président répond en ces termes au Commissaire du Roi :

« Monsieur, si jamais cette province a pu concevoir des espérances de prospérité, c'est dans le moment où l'administration vous en est confiée. Ses vœux s'étaient portés avec ardeur vers l'établissement d'une Assemblée Provinciale, et vous nous en apportez le bienfait; elle désirait, avec le reste de la Nation, qu'il plût au Roi de convoquer les États Généraux de son Royaume, dans la situation actuelle des affaires publiques, et l'annonce de cette faveur nouvelle nous arrive avec vous.

« En voyant, ainsi, Monsieur,..... la bonté du Souverain préparer à la France tout ce que la réunion de ses moyens peut lui procurer de bonheur, accorder à chaque province un régime particulier chargé de surveiller ses intérêts, de répartir ses charges, de mettre ses forces en activité, nous ne nous défendons pas d'une autre pensée; c'est que le choix qui vous a placé dans cette généralité a été dicté par le vœu habituel du Roi, pour le bonheur de ses peuples.

« Vos droits naturels (de propriétaire dans le Nivernais) vous appelaient à siéger dans cette Assemblée. »

« Vos qualités personnelles vous y font paraître revêtu de la confiance du Roi. »

« Vous saurez, Monsieur, concilier ces deux rapports avec d'autant plus de facilité, que les intérêts bien entendus du Souverain ne sont jamais séparés de ceux de ses peuples. »

Puis, le Commissaire du Roi fait lire par son secrétaire le règlement concernant « la composition et la formation de la présente Assemblée, et les instructions relatives aux objets,

dont elle devait s'occuper », et, se retire, selon les formes du cérémonial. « Se conformant aux instructions de Sa Majesté, qui venaient de lui être communiquées, et le premier objet étant l'élection d'un Secrétaire greffier et des Procureurs Syndics, l'Assemblée arrête que MM. les Députés conféreront entre eux, d'ici à lundi sur des choix aussi importants. »

Après quoi la séance « a été indiquée à lundi prochain » et ont signé : † Pierre, Évêque de Nevers, Damas, doyen, le Marquis Desprès, Simonin Duvernay, Buteau (de Château-Chinon), Buteau, président, Ballard, Léveillé et Decantes.

À la séance du 18 août, on procède à la nomination, « par la voie du scrutin », des officiers. Leblanc de Neuilly est élu Secrétaire Greffier ; l'Abbé F. Devilliers, pour le Clergé et la Noblesse, et Bouard Ducholet, pour le Tiers Etat, sont désignés comme Procureurs Syndics.

La séance est renvoyée ensuite au lendemain. Là, le Président propose d'écrire au Duc de Nivernais, pour le remercier « des soins » qu'il s'est « donné pour procurer l'établissement de l'Administration Provinciale en cette Province ».

Après quoi, l'Assemblée procède à la division de la province en six arrondissements : Nevers, Château-Chinon, Saint-Pierre-le-Moutier, Saint-Saulge, Moulins-Engilbert et Decize (1), en prenant les paroisses rattachées aux divers chefs-lieux, « à la proximité autant qu'il a été possible, en balançant leur nombre avec la force de leur contribution » (2).

Cette division n'a été arrêtée que provisoirement et « jusqu'au temps de l'Assemblée générale (3) où les lumières seront plus multipliées ».

Dans la séance suivante (19 août), on détermine « auxquels

(1) Cette division provoqua une protestation des habitants de Luzy sous forme de pétition. Ils demandaient que Luzy devint chef-lieu d'arrondissement, et eût un bureau de correspondance, et qu'en conséquence, Moulins-Engilbert fut supprimé en tant qu'arrondissement, et rattaché à Château-Chinon.

(2) Voir pièce justificative n° I.

(3) L'Assemblée générale comprendra, avec les membres qui siègent actuellement, ceux qu'ils désigneront à la prochaine séance, en vertu de l'article III du Règlement royal.

des six arrondissements chacun de MM. les Députés nommés par le Roi devait appartenir comme représentant, d'après la situation de leurs biens » (1).

On procède ensuite « par la voie du scrutin » à la nomination des douze députés qui doivent compléter l'Assemblée. « Les suffrages se sont réunis pour le Clergé, sur M. Moreau, curé de Château-Chinon, pour l'arrondissement de Château-Chinon; sur M. l'Abbé de la Ferté, seigneur curé de Beaumont-sur-Sardolles, pour celui de Decize; M. Michelin, curé de Lanty, élection de Nevers, diocèse d'Autun, pour celui de Moulins-Engilbert; dans l'ordre de la Noblesse sur M. Demascarany, Marquis de Maubec, Seigneur de Château-Chinon, pour l'arrondissement de Château-Chinon; pour celui de Saint-Saulge sur M. le Comte de Pracontal; et sur M. le Comte de la Ferté de Mun de Pierrefite pour celui de Moulins-Eugilbert; pour le Tiers Etat sur M. Guynet, Maire de Nevers, officier du Grenier à Sel pour l'arrondissement de ce Chef-lieu; sur M. Rousseau de Vermot, pour celui de Château-Chinon; sur M. Coquille, juge, pour celui de Saint-Saulge; sur M. Renault, Maire de Decize et M. Gondier de Monmigny, pour celui de Decize; et sur M. Bertrand de Rivière, pour celui de Moulins-Eugilbert. »

Le 25 août, l'Assemblée fait choix des membres de la Commission Intermédiaire (2) et des cinq Bureaux de Correspondance (3).

Puis elle fixe le traitement de ses officiers; celui des Procureurs Syndics à 1.500 livres, et celui du Secrétaire Greffier

(1) Cette répartition était la suivante : Pour Nevers : l'Évêque, le Marquis Dubourg et Simonin Duvernay ; pour Château-Chinon : Buteau, élu ; pour Saint-Pierre : l'Abbé de Damas, le Comte de Langeron, Ballard et Decantes ; pour Saint-Saulge : De Bonneval ; pour Moulins-Engilbert : le Président Buteau ; pour Decize : le Marquis Desprès.

(2) Sont désignés : l'Abbé de Damas (Clergé), le Marquis Dubourg (Noblesse), Simonin Duvernay et Guynet (Tiers État).

(3) (*Règlement*, art. 25.) — Les bureaux sont composés ainsi qu'il suit :

Celui de Château-Chinon de : Bertault, archiprêtre et curé d'Arleuf; Vicomte de Certaine, seigneur de Lantilly et Ruère; Richoux, bailli de Château-Chinon et Pellé de Chausse, officier de l'Élection.

Celui de Saint-Pierre-le-Moutier de : Frébault, archiprêtre et curé de Saint-

à 4.200 livres, non compris les frais de bureau et de commis. Quant aux membres de la Commission Intermédiaire, résidant en dehors de Nevers, on leur alloue 500 livres par an.

« Pour se conformer aux intentions* de Sa Majesté sur les objets, qui doivent occuper la Commission Intermédiaire d'ici à l'Assemblée Générale, il lui a été recommandé de dresser un état, qui fasse connaître s'il se trouve dans la province : 1^o des paroisses qui soient actuellement divisées en deux communautés ou collectes particulières ; 2^o s'il se trouve aussi des communautés ou collectes qui renferment plusieurs paroisses, ou qui renferment une paroisse entière avec des hameaux et cours dépendant des paroisses voisines, ou enfin des collectes qui, sans comprendre aucun clocher, ne seraient composées que de portions de paroisses..., dans la vue de simplifier l'organisation intérieure de la province.

« Pour préparer ce travail, la Commission Intermédiaire, s'assemblera aussi souvent qu'elle le jugera nécessaire. Elle ne négligera rien pour mettre la prochaine Assemblée Générale à portée de délibérer sur toutes les parties qui pourraient lui être confiées, nul objet particulier de bien public n'étant assigné à son zèle, parce que sûrement elle se portera à les embrasser toutes. »

Les députés décident ensuite l'impression du « procès-verbal des séances actuelles » pour « faire connaître à la Province son organisation (1) nouvelle, et tous les détails qui les ont occupés.

A la séance suivante, l'Assemblée, « croyant avoir donné aux objets contenus aux Instructions de sa Majesté l'attention

Pierre ; le Chevalier de Bourgoing la Baume ; Perrin, officier au Grenier à Sel et Lafond de Fontailler.

Celui de Decize de : Deray, archiprêtre, curé de Decize ; Carpentier de la Thuilerie, Legaigneux et Menis.

Celui de Saint-Saulge de : Moreau, curé d'Oulon ; Chevalier de la Bussière, père ; Clément, procureur du fait commun à Saint-Saulge et Cornu père, propriétaire à Saint-Réverien.

Celui de Moulins-Engilbert de : Isambert, archiprêtre, curé du lieu ; Marquis de Vitry, Guillier de Montchamois, lieutenant de la Chatellerie et Bonneau Dumatray, propriétaire,

(1) Il ne nous reste aucune trace de cette impression.

que chacun d'eux pouvait mériter », décide de clore la session et d'en avertir le Commissaire du Roi.

Celui-ci étant arrivé, est reçu avec le cérémonial ordinaire, et prononce un discours dans lequel il déclare ne pas douter que les députés « pénétrés de la grâce particulière que le Roi accorde au Nivernais en y formant une Assemblée Provinciale », n'aient « apporté l'attention la plus scrupuleuse » dans le choix qu'il leur « a été permis de faire des membres nécessaires pour coopérer », avec eux « aux moyens d'accroître le commerce, l'industrie et les ressources territoriales, de cette province », et promet son « empressement à seconder toujours les vues patriotiques de l'Assemblée. »

Après une réponse du président, tous les députés signent au registre et la séance est levée.

La session tenue au mois d'août 1788, par l'Assemblée Provinciale a été unique. Jamais en effet, par la suite l'Assemblée ne fut convoquée, et la raison nous en est donnée par une lettre de Necker à la Commission Intermédiaire, en date du 15 octobre 1788 :

« Le Roi ayant ordonné la convocation des États Généraux pour le mois de janvier prochain, Sa Majesté s'est décidée à ne point ordonner, pour cette année, la convocation des Assemblées Provinciales qui devaient avoir lieu dans le courant du mois de novembre. » (1)

On peut donc dire que l'Assemblée du Nivernais ne s'est jamais réunie, puisqu'elle était incomplète lors de la session préparatoire dont nous avons suivi les séances.

Mais si l'Assemblée n'a pour ainsi dire pas eu d'existence, en revanche, et heureusement, la Commission Intermédiaire pendant les deux ans de sa durée a eu une très grande vitalité. En effet du 26 août 1788, date de sa première séance, au 24 juillet 1790 qui marque la clôture de ses travaux, elle n'a pas tenu moins de deux cent cinq séances ordinaires, et elle a été convoquée d'urgence dans plusieurs circonstances,

(1) Registre des Procès-Verbaux, Séance du 22 octobre 1788.

et notamment lors de la mort de l'Évêque de Nevers, Pierre de Séguiran (1) et à propos d'une émeute qui éclata à Nevers, en avril 1789, à cause de la cherté des blés.

La Commission se composait, comme on l'a déjà vu de l'Évêque de Nevers, de l'abbé de Damas, doyen de l'église de Nevers, du Marquis Dubourg, de Simonin Duvernay, trésorier de France honoraire, et de Guynet, maire de Nevers; l'abbé Villers, chanoine de l'église de Nevers, et Bouard de Cholet, lieutenant de l'élection de Nevers, en étaient Procureurs Syndics, et Leblanc de Neuilly, Secrétaire Greffier.

L'évêque n'a jamais dû présider, puisque le registre n'est, sous aucune séance, signé de lui. Cependant nous avons retrouvé, dans la Correspondance de la Commission deux minutes de lettres adressées par elle à Necker et portant la mention signée : † Pierre, évêque de Nevers (suivent les autres noms).

Un autre député n'a jamais assisté non plus aux séances; c'est le marquis Dubourg qui était malade dès le mois d'août 1788 (2) et qui était mort en 1789 (3).

En ce qui concerne les autres membres de la Commission, la signature de l'abbé de Damas (4) disparaît du registre à partir du 14 novembre 1789, et celle de Guynet à partir du 9 juillet 1790. Le procès-verbal de la séance du 16 mai 1789 parle de « M. Duvernay, président de la Commission ». Ce dernier avait donc été désigné par le Gouvernement, ou élu par ses collègues, depuis la mort de l'évêque.

Il est à noter aussi qu'à partir du 28 juin 1790, Simonin Duvernay et Bouard du Cholet ne signent plus que « L.-F. Simonin » et « B. Bouard ».

(1) Registre, f^o 20, v^o. Séance du 5 avril 1789.

(2) Procès-Verbal de l'Assemblée, p. 1.

(3) D'après l'almanach de la ville de Nevers pour 1789.

(4) L'Abbé de Damas avait été élu Député aux États Généraux par l'Assemblée du Clergé du baillage de Saint-Pierre-le-Moutier, le 25 mars 1789.

(LABOT, *Convocation des États Généraux et Législation Électorale de 1789, cahiers Procès-Verbaux, Opérations électorales des Assemblées du Clergé, de la Noblesse et du Tiers État du Nivernais et du Donziais réunies à Nevers et à Saint-Pierre-le-Moutier en 1789*).

Il y avait une incompatibilité (1) entre les fonctions de Député et celle d'Officier de bureau de Finance et d'Élection ; ce fait provoqua des « représentations » au Roi et celui-ci supprima l'incompatibilité. Necker en informa notre Commission le 21 novembre 1788 : « Sa Majesté a cru devoir déférer à ces représentations, et ne pas priver la Commission Intermédiaire de sujets qui, par leurs lumières et leurs connaissances sur les différents objets d'administration, pouvaient leur être véritablement utiles (2) ».

Du reste, la composition de la Commission n'ayant jamais changé, cette modification aux instructions resta inappliquée.

L'analyse des travaux de la Commission Intermédiaire sera divisée en deux parties, la première comprenant son œuvre comme agent du pouvoir royal, la seconde énumérant ses gestes en tant qu'agent administratif de la Province.

La Commission Intermédiaire du Nivernais ouvrait ses travaux dans une période particulièrement difficile pour des administrateurs, puisque à chaque instant, la législation était transformée sur un point ou sur un autre, et souvent d'une façon complète. La transition entre l'Ancien Régime et le Régime Moderne s'est faite pendant l'existence de la Commission, et c'est elle qui, dans la province, a été l'organe de cette transformation. Aussi ne sera-t-on pas surpris de constater, à la fin de cette étude, qu'elle s'est contentée de faire fonctionner le mécanisme administratif qu'elle avait à sa disposition, sans le réformer. C'est qu'il fallait courir au plus pressé, c'est qu'il fallait vivre avant tout, et, si l'on tient compte des difficultés considérables de sa tâche, on pourra constater que notre Commission a vécu très honorablement.

La partie principale de son travail regardait la répartition des impôts, qui donnait lieu, de tous côtés, à un nombre con-

(1) Nous n'avons trouvé trace de cette incompatibilité dans aucun des textes que nous avons eu sous les yeux.

(2) Correspondance de la Commission Intermédiaire Provinciale (Archives de la Nièvre, Série C).

sidérable de plaintes fort légitimes. Il n'y avait ni règles, ni base à cette répartition, dont le hasard, et quelquefois la fraude, selon la plus ou moins grande résistance ou la plus ou moins grande habileté des contribuables, déterminaient les déplorables résultats (1). Du reste, il était bien difficile de trouver une base d'imposition, puisqu'il n'y avait point de cadastre pour les biens fonciers et que les revenus des particuliers, que la terre fournissait presque exclusivement, ne pouvaient pas être mieux appréciés. Quant aux revenus de l'industrie, la seule déclaration de l'intéressé n'était point suffisante pour établir une juste répartition.

Les divers impôts qui étaient perçus par le trésor étaient : la taille (2), la corvée royale, la capitation et les vingtièmes.

La taille était réelle, personnelle ou mixte.

La taille réelle n'était levée que dans certaines régions méridionales, notamment dans les généralités de Grenoble, de Montauban et d'Auch, en Provence et en Languedoc (3). La qualité des biens (nobles ou roturiers) décidait de l'exemption ou de l'assujettissement des propriétaires.

La taille personnelle portait, par tête, sur les personnes, selon leurs moyens d'existence connus (4). Il y avait aussi la taille mixte, réelle et personnelle à la fois, assise sur les fonds, en même temps que sur les gains du travail et de l'industrie.

C'est cette dernière sorte de contribution, portant sur les roturiers à raison des revenus de leurs biens patrimoniaux,

(1) La Commission fut saisie, dans sa séance du 12 mars 1787, d'une plainte du Sieur Lambert, curé de Montambert, qui protestait contre le fait que « le Sieur Tixier, fermier de la plus grande partie des biens de cette paroisse » faisant nommer chaque année « collecteur un homme dont il dispose », se rendait ainsi « maître de la répartition et du recouvrement ». Après enquête du Bureau de correspondance de Decize, les faits reprochés à Tixier furent reconnus exacts, « de manière qu'au préjudice des autres habitants, les petits propriétaires, les laboureurs dépendants de ce fermier, sont toujours ménagés et ne supportent pas les impositions proportionnellement à leurs facultés ». (Séance du 22 avril 1789).

(2) La taille royale n'était perçue que dans les pays d'élection.

(3) *Dictionnaire de Droit et de Pratique*, t. II, p. 750.

(4) *Encyclopédie Méthodique, Finances*, t. III, p. 643.

de leur commerce, de leur industrie ou de leur salaire, qui était établie dans le Nivernais (1).

C'était d'après la déclaration des taillables que les Commissaires des tailles, nommés par les intendants, devaient procéder à la confection des rôles.

Une Déclaration du Roi, du 7 février 1768, prescrivait « de nouvelles formes à suivre dans la confection des rôles de la taille, afin d'y faire cesser l'arbitraire » (2). Le brevet des tailles, c'est-à-dire l'état des sommes devant être fournies par cet impôt au Trésor Royal, et qui était arrêté chaque année au Conseil, avait été fixé, depuis 1768, à un chiffre invariable.

A partir de 1781, il ne devait plus, d'après la déclaration du 13 février 1780, être établi qu'un seul brevet général comprenant la taille et « les différentes impositions qui se répartissent chaque année » (3).

La corvée royale, que Turgot, lors de son passage au ministère, en 1776, avait supprimée, avait été rétablie « provisoirement » dès la fin de la même année. Ce n'est qu'en 1787 que Calonne la transforma en une taxe en argent.

La capitation, dont le total avait été rendu invariable par la déclaration, plus haut visée, du 13 février 1780, portait, à la fois sur les non taillables et sur les taillables et, pour ceux-ci, elle était fixée au marc la livre de la taille avec laquelle elle ne faisait qu'« une seule et même chose ».

Quant aux vingtièmes, qui étaient depuis 1756 au nombre de deux, comportant un supplément de 4 sous par livre (4), ils étaient répartis, du reste sans aucune base équitable, en proportion du revenu des biens, rentes ou ressources quelconques des contribuables.

(1) « Dans la plus grande partie du Royaume de France, les tailles sont mixtes, c'est-à-dire réelles et personnelles... ; elles sont néanmoins censées plus personnelles que réelles » (*Dict. de Droit*, p. 751).

(2) *Encyclopédie Méthodique*, t. III, p. 652.

(3) *Encyclopédie Méthodique*, t. I, p. 142 et 143.

(4) Il avait été perçu jusqu'à trois vingtièmes, mais exceptionnellement et pendant des périodes assez courtes (du 1^{er} octobre 1759 au 3 décembre 1761 et du 1^{er} janvier 1782 au 31 décembre 1786). (*Encyclopédie Méthodique*, t. III, p. 783 et 790.)

En somme, à l'époque qui nous intéresse, la répartition de l'impôt est faite par des méthodes tout à fait incertaines.

La déclaration du contribuable, rarement sincère n'est jamais sérieusement contrôlée, et, s'il existe, dans certaines provinces, où la taille est réelle, des cadastres ou compoids (1), dressés avec l'autorisation et l'homologation de la Cour des Aides, par « Prud'hommes et experts non suspects, par devant les officiers ordinaires » des communautés, ce n'est pas le cas du Nivernais; et cet état de choses va, dès le début, entraver l'action de la Commission Intermédiaire.

La Constituante apporta au régime fiscal diverses modifications, que la Commission Intermédiaire du Nivernais a eu à appliquer, et parmi lesquelles il y eut la répartition sur les « ci-devant privilégiés » des impositions directes auxquelles ils avaient été assujettis par la suppression des privilèges, à la séance de la nuit du 4 août, et la contribution patriotique du quart du revenu.

Quant aux impôts ordinaires, il furent répartis par la Commission selon les méthodes précédemment employées (2), parce qu'il n'y avait pour elle aucun moyen de faire une répartition plus équitable, étant donnée l'ignorance où elle était des limites exactes des collectes et communautés.

La Commission a eu à exercer également la tutelle administrative des communautés, ce qui n'était point une tâche facile, à cause de l'incertitude où l'on était des attributions exactes des officiers municipaux, dont les fonctions étaient

(1) Il y avait, en Languedoc notamment, deux sortes de compoids, le compoids terrien, auquel ressemble fort notre cadastre actuel, et le compoids cabaliste, destiné à évaluer les revenus des « cabaux et meubles lucratifs ». (*Œuvres d'Antoine d'Espeisses*, t. IV, p. 364 et 372.

(2) Cependant une difficulté s'éleva pour le recouvrement des impôts levés en 1790 sur les biens fonds. On avait l'habitude d'imposer chaque propriétaire, au lieu de son « principal manoir » pour tous ses biens. Une « proclamation de l'Assemblée Constituante du 16 octobre 1789 stipulait que les biens devaient être imposés dans la paroisse sur le territoire de laquelle ils étaient situés.

La Commission estimant l'ancienne méthode plus facile à appliquer demanda au Comité des Finances de décider que la décision de l'Assemblée ne serait pas appliquée au Nivernais, ce qui lui fut accordé (cf. plus loin, Impôts de 1790 : Taille, capitation et cf. note 1).

même quelquefois usurpées par des gens sans autorité, ni mandat; elle a veillé également à l'application des lois votées par l'Assemblée, pour l'exécution desquelles elle a apporté un zèle constant, notamment en ce qui concerne la confection états descriptifs des biens de mainmorte.

D'autre part, elle fut chargée d'administrer le budget de la province, d'entretenir les ouvrages publics, de proposer et de diriger l'exécution des travaux publics intéressant la province ou les paroisses, de s'occuper des améliorations agricoles, et de combattre les épizooties.

En somme, sauf en ce qui concerne la justice et la police, elle a remplacé l'Intendant, dont le rôle a été relativement effacé à partir de l'entrée en fonctions de la Commission Intermédiaire, puisqu'il n'a guère joué que le rôle d'un organe de transmission entre le pouvoir central et les représentants de la province, rôle qu'il n'a même pas conservé jusqu'à la fin.

La Commission agent du Pouvoir Central.

I. — IMPOTS

La tâche première de la Commission était de répartir l'impôt, et de le répartir en remédiant, autant que possible, aux injustices et aux abus qui avaient été jusqu'alors les seules méthodes de ce travail.

Pour cela, il aurait fallu essayer de découvrir la valeur de la matière imposable de chaque contribuable d'abord, et, ensuite, celle de chaque collecte.

Mais une enquête statistique chez les particuliers, était impossible. La Commission fut, en conséquence, bien obligée de se contenter de diriger son effort du côté d'une appréciation de la mesure dans laquelle chacune de ces circonscriptions financières pouvait subvenir aux dépenses de l'Etat.

Et, dans ce but, elle voulut connaître le territoire des collectes.

Dès la première séance les députés s'occupent de « l'état général des municipalités comprises dans les limites de l'administration du Nivernais », et ils adoptent une proposition tendant à charger les Procureurs Syndics « d'écrire circulairement.... à tous MM. les Députés résidants, pour les prier de procurer à la Commission les renseignements nécessaires sur la composition actuelle de chaque collecte ou communauté » (Séance du 26 août 1788).

Plusieurs correspondants adressent aussitôt à la Commission les renseignements qu'elle a demandés (1). Mais l'un d'entre eux a la pensée d'indiquer à la Commission de quel travail la répartition devrait être précédée :

A la séance du 29 novembre, il est fait lecture d'une lettre de Ballard (2), à propos de la composition des collectes. Il voudrait que la Commission s'occupât de connaître l'étendue des diverses propriétés comprises dans les collectes, le nombre des contribuables, les ressources et les charges particulières à chaque canton. « Il a été arrêté, dit le procès-verbal, que MM. les Procureurs Syndics répondraient à M. Ballard que la Commission Intermédiaire n'est pas encore en activité sur cette partie d'administration, qu'il est prudent de s'en référer à l'Assemblée Générale, et de ne rien innover dans la répar-

(1) A la Séance du 16 septembre la Commission reçoit deux réponses l'une de Michelin, curé de Lanty, l'autre de Carpentier de la Tuillerie « relativement à la composition de la collecte de quelques paroisses de leur arrondissement ». (Ces lettres ne se trouvent malheureusement pas dans le dossier de la correspondance de la Commission, conservé aux Archives). Dans la séance suivante, après quelques discussions « relatives à la manière dont sont composées les collectes..... MM. les Procureurs Syndics ont été chargés de presser MM. les Députés résidants, de leur fournir la composition de ces collectes qui ne leur a pas encore été envoyée (23 septembre). » MM. le Chevallier de la Forté Pierrefitte, Bertrand de Rivière et Le Perre, curé de Neuvy-le-Barois ayant répondu, leurs lettres « n'ont pas paru satisfaire aux questions proposées par la lettre circulaire du 1^{er} septembre ». Le 9 octobre, les Procureurs Syndics lisent « différentes lettres qui leur ont été remises concernant la composition des collectes d'une partie de quelques paroisses des arrondissements de Saint-Saulge, Decize, Saint-Pierre-le-Moutier, dont il a été fait état ».

(2) Maire de Saint-Pierre-le-Moutier et membre de l'Assemblée Provinciale.

tition de l'impôt, que d'après la méthode qu'elle aura adoptée. »

La pensée de la Commission, comme on le verra plus loin, était qu'il aurait fallu, pour accomplir cette tâche, pouvoir connaître exactement les facultés des contribuables. Les réponses des autres Bureaux de correspondance ne sont pas toujours satisfaisantes, et elles laissent la Commission dans l'embarras. Heureusement des secours lui arrivent. Elle ouvre, en effet, dans sa séance du 4 octobre, « une lettre M. Le Vassor, de Crespy-en-Valois, et un exemplaire de son mémoire sur *La méthode la plus simple, de répartir avec justesse l'impôt de la taille, et les autres impositions qui la reconnaissent pour base*; lecture faite de la lettre et de la plus grande partie du mémoire, il a été arrêté que la Commission Intermédiaire témoignerait à M. Le Vassor sa satisfaction du zèle qu'il montre pour la perfectibilité de l'imposition, et de son empressement pour communiquer à la Nation ses connaissances acquises sur une matière aussi importante » (1).

D'autre part, quelques jours après (2), elle apprend que sa besogne lui est facilitée par une décision du Gouvernement : Necker annonce à la Commission que « Sa Majesté, par l'intérêt de la justice due aux contribuables qui auraient pu avoir à craindre les effets d'une répartition trop précipitée, fait le sacrifice des augmentations assurées ou prévues pour 1789; Elle ordonne, en conséquence, que le montant des vingtièmes n'excédera point celui de 1787 ». Les Procureurs Syndics sont chargés de faire connaître la nouvelle aux Bureaux de correspondance, « et de leur envoyer copie de la lettre de Monsieur le Directeur Général, pour donner la plus grande publicité au nouveau sacrifice que Sa Majesté veut bien faire pour l'avantage de ses peuples ».

Par conséquent, en ce qui concerne la répartition, la Com-

(1) La Commission a reçu, plus tard (17 décembre 1788), un second envoi de Le Vassor, intitulé : « Supplément au développement analysé de la méthode la plus simple pour répartir l'impôt ».

(2) Séance du 30 octobre 1788.

mission n'innove en aucune façon ; elle garde les anciennes méthodes en s'efforçant d'atténuer les injustices qu'elles produisaient.

Les impôts répartis par la Commission vont être étudiés autant que possible par ordre chronologique : d'abord les vingtièmes, la taille, la capitation, la corvée de 1789 (1) ; ensuite les impositions extraordinaires, contribution supplémentaire des ci-devant privilégiés et contribution patriotique ; enfin les impôts de 1790, le « département », les vingtièmes, la taille, la capitation, la contribution des chemins remplaçant la corvée, le recouvrement de ces impôts, et le contentieux.

1789

Les vingtièmes (2). — La Commission Intermédiaire avait été chargée, par une lettre du Directeur général du 3 décembre 1788, de « tout le travail relatif à l'imposition des vingtièmes. » Aussitôt des Députés réclament à Lepeintre, Directeur des vingtièmes de la généralité de Moulins, les rôles pour 1789, dont « le montant ne doit pas excéder celui des vingtièmes de 1787 (3). Celui-ci répond, le 27 décembre, qu'il achève la confection de ces rôles et qu'il les adressera incessamment à

(1) Cet examen, du reste, ne donnera pas une idée très exacte de l'œuvre de la Commission au point de vue qui nous occupe, parce que le travail qu'elle accomplira en entier pour 1790 avait déjà été fait en partie pour 1789, avant son entrée en fonctions.

(2) Le vingtième était, au début, un impôt général sur le revenu ; mais, pour sa répartition on ne tarda pas à opérer une discrimination des ressources des contribuables, qui firent l'objet de deux sortes de rôles, ceux des biens et droits immobiliers et des biens mobiliers, tels que les rentes, et ceux de l'industrie, du commerce et des offices. « Le vingtième, dit l'*Encyclopédie Méthodique* (t. III, p. 790) est, de tous les impôts, celui qui serait le plus égal, le moins onéreux et le moins susceptible d'arbitraire, si les déclarations des propriétaires étaient exactes, et si les terres du Clergé supportaient cette imposition. Peut-être aussi que pour arriver sûrement à ce but, il faudrait un cadastre en chaque province. »

Le vingtième était en effet établi d'après la déclaration du contribuable.

(3) Séance du 7 décembre.

la Commission pour qu'elle les vérifie, et les envoie en effet au début de janvier avec les « états comptables » de 1787 et de 1789 (« pour mettre MM. à portée de vérifier les différences qui se trouvent entre l'imposition de ces deux années et leurs causes »), et les députés Duvernay et Guynet, et les deux Procureurs Syndics (1), « ont été commis à la vérification des dits rôles » le travail est exécuté avec tant de diligence que l'Intendant peut rendre les rôles exécutoires avant le 24 janvier (2).

Dans l'intervalle (3), Lepeintre envoie les rôles des vingtièmes de l'industrie des villes de Nevers, Decize, Luzy, Saint-Pierre-le-Mouëtier et Château-Chinon (4). « La Commission décide de les renvoyer au Directeur des vingtièmes « avec quelques observations sur des erreurs de copiste » (qui sont bientôt rectifiées) (5), et, jusqu'au moment où les municipalités seront mises en activité, de charger « comme on fait MM. les Intendants, les Receveurs particuliers des finances de nommer les collecteurs de cette imposition. »

A la séance du 9 février, est communiquée une lettre du Receveur des Tailles de Château-Chinon, qui « accuse à la Commission la réception des rôles des vingtièmes des biens fonds, industrie, offices, etc..... de cette élection ».

Le 28 février, la Commission reçoit les « états du montant des vingtièmes, des biens fonds, industrie, offices et droits de cette province, arrêté le 16 janvier dernier, qui sont déposés au Greffe de l'Assemblée ».

(1) Séance du 10 janvier.

(2) Par une lettre en date du 24 janvier, Necker « presse la Commission d'accélérer la vérification des rôles des vingtièmes ». La Commission décide de lui répondre, qu'elle « avait prévenu ses ordres, que les rôles des vingtièmes avaient été vérifiés et rendus exécutoires avant le 24 janvier (Séance du 27 janvier 1789).

(3) Séance du 20 janvier.

(4) Arrêt du Conseil du 2 novembre 1777 : Art. X. — « A compter du 1^{er} janvier prochain, les vingtièmes d'industrie ne seront plus perçus dans les bourgs, les villages et les campagnes. » (*Encyclopédie Méthodique*, t. III, p. 788.

(5) Lettre de Lepeintre, séance du 23 janvier.

Taille, Capitation, Contribution remplaçant la Corvée. — Pour ce qui est de la taille, de la capitation et de l'imposition des routes, dès le mois de décembre (1), la Commission avait reçu de Necker une lettre par laquelle il l'autorisait à s'adresser à l'Intendant, pour se procurer une « expédition du Département des impositions des élections de Nevers et de Château-Chinon de l'année de 1789,... et un exemplaire du mandement qu'il est d'usage d'adresser à chaque paroisse pour la formation des rôles ».

L'envoi contenait également une « copie de l'état de distribution du montant de la corvée de 1788 de la province du Nivernais », dont il était recommandé à la Commission de « ne pas excéder le total ».

La Commission demanda ces pièces à l'Intendant, et, quelques jours plus tard (2), elle recevait « l'état de répartition, entre les paroisses et collectes des élections de Nevers et de Château-Chinon, de la taille (3), impositions accessoires, capitation (4) pour l'année 1789, et ensemble le mandement expédié en 1788 pour l'imposition des fonds destinés au paiement des travaux des grandes routes, et les états de répartition de cette imposition ».

Touchant la contribution supplémentaire des « ci-devant privilégiés » et la contribution patriotique, voici quels furent les travaux de la Commission.

La Contribution Supplémentaire des ci-devant privilégiés. — La Commission reçoit, le 21 octobre 1789, un envoi du Contrôleur Général des Finances, contenant des « exemplaires de la proclamation du Roi du 14 octobre 1789, concernant la confection des rôles de supplément sur les ci-devant privilé-

(1) Séance du 19 décembre 1788.

(2) Séance du 16 janvier 1789.

(3) La taille était un impôt de répartition ; les roturiers et les serfs étaient seuls taillables, « et la plupart des villes avaient obtenu l'exemption de la taille, qui pesait de tout son poids » sur les campagnards. (ESMEIN, *op. cit.*, p. 555.)

(4) La capitation, malgré son nom, était un impôt sur le revenu.

giés, pour les derniers mois de 1789 (1), dans les pays ci-devant connus sous la dénomination de pays d'élections (2). »

Aussitôt (3), la Commission adresse aux Bureaux de correspondance la proclamation sus-visée, ainsi qu'un exemplaire de la proclamation du 16, relative à la répartition des impositions de 1790. La Commission a pensé « qu'elle devait instruire les villes avant les Municipalités, afin de donner à leurs Officiers municipaux le temps de faire les élections ordonnées par les deux Proclamations avant le 5 novembre prochain. »

La Commission avait demandé au Contrôleur Général, par une lettre du 4 novembre, s'il ne conviendrait pas d'ajouter au mandement pour la confection des rôles de supplément des ci-devant privilégiés, un article particulier qui ordonnât l'im-

(1) La confection de ce rôle avait été ordonnée à la suite du vote du décret suivant :

Assemblée Nationale (26 septembre 1789).

DÉCRET :

Article premier. — Les rôles des impositions de l'année 1789 et des années antérieures arriérées seront exécutés et acquittés en entier dans les termes prescrits par les règlements.

Art. 2. — Il sera fait, dans chaque communauté, un rôle de supplément des impositions ordinaires et directes autres que les vingtièmes, pour les six derniers mois de l'année 1789, à compter du 1^{er} avril dernier jusqu'au 30 septembre suivant, dans lesquels seront compris les noms et les biens de tous les privilégiés qui possèdent des biens en franchise personnelle ou réelle, à raison de leurs propriétés, exploitations et autres facultés. Et leur cotisation sera faite dans la même proportion et dans la même forme qui auront été suivies pour les impositions ordinaires de la même année, vis-à-vis des autres contribuables.

Art. 3. — Les sommes provenant de ces rôles de supplément, seront destinées à être réparties en moins imposé sur les anciens contribuables, en 1790, dans chaque province.

Art. 4. — Dans les rôles de toutes les impositions de 1790, les ci-devant privilégiés seront cotisés avec les autres contribuables, dans la même proportion et la même forme, à raison de leurs propriétés, exploitations et autres facultés.

(*Archives Parlementaires*, t. IX, p. 186.)

(2) En conséquence de cette Instruction Royale, la Commission écrit, le 27 octobre, à la chambre ecclésiastique diocésaine, pour la prévenir « qu'elle eut à élire un de ses membres pour remplacer, en cas d'absence ou d'autres empêchements, le syndic du diocèse, appelé par l'art. 4 de la proclamation du 14 à la confection du rôle de supplément, et par l'art. 9 de la proclamation du 16 à la répartition des impositions ordinaires de 1790 ». Une lettre concernant l'élection de l'un d'entre eux pour la confection du rôle de supplément et la répartition de 1790 est également envoyée aux curés de la ville de Nevers.

(3) Séance du 24 octobre.

position de la prestation des chemins. Elle avait joint à sa lettre un modèle de rôle qu'elle avait fait, dans lequel la prestation des chemins était fixée au dixième de l'imposition principale, des impositions accessoires et de la capitation réunies..... (1).

Les rôles de supplément offraient des difficultés quant à l'assiette des cotes. Les officiers de l'élection demandèrent aux Commissaires « si la forme du modèle du rôle de supplément..... est tellement impérative qu'ils ne doivent pas vérifier les rôles des asséeurs qui ne l'auraient pas suivie ». Quoique cette vérification ne soit point parmi ses attributions, la Commission, « considérant néanmoins que cette difficulté arrête la confection des rôles, et qu'il importe de hâter les recouvrements, « décide de soumettre la question au Contrôleur Général, et de lui représenter que, soit défaut de connaissance, soit l'appréhension, si difficile à vaincre, de se mettre entièrement à découvert, il n'y aurait peut-être pas vingt rôles de vérifiés dans l'année, si la forme était jugée être de rigueur » (2).

Le Ministre répond aussitôt (3) que la vérification se fasse « sans délai » et « dans quelque forme » que soient présentés les rôles.

Quelques jours plus tard, (4) la Commission s'occupa de la publicité à donner à la loi concernant la compensation des décimes avec la contribution supplémentaire, pour les membres du Clergé, et de l'application de ce texte.

Le Contrôleur général lui avait envoyé des exemplaires des lettres patentes du 27 janvier 1790, sur le décret de l'Assemblée Nationale (5) « concernant la compensation des quittances des décimes (6) payées par les contribuables aux dites déci-

(1) Séance du 29 novembre 1789.

(2) Séance du 4 janvier 1790.

(3) Lettre du 11 janvier 1790.

(4) Séance du 11 février 1790.

(5) Décret du 23 janvier 1790.

(6) On sait que l'Eglise, après avoir longtemps prétendu que les biens ecclésiastiques devaient échapper à l'impôt, fut obligée, à dater du contrat de Poissy (1561)

mes, pour les six derniers mois de 1789, avec les sommes auxquelles ils se trouveront imposés dans les rôles de supplément des impositions ordinaires sur les ci-devant privilégiés pour les six derniers mois. La Commission a accusé à M. le Contrôleur général la réception de ces exemplaires, et il a été arrêté que ces lettres patentes seraient envoyées à l'impression pour en répandre des exemplaires dans toutes les paroisses de cette administration ».

Cet envoi fut complété (1) par des instructions, qui furent aussitôt envoyées à l'impression, « sur la manière d'opérer les compensations de la moitié des quittances de décimes ou de capitation payés, en 1789, par les ci-devant privilégiés, avec leur cotisation dans les rôles de supplément ».

La Contribution patriotique. — Le 27 octobre 1789, la Commission s'occupe des « dispositions de la Déclaration du Roi du 9 octobre, portant sanction du décret de l'Assemblée Nationale sur la contribution patriotique (2), et de l'Instruction

et du contrat de Melun (1580), d'apporter à la Royauté une cotisation régulière qu'elle votait dans les Assemblées du Clergé.

Le nom de décime vient de ce que, à partir de l'établissement de la Dîme Saladin par Philippe-Auguste, les Rois avaient quelquefois exigé des bénéfices le dixième de leur revenu ; la règle de l'immunité des biens ecclésiastiques ayant souffert une exception pour ce cas particulier. Le 3^e Concile de Latran avait autorisé une cotisation du Clergé, à la condition qu'elle fût autorisée par les évêques et que les biens laïques ne puissent pas fournir les sommes nécessaires pour subvenir aux besoins de la royauté. A notre époque les décimes constituaient la contribution individuelle des ecclésiastiques, que répartissaient dans chaque diocèse les « Chambres ecclésiastiques » ou « Bureaux des décimes ».

(1) Séance du 18 avril.

(2) Voici les deux premiers articles de ce décret :

Assemblée Nationale (6 octobre 1789).

DÉCRET :

Article premier. — Il sera demandé à tous les habitants et à toutes les communautés du royaume, aux exceptions près indiquées dans l'un des articles suivants, (art. 14 : ouvriers et journaliers) une contribution extraordinaire et patriotique, qui n'aura lieu qu'une fois, et à laquelle on ne pourra jamais revenir pour quelque cause et par quelque motif que ce soit.

Art. 2. — Cette contribution extraordinaire et momentanée, devant être égale et proportionnelle, est fixée par l'Assemblée au quart du revenu dont chacun jouit, déduction faite des charges foncières, des impositions, des intérêts par billets ou

publiée par ordre de Sa Majesté sur le même objet. Elle a envoyé à l'impression, suivant les ordres de M. le premier ministre des Finances, la Déclaration et l'Instruction, et a commandé d'en tirer des exemplaires en nombre suffisant pour pouvoir en adresser deux ou trois à chaque Municipalité. »

Ensuite, elle ouvre un envoi du Contrôleur Général contenant « dix exemplaires d'un tarif rédigé d'après le prix fixé, par le décret de l'Assemblée Nationale du 6 octobre 1789, et la proclamation du Roi, pour l'évaluation des vaiselles et des bijoux d'or portés aux Hôtels des Monnaies ».

Quelque temps après, ayant reçu (1) de Paris des modèles des rôles de la contribution patriotique, la Commission assure « le Ministre qu'elle se conformera à ses indications ».

A la séance du 28 novembre, « l'un des Procureurs Syndics a lu une lettre de M. le Directeur Général, en date du 19 de ce mois, qui adresse à la Commission des exemplaires de la note indicative des valeurs qui pourraient être reçues pour comptant sur les paiements de la contribution patriotique. Il a été arrêté que, suivant les ordres de M. Lambert, il serait envoyé cinq ou six de ces exemplaires aux Corps municipaux des villes, et que le surplus serait distribué entre les Receveurs particuliers des Finances, pour qu'ils les répandent, par la voie des collecteurs, dans les communautés où il sera jugé utile de donner de la publicité à cette instruction.

« Le Contrôleur Général annonce, par sa lettre du 21 novembre, la Proclamation du Roi du 15 au même mois, qui autorise les Municipalités à recevoir les bijoux et les vaiselles d'or et d'argent, pour les transmettre au Directeur des Monnaies. Cette Proclamation est accompagnée d'une Instruction qui a paru nécessaire pour parvenir à établir, autant qu'il sera possible, des rapports exacts entre les registres de ces Directeurs

obligations, des rentes constituées auxquelles il se trouve assujetti, et de plus, à deux et demi pour cent de l'argenterie ou des bijoux d'or et d'argent dont on sera possesseur, et à deux et demi pour cent de l'or et de l'argent monnayés que l'on garde en réserve.

(Archives Parlementaires, 1^{re} série, t. IX, p. 356.)

(1) Séance du 14 novembre 1789.

et ceux que tiendront les Officiers municipaux ou membres des Municipalités.

Il a été arrêté que, suivant les ordres de M. Lambert, la Proclamation ou l'Instruction seraient imprimées dans le format in-4°, et que les exemplaires en seraient adressés à tous les Bureaux de correspondance pour être par eux répandus dans toutes les paroisses de leur arrondissement; la Commission, dans sa lettre circulaire, a fait valoir la nécessité qui exige, dans le moment actuel, l'augmentation du numéraire. Elle a invité tous les Bureaux de correspondance à représenter dans leurs alentours que cette facilité donnée pour acquitter la contribution du quart du revenu est une nouvelle preuve de la sagesse de l'Assemblée Nationale, et de l'amour de Sa Majesté pour ses sujets ».

Le 2 janvier 1790, la Commission annonce au Contrôleur Général qu'elle va adresser aux Municipalités « l'avis rédigé par les payeurs de rentes sur les formes à observer pour donner des quittances d'arrérages échus en paiement de la contribution patriotique ».

La Commission ayant été informée par le Contrôleur Général que, l'Assemblée Nationale désirant connaître les progrès des opérations relatives à la Contribution patriotique et à la confection des rôles de supplément, elle devra, chaque semaine, envoyer au ministère un bordereau du montant des rôles de chacune de ces impositions (1), il est décidé que ces pièces seront envoyées à Paris tous les mercredis (2).

La confection des rôles se poursuit, du reste, avec assez de lenteur, comme en témoigne le procès-verbal daté du 12 mai :

MM. du Bureau de correspondance de Château-Chinon demandent à la Commission s'ils peuvent arrêter les rôles de contribution patriotique, et ce qu'il convient d'allouer au scribe chargé de la confection de ces rôles. »

La Commission répond affirmativement à la première ques-

(1) Séance du 3 février.

(2) Séance du 17 février.

tion; et à la seconde que « leur scribe recevrait la même somme qui sera accordée au commis employé à Nevers à ce travail. MM. les Procureurs Syndics avaient laissé, deux jours auparavant, à MM. du Bureau de correspondance de Saint-Pierre, le choix d'arrêter les rôles de contribution patriotique ou de les envoyer à la Commission, qui se chargerait de les faire former dans la forme prescrite. »

1790

Le « Département » des impôts. — Dès le mois d'août 1789, le Gouvernement s'inquiète d'organiser la répartition des impôts de l'année suivante, et il met en mouvement ses Intendants, comme le prouve le procès-verbal suivant (1) :

« La Commission a accusé à Monsieur l'Intendant, la réception du brevet général des impositions de l'année 1790, pour la province du Nivernais; elle a observé, dans la même réponse, qu'elle ne pouvait faire, entre les deux élections du Nivernais, la répartition des sommes comprises dans le brevet général, à moins qu'elle ne connût la partie de l'impôt répartie en 1789 sur les nobles, privilégiés, officiers de justice et employés des fermes, dans les élections de Nevers et de Château-Chinon; et, en conséquence, elle a prié M. l'Intendant de lui faire passer, par le premier courrier, l'état de la capitation des non taillables, vu que M. le Directeur général recommande la plus grande célérité dans l'expédition de l'état de répartition qu'il ordonne à la Commission de lui adresser ».

Le 21 août, « la Commission a envoyé à M. le Directeur Général l'état de répartition des impositions du Nivernais pour l'année 1790, qu'elle avait reçue la veille de M. l'Intendant de la Généralité. Il a été délibéré d'observer au Ministre que la Commission ne croyait pas devoir faire quelques changements à la distribution faite par M. l'Intendant en 1789,

(1) Séance du 18 août.

vu que la refonte ne peut s'opérer que par degrés et d'après des connaissances très précises de la qualité du sol, du commerce, et des facultés particulières des contribuables. Néanmoins, elle a demandé si elle ne pourrait retrancher, sur la capitation des taillables, la somme qui doit être répartie sur les non taillables, en conservant toutefois la taxe du tarif annexé à la Déclaration du Roi du 18 janvier 1695 » (1).

Ainsi, l'Intendant, ayant reçu le brevet général des impositions de la Généralité, avait fixé aussitôt la part que devait fournir le Nivernais. C'était maintenant à la Commission que revenait le soin, à la place de l'Intendant, de veiller à la répartition de la somme dûe par la province entre les élections de Nevers et de Château-Chinon d'abord, et ensuite, entre les paroisses de chacune des deux élections.

En chargeant de cette tâche les Assemblées Provinciales, on avait voulu donner aux contribuables quelques garanties d'impartialité et d'équité dans la fixation des cotes. Pour la première fois les charges publiques n'étaient pas réparties par les fonctionnaires royaux, et ç'aurait été là une amélioration sensible du régime antérieur, si la Commission Provinciale avait eu le temps de trouver une assiette d'imposition qui en établit la proportionnalité aux facultés de chacun.

La question du département de 1790 fut soumise à la Commission dès le mois d'octobre 1789 (2).

(1) C'est le texte qui rétablit la capitation en divisant les capitables en vingt-deux classes. Supprimée en 1697, puis rétablie en 1701, la capitation se transforma et devint en principe exactement proportionnelle au revenu, mais en fait absolument arbitraire parce que remise à la taxation des Intendants. (ESMEIN, *op. cit.*, p. 557.)

(2) Pendant le même mois, la Commission fut aussi chargée d'une tâche difficile. En effet, le moment était venu où il ne s'agissait plus seulement pour le gouvernement de faire répartir l'impôt de 1790, mais bien plutôt de s'efforcer de faire rentrer les cotisations déjà échues dans les caisses du trésor. Necker, qui avait vu les rentrées des mois d'août et de septembre ne s'élever qu'à trente-sept millions deux cent mille livres, quand les dépenses correspondantes devaient monter à soixante millions (Louis BLANC, *Histoire de la Révolution*, p. 215), fit appel au concours des administrations provinciales pour lutter contre la moins-value budgétaire. Dans une lettre en date du 10 octobre, il adresse à la Commission Intermédiaire un décret de l'Assemblée Nationale « concernant le paiement des impositions », et l'invite à adresser aux Municipalités une circulaire destinée à éclairer les peuples sur les malheurs publics qu'entraînerait inévitablement une plus longue résistance de leur

A cette époque (1), le Contrôleur Général (2) lui adresse « vingt exemplaires de l'arrêt du Conseil du quatorze septembre, qui ordonne qu'il sera sursis à l'envoi aux sièges des élections de l'arrêt de la cour des Aides de Paris, du 2 du même mois, concernant différentes dispositions relatives aux opérations du Département, défend à tous officiers de s'y conformer, et de rien innover dans le service ordinaire relativement aux opérations du Département » (3).

Au mois de novembre la Commission s'occupa de préparer cette opération (4).

Elle prévint (5) les Présidents Trésoriers de France de Moulins de son intention « de se rendre à Château-Chinon du 18 au 24 de ce mois, si l'un de ces sept jours convenait à leurs Députés, pour procéder au Département de 1790. Il a été arrêté en outre, qu'en informant MM. les Officiers de l'élection de Château-Chinon du temps auquel se ferait le Dépar-

part au paiement des droits et des impositions. La lettre de M. Necker relue avec toute l'attention qu'elle mérite, il a été arrêté qu'il serait écrit aux Curés et à toutes les Municipalités des paroisses de l'Administration Provinciale du Nivernais, parce que ce sont les membres qui composent la Municipalité qui entraînent le plus souvent le reste de la paroisse, et que les Curés ont la plus grande influence dans les délibérations des Municipalités ». (Séance du 16 octobre.)

(Voir pièce justificative n° II.)

(1) Séance du 9 octobre.

(2) Lambert, nommé le 8 août 1789.

(3) Un échange de lettres avec l'Intendant au sujet des collectes précéda cette opération. Ce dernier, en effet, avait demandé (séance du 30 novembre) « s'il ne s'est pas fait quelques changements dans la formation des collectes ou municipalités de l'administration Provinciale du Nivernais, et, en cas de quelques-uns de ces changements, de lui en envoyer la note.

Il a été répondu à M. l'Intendant que la collecte de Pouilly (aujourd'hui hameau commune de Brinay) était la seule qui se fût réunie à la paroisse de Brinay par une délibération prise à l'unanimité des habitants de la collecte et de la paroisse, que cette réunion n'était pas autorisée par le Conseil, et que la Commission demanderait cette autorisation lorsqu'elle rassemblerait toutes les requêtes qui lui ont été présentées pour le même objet, afin de comprendre toutes les réunions, et ne solliciter qu'un seul arrêt pour les autoriser. » A la séance du 18 décembre, les Députés examinent « les requêtes des paroisses qui, divisées en plusieurs collectes, demandent à n'en avoir qu'une seule ». Ils décident de les réunir pour les soumettre au Conseil.

(4) Un envoi du Contrôle général des Finances, reçu le 21 octobre, contenait « l'instruction arrêtée au Conseil sur le cérémonial et autres formes que Sa Majesté entend être observés lors du département de 1790 ».

(5) Séance du 4 novembre.

tement, ils seraient priés de préparer à l'avance tous les mémoires qu'ils pourront se procurer relativement aux forces et facultés respectives des paroisses entre lesquelles l'imposition doit être répartie ».

Peu après, elle décidait (1) de se rendre le 20 à Château-Chinon, pour faire « le Département de cette élection, conformément aux instructions qu'elle a reçues du Gouvernement ».

Cette tâche, commencée le 21, fut terminée le 25 (2). La Commission Intermédiaire aurait désiré faire « avec plus d'égalité, la répartition des impositions de 1790. Elle avait demandé à l'avance à MM. les Officiers de la dite élection, tous les mémoires et renseignements qu'ils pourraient se procurer, concernant les forces et facultés respectives des différentes paroisses entre lesquelles les impositions doivent être réparties. Elle n'a pas trouvé les secours qu'elle attendait ; les limites des paroisses ne sont même pas connues, et dans l'impossibilité de réformer le Département de 1789, elle a supposé juste la répartition de l'année précédente, et elle s'est bornée à augmenter les impositions des paroisses auxquelles les ci-devant privilégiés donnaient des objets nouvellement imposables, et à diminuer celles des autres paroisses auxquelles les mêmes ci-devant privilégiés n'apportaient pas les mêmes secours ».

Aussitôt revenus de Château-Chinon, les Députés (3), « après avoir prévenu tous ceux qui étaient à prévenir, ont rassemblé tous les mémoires, renseignements et requêtes qui leur ont été envoyés, afin de ne négliger aucun des moyens qui leur ont été fournis pour faire avec égalité et justesse le Département » de Nevers, fixé au 6 décembre, et qui fut terminé le 10. Ce travail « a été fait dans les mêmes principes (4) que celui de Château-Chinon, mais avec les modifications que nécessitaient les lettres patentes du Roi du 29 novembre 1789,

(1) Séance du 18 novembre.

(2) Séance du 27 novembre.

(3) Séance du 3 décembre.

(4) Séance du 11 décembre.

sur le décret de l'Assemblée Nationale portant que les ci-devant privilégiés seront imposés pour les six derniers mois de 1789, et pour 1790, en raison de leurs biens, non dans le lieu où ils ont leur domicile, mais dans celui où ils ont des biens situés. Il n'était plus possible, après cette nouvelle disposition, de ne pas venir au secours des villes dans lesquelles les privilégiés ne paieront plus leur cote personnelle que relativement à ce qu'ils y possèdent, et de ne pas porter sur les paroisses des campagnes une partie de l'imposition proportionnée à la cote personnelle qu'ils y paieront à raison de leurs propriétés.

« Il a été répondu à plusieurs questions faites par différentes Municipalités, touchant la fixation de la cote personnelle et de la cote d'exploitation. La Commission s'est tenue invariablement à ses premières réponses, et à l'instruction qui lui a été donnée. La Proclamation de Sa Majesté en date du 14 octobre, sur le Décret de l'Assemblée Nationale du 26 septembre précédent, ordonne que tous les biens possédés par les ci-devant privilégiés, en franchise personnelle ou réelle, seront imposés dans la même proportion et dans la même forme qui auront été suivies pour les impositions ordinaires de 1789. Les questions proposées par les Municipalités n'étant pas susceptibles d'une réponse générale, il leur a été mandé, qu'elles n'avaient qu'à comparer les objets nouvellement imposables avec les propriétés des anciens contribuables d'un revenu bien connu, et juger si la cote personnelle, la cote d'exploitation et les impositions qui en dérivent réunies, le ci-devant privilégié paiera autant pour ses réserves que l'ancien contribuable pour ses possessions. »

La répartition aurait été ainsi terminée, si la Commission n'avait pas été saisie, peu après la fin des opérations de l'élection de Nevers (1), d'une requête des officiers municipaux de Château-Chinon tendant à ce que, « attendu les changements notables qu'apporte à la répartition de l'impôt, le Décret de

(1) Séance du 20 décembre.

l'Assemblée Nationale du 27 novembre, il soit procédé à un nouveau Département dans lequel on considérera que les ci-devant privilégiés ne paient plus leur cote personnelle cumulativement dans le seul lieu de leur domicile.

« Il a été arrêté et convenu que les observations des Officiers municipaux de Château-Chinon étaient justes, et que la Commission procéderait à un nouveau Département, dans lequel les impositions de cette ville seraient réduites en proportion des secours sur lesquels les assésurs n'avaient plus à compter. »

Cependant une difficulté se présenta bientôt (1), les officiers de l'élection de Château-Chinon estimant que l'on pouvait « s'en tenir au département fait le 21 novembre » ; le Contrôleur Général la trancha en avisant la Commission « que tous les Départements faits avant le 28 novembre ne doivent pas être refaits, mais que, dans le cas où ils auraient été faits d'après le Décret du 26 septembre, il est nécessaire de procéder à une nouvelle répartition ». Cette opération est décidée pour le 28, et, à la séance du 2 janvier, les députés qui avaient été délégués pour l'accomplir, rendant compte de leur mission, exposent à leurs collègues que, « par le Décret du 17 décembre, les anciens contribuables devant, comme les ci-devant privilégiés, payer leur cote personnelle non dans le seul lieu de leur domicile, mais dans toutes les paroisses où leurs biens sont situés, et à raison de leurs possessions, il devenait de plus en plus nécessaire de diminuer les impositions des villes, dont les citoyens ne sont plus imposables que pour leurs maisons, leurs rentes, leur commerce et leur industrie. C'est d'après ces considérations que la ville même de Château-Chinon a obtenu une diminution considérable, et que les autres paroisses ont été augmentées à raison des cotes personnelles que leur apportent : 1^o les ci-devant privilégiés ; 2^o les anciens contribuables qui n'y ont pas leur domicile ».

Les vingtièmes. — Quelque temps avant la fin de l'année

(1) Séance du 24 décembre.

1789, la Commission Intermédiaire est appelée à s'occuper des rôles des vingtièmes de 1790.

A la séance du 18 novembre, le Député Duvernay communique une lettre du Contrôleur Général concernant la confection des rôles des vingtièmes de la province pour 1790 :

« L'intention de l'Assemblée Nationale est que : 1^o les vingtièmes que supportaient les cotes antérieurement comprises dans les rôles de chaque communauté ne soient point augmentés; 2^o que les rôles ne présentent d'autre accroissement que celui résultant soit des objets non encore imposés dans le lieu de leur situation, soit des biens qui avaient contribué jusqu'à ce jour par des abonnements versés directement au Trésor Royal. Il a été arrêté que, pour mettre le Directeur des Vingtièmes plus promptement à portée de terminer son travail, il lui serait envoyé copie de la lettre de M. le Contrôleur général, et, ensemble, un modèle de rôle qui ne présente aucune division ni distinction de chapitre contraire au caractère propre à l'imposition des vingtièmes, que les décrets de l'Assemblée Nationale ont rendue généralement uniforme. »

Le Directeur des Vingtièmes répond bientôt (1), au sujet de la « nouvelle forme des rôles », qu'il « retarderait considérablement l'opération dont il est chargé, et qu'il nuirait à la célérité du recouvrement, s'il ne s'occupait des nouveaux cotisables qu'après la confection du rôle des anciens, et il propose, en conséquence, de commencer par mettre sous les yeux de la Commission les feuilles qui doivent servir de minute, et contenir l'énumération des biens ci-devant exempts.

Il a été répondu à ce Directeur des Vingtièmes, que la Commission avait ordre de comparer les rôles des vingtièmes des biens ci-devant exempts avec les évaluations faites par les Assemblées Municipales, dans les rôles de supplément des ci-devant privilégiés; qu'on ne pouvait guère espérer que les rôles fussent promptement remis au Greffe de l'Assemblée

(1) Séance du 4 décembre.

Provinciale; qu'au surplus la Commission l'autorisait à suivre son travail, parce que les circonstances le serviraient peut-être mieux qu'il n'était possible de le présumer ».

A la séance du 23 janvier, on ouvre une lettre du Contrôleur Général, par laquelle celui-ci « ordonne à la Commission de se faire remettre par le Directeur des Vingtièmes, la première partie terminée des rôles des diverses communautés (1), de s'assurer qu'elle n'excède pas l'imposition de 1789, de la viser dans la forme indiquée par sa lettre du 16 novembre dernier, et de la faire passer ensuite, le plus promptement possible, à M. l'Intendant, pour que ce magistrat la rende exécutoire. »

Ces rôles déclarés bons pour être mis en recouvrement, la Commission doit les envoyer aux municipalités, et leur annoncer que « la seconde partie, qui comprendra les cotes des ecclésiastiques et autres privilégiés, dont les biens n'ont point encore été imposés, sera terminée incessamment, et que le Directeur particulier des Finances profitera de l'occasion où les collecteurs viendront faire quelque paiement, pour attacher cette seconde partie au premier cahier. »

Le Contrôleur Général, par sa lettre en date du 21 mars, ayant demandé à la Commission un état des impositions de 1790, les vingtièmes compris, « des villes et communautés, dépendantes de l'administration Provinciale du Nivernais, cet état a été ordonné, et il a été délibéré de le faire passer au Directeur des Vingtièmes, et de lui recommander la plus grande célérité dans le travail dont il est chargé par le Ministre » (2).

Le 11 avril « les états des impositions ordinaires de 1790, des élections de Nevers et de Château-Chinon », sont envoyés au Directeur Général. « Il ne reste à porter sur ces états que

(1) Séance du 31 janvier : « M. Guynet a lu la réponse de M. Lepeintre en date du 29 janvier. Ce Directeur des Vingtièmes, adresse à la Commission la première partie des rôles des vingtièmes pour 1790, et promet de travailler sans relâche à la deuxième partie, qui doit comprendre les cotes des biens qui n'ont pas été encore soumis à cette imposition. »

(2) Séance du 25 mars.

le montant des seconds cahiers des vingtièmes, des biens nouvellement imposables. »

Pour l'expédition de ces « seconds cahiers des rôles des vingtièmes de 1790 », de nouvelles instructions sont envoyées par le Ministère le 18 avril.

A sa séance du 17 mai, la Commission « a commencé l'examen des minutes du second cahier des rôles des vingtièmes. Au premier aperçu, elle a regretté de ne pas retrouver dans les rôles de supplément des six derniers mois de 1789, et dans ceux des impositions ordinaires de 1790, des détails suffisants pour juger de la valeur réelle, soit des objets qui avaient été omis dans les rôles précédents, soit des objets assujettis pour la première fois à cette imposition.

Le Contrôleur Général (1), par une lettre du 13 juin, presse la Commission d'arrêter les feuilles des seconds cahiers des vingtièmes, que lui a envoyées le Directeur.

La Commission décide de répondre au Ministre que « ce retardement ne venait de défaut de zèle ni de travail », mais de ce que, ayant examiné les nouvelles feuilles, « elle avait trouvé qu'il manquait dans ses bureaux une partie des rôles de supplément, qui devaient servir de termes de comparaison; que, sans moyens pour juger de la justesse » des évaluations du Directeur des Vingtièmes, elle « n'a pas hâté une opération qu'elle aurait désiré pouvoir laisser à ses successeurs (2); que, passant sur la peine qu'elle ressent d'approuver les cotes projetées avec si peu de connaissance de la valeur des objets nouvellement imposés », elle va renvoyer au Directeur vingt cinq feuilles revêtues du « bon à expédier ».

Cette délibération nous montre une fois de plus combien la Commission mettait dans son travail de conscience et de dévouement. Malheureusement toute sa bonne volonté s'est

(1) Séance du 20 juin.

(2) Le 28 juin, la Commission ayant continué l'examen des « seconds cahiers des vingtièmes, a pensé devoir n'en arrêter aucun, et laisser à l'Assemblée de département l'évaluation des objets ou nouvellement soumis à cette imposition, ou omis dans les anciens rôles. »

sans cesse heurtée à la déplorable organisation administrative de l'Ancien Régime, ce qui ne lui a pas permis d'arriver à des résultats sérieux.

La taille, la capitation, la prestation des chemins. — Pour ce qui est des impôts autres que les vingtièmes, la Commission a eu aussi à suivre de près la confection des rôles.

Au mois de février 1790, rien n'est encore fait en ce qui concerne ce travail, qui est arrêté par l'inexpérience des municipalités chargées de le faire, des difficultés imprévues s'élevant au sujet de l'application des décrets de l'Assemblée Nationale (1).

La Commission s'emploie à aplanir ces obstacles.

Cependant le Gouvernement s'inquiète de la lenteur avec laquelle sont établis les rôles. Dans la séance du 27 février la Commission décide, suivant les instructions du Contrôleur Général, de rédiger une circulaire aux nouvelles municipalités,

(1) Séance du 23 février 1790 : Les Maires et Officiers Municipaux, suivant les intérêts de la Commune qu'ils ont à défendre, prétendent que les domaines doivent être imposés comme en 1789, au chef-lieu du principal manoir, sans diviser de cette cote, celle des petites parties qui peuvent être situées dans les paroisses voisines ; les officiers des Municipalités qui pensent qu'on leur apporterait avantage qu'elles ne rendraient à leurs voisins veulent que l'article 17 de la Proclamation du 16 octobre 1789 soit littéralement suivi, c'est-à-dire que les héritages, sans distinction, soient imposés dans la paroisse sur le territoire de laquelle ils sont situés. La Commission, considérant que cette contestation entraînerait des débats et des longueurs très nuisibles aux recouvrements des impositions et à la tranquillité de cette province, où, par un effet, de la vieille insouciance, les limites des paroisses ne sont pas encore connues, a arrêté : qu'il serait envoyé à MM. les Députés du Nivernais à l'Assemblée Nationale un mémoire dans lequel seraient exposés les troubles dont cette province est menacée, si l'on ne conservait pas en 1790 le mode d'imposition de 1789 ; que MM. les Députés seraient priés d'obtenir du Comité des Finances une décision qui fit loi : MM. les Députés de Champagne ont fait réformer le décret du 29 novembre dernier, et, d'après cet exemple, la Commission a l'espoir que MM. les Députés du Nivernais ayant plus de moyens et formant une demande aussi juste, obtiendraient que, sans aucun égard à l'article 17 de la Proclamation du 16 octobre 1789, les domaines continueraient à être imposés dans la paroisse où est situé le principal manoir, sans diviser de sa cote, celle des petites parties connues pour être des paroisses voisines. »

Le Comité des Finances ayant donné satisfaction à la demande de la Commission, celle-ci en est informée par une lettre de Marandat d'Oliveau (Député du Nivernais à l'Assemblée Nationale) à l'abbé Devillers, ouverte à la séance du 27 février 1790.

pour les engager à s'occuper avant tout de la confection des rôles (1).

Quelques jours plus tard (2), nouvelle lettre, encore plus pressante, du Contrôleur Général, qui « demande avec instance que la Commission emploie tous les moyens que son zèle pourra lui faire imaginer pour accélérer le travail dont sont chargées les Municipalités ».

La Commission délibère d'envoyer une nouvelle circulaire aux municipalités (3).

Mais le Gouvernement, ne voulant rien négliger pour faire la rentrée de fonds dont le besoin se fait sentir plus pressant de jour en jour, intervient à nouveau, cette fois dans la personne de Necker. Celui-ci adresse (4), le 2 avril, à la Commission, une lettre dans laquelle il « présente tous les motifs que la Commission Intermédiaire peut faire valoir pour engager les Municipalités à hâter la confection des rôles des impositions de cette année. Il était difficile de trouver des motifs que M. le Ministre des Finances n'eût pas exposés, ou de les exposer d'une manière plus énergique ou plus pressante.

« La Commission s'est bornée, ainsi qu'elle le mande dans sa réponse à M. Necker, à protester : 1^o que le dernier Département avait été fait dans les intentions les plus droites et les plus pures ; 2^o à promettre, de la part des Assemblées de département et de districts, des modérations proportionnelles aux surcharges que les paroisses pourraient avoir à supporter, d'après une répartition dans laquelle il n'était pas possible d'atteindre une rigoureuse égalité.

« La lettre de M. le premier Ministre des Finances a été envoyée aux Municipalités, avec les instructions publiées par ordre du Roi, et la lettre circulaire écrite à cette occasion par la Commission Intermédiaire aux différentes paroisses de son administration. »

(1) Voir pièce justificative n^o III.

(2) Séance du 29 mars.

(3) Voir pièce justificative n^o IV.

(4) Séance du 5 avril.

A la séance du 20 mai, la Commission ayant reçu des lettres patentes du Roi, « concernant l'arrêté de mise en recouvrement des rôles des communautés de l'élection d'Amiens », de la part du Contrôleur Général, elle répond à ce dernier que les « dispositions de ces lettres patentes sont parfaitement conformes aux principes précédemment adoptés par la Commission; que dans toutes les occasions elle a insinué aux Officiers de l'élection qu'il n'est, dans la circonstance présente, pour la vérification des rôles, qu'une condition essentielle et de rigueur, c'est que la somme portée par les rôles n'excède pas celle qui a été arrêtée par le Département ».

Puis (1), ayant reçu du Contrôleur Général « le projet d'une instruction à publier pour aider les municipalités qui n'ont pas encore fait leurs rôles de 1790 à accélérer cette opération », et une lettre par laquelle « ce ministre prie la Commission d'examiner si la dite instruction est susceptible de quelques changements pour l'adapter aux usages de la province », dans sa réponse, la Commission fait observer au Contrôleur Général que l'élection de Château-Chinon, « dont le Département est le seul qui ait été fait d'après le troisième décret de l'Assemblée Nationale, n'est composé que de quarante-huit paroisses; que les municipalités ont pour ainsi dire un mode arrêté de cotisation; que le nouveau projet brouillerait peut-être les idées que se sont faites les Officiers municipaux, et, loin de faciliter la rédaction des rôles, ferait naître des difficultés sur lesquelles la nécessité d'un prompt recouvrement oblige de passer. M. le Contrôleur Général a cédé à ces observations, et, par sa lettre du 26 de ce mois, dont M. Duvernay a fait lecture, il consent à ce que le projet d'instruction adressé à la Commission Intermédiaire ne soit pas réimprimé et envoyé aux Municipalités ».

Pour ce qui est de la Contribution remplaçant la corvée, la Commission, examinant le contingent des impôts envoyé par le Ministère au mois d'octobre 1789, remarque (2) que, dans

(1) Séance du 29 mai.

(2) Séance du 4 novembre 1789.

le « mandement de 1790 » il n'est fait aucune mention, ni de l'imposition de la prestation des chemins, ni de la quotité de cette imposition ». Elle demande en conséquence au Contrôleur Général ce qu'elle doit « ajouter aux dispositions qui lui ont été adressées ».

Quelques jours après (1), « lecture a été faite du Décret de l'Assemblée Nationale sur les impositions en date du 26 septembre 1789, sanctionné par le Roi le 27 du même mois, et de la Proclamation de Sa Majesté, du 16 octobre dernier, qui porte, article 20, que la prestation des chemins sera comprise dans les rôles des impositions ordinaires de l'année 1790.

« Sur quoi il a été observé que, pour l'exécution de cette disposition, il est instant de déterminer la somme nécessaire pour l'entretien, construction et réparation des routes de la dite province du Nivernais, pour la dite année 1790. La matière mise en délibération, la Commission considérant que l'Assemblée Provinciale du Nivernais ne s'étant point encore réunie par des séances générales, les Députés qui composent la dite Commission ne sont revêtus d'une autorité suffisante pour proposer aucune augmentation importante sur la fixation des années précédentes, et qu'ils ne peuvent à cet égard suppléer la dite Assemblée, a arrêté que, sans attendre l'entière confection des devis qui seront particulièrement soumis à l'approbation du Roi, Sa Majesté sera très humblement suppliée d'ordonner que, pour la dite année 1790, il sera imposé, sur tous les contribuables des villes, bourgs et communautés de la province du Nivernais, la somme de soixante-quatorze mille quatre cent quatre-vingt-quatre livres, dix-sept sols, neuf deniers, formant le dixième de l'imposition principale, des impositions accessoires d'ycelle, de la capitation, de la subvention acquittée par les habitants de la ville de Nevers, des six et quatre deniers par livre destinés aux frais de confection de rôle et de recouvrement, et des droits de

(1) Séance du 11 novembre.

quittance attribués au Receveur particulier des Finances, suivant l'état qui en a été présentement dressé; pour être la dite somme de soixante-quatorze mille quatre cent quatre-vingt-quatre livres; dix-sept sols, neuf deniers, employée à l'entretien, construction et réparation des routes de la dite province en la dite année 1790, et que dans le cas où le prix des adjudications excéderait le montant de la somme imposée, il y serait pourvu sur les fonds de l'année suivante, et dans le cas où la somme imposée excéderait au contraire le prix des adjudications, l'excédent serait employé en augmentation d'ouvrages qui seraient exécutés, si faire se peut, dans la même année ou dans l'année suivante (1). Il a été en outre arrêté, que le susdit état, ensemble la présente délibération, serait incessamment adressé à M. le Contrôleur Général des Finances.

La réponse du ministère arrive bientôt (2) : « Par sa lettre en date du 27 du mois dernier, M. le Contrôleur Général annonce à la Commission que l'arrêt qui ordonne l'imposition et le recouvrement, en l'année prochaine 1790, sur les villes et communautés de la province du Nivernais, d'une somme de soixante-quatorze mille quatre cent quatre-vingt-quatre livres, dix-sept sols, neuf deniers, pour les contributions représentatives de la corvée, est daté du 22 novembre 1789; et il ajoute qu'aussitôt que cet arrêt sera revêtu de ses formalités, l'expédition en sera adressée à M. l'Intendant. La date de cet arrêt étant connue, la Commission peut terminer les opérations relatives à l'imposition de la prestation des chemins, pour l'année 1790. »

Il n'est plus question, par la suite, dans le registre des

(1) A la séance du 18 décembre suivant, la Commission prit la décision suivante : Après avoir envoyé au Contrôleur Général « les bordereaux des dépenses assignées et soldées jusqu'au 16 de ce mois, sur les fonds libres et variables de l'exercice de 1789, la Commission a prévenu le ministre que les besoins propres de l'Etat suspendaient les projets qu'elle avait conçus sur l'emploi de l'excédent de ces fonds, et qu'elle n'en disposerait que d'après les ordres supérieurs qu'elle recevrait, ou dans le cas d'une très urgente nécessité ».

(2) Séance du 2 décembre.

procès-verbaux, de cet impôt des chemins. Il est donc permis de supposer qu'il n'y a eu aucune difficulté pour en confectionner les rôles, non plus que pour le percevoir, puisque la Commission n'a plus eu à s'en occuper.

Le Recouvrement. — Après avoir réparti l'impôt et assuré la confection des rôles, la Commission Intermédiaire Provinciale eût encore une tâche à remplir, qui consista à s'efforcer de faire rentrer les contributions échues.

Depuis de longues années, le trésor était en déficit. On sait que cette situation financière avait obligé la royauté à convoquer les Etats Généraux. L'augmentation des dépenses, et aussi la diminution des revenus de l'Etat, à cause des difficultés grandissantes de la perception des impôts, avaient provoqué ce déficit.

Après la chute de l'Ancien Régime, il fallut songer à réorganiser les finances de la France, et, en attendant, pourvoir au plus pressé.

Dans les derniers mois de 1789, l'Assemblée Nationale avait adopté d'importantes mesures financières (1), pour relever la situation budgétaire, qui ne s'améliorait pas, le déséquilibre persistant entre les revenus et les dépenses.

Ces décisions ne furent appliquées qu'un peu plus tard, lorsqu'on s'aperçut que les impôts ne rentraient pas, à cause des troubles des provinces et du désarroi de l'administration (2).

Même dans le Nivernais, qui ne fut jamais troublé d'une manière sérieuse, des obstacles se trouvèrent à la rentrée des contributions; nous en découvrons la trace dans le registre des procès-verbaux de la Commission Intermédiaire : « La Commission (3), a accusé à M. le Contrôleur Général la réception de sa lettre du 12 de ce mois, et lui a adressé, par le même

(1) Parmi ces mesures étaient l'aliénation de quatre cent millions de biens Nationaux et la création y correspondant de quatre cent millions d'assignats, et l'établissement de la *Caisse de l'extraordinaire*, affectée à l'extinction de la Dette publique.

(2) Louis BLANC, *op. cit.*, p. 352 et ssq.

(3) Séance du 17 janvier.

ordinaire, le premier bordereau du rôle des impositions de 1789, mis en recouvrement. Elle a observé à ce Ministre qu'il n'y avait à espérer aucun versement prochain, dans le Trésor public des impositions de l'année courante, différentes causes retardant la confection des rôles, surtout l'organisation des nouvelles Municipalités. La Commission avait déjà écrit aux Procureurs du Roi des deux élections de Nevers et de Château-Chinon, à l'effet de recommander aux Officiers des deux sièges, la plus grande célérité dans la remise qu'ils sont tenus de faire de l'expédition des rôles, et elle en a instruit M. le Contrôleur Général, ainsi que de tous les moyens qu'elle a employés pour hâter le recouvrement des impositions. » Quelques jours plus tard (1), la Commission délibère qu'elle écrira dans ce but aux officiers municipaux des paroisses, leur représentant « le déficit de perception pendant les six derniers mois de 1789, le retard dans la confection » des rôles de 1790, et qu'en leur adressant le rôle des vingtièmes, qu'elle va vérifier, « tout autre travail cessant », elle insistera « fortement sur cette vérité : que le gouvernement le plus économe et le plus sage ne peut se soutenir si on ne lui donne les moyens d'acquitter ses charges (2), et de faire les frais de son administration. »

Une lettre de Necker, en date du 26 janvier, charge la Commission d'« exciter le zèle », d'« encourager l'activité des deux Receveurs » des Finances (3).

Le Contentieux. — En ce qui concerne le contentieux des Contributions Directes, on a vu plus haut que les pouvoirs de la Commission étaient assez mal définis.

(1) Séance du 23 janvier.

(2) A la Séance du 5 février, « la Commission, jalouse d'acquitter pour ainsi dire, ses engagements, et de montrer le zèle dont elle a toujours été animée pour hâter le recouvrement des impositions, a vérifié la première parties des rôles dans l'espace de deux jours et les a envoyés à M. l'Intendant le 5 de ce mois, en priant ce magistrat de mettre la même célérité à les viser. »

(3) La Commission décide aussitôt d'agir sur les Receveurs, et, ayant « remarqué que la lettre du 28 est signée de M. Necker, il a été délibéré que la Commission lui témoignerait les espérances qu'elle conçoit du rétablissement de sa santé, le dieu tutélaire de ce royaume lui devant, pour ainsi dire, comme récompense de ses travaux et de ses vertus, la joie de voir toute la prospérité de l'État qui en sera le fruit. »

Cependant, c'est toujours à elle, en définitive, que revient la connaissance de ces affaires : les réclamations lui étaient souvent adressées directement; le Contrôleur général les lui renvoyait quelquefois pour les juger (1).

Elle s'occupa également des demandes en modération ou en remise qui étaient faites au nom d'une communauté toute entière par ses Officiers municipaux. Le registre des délibérations fait mention d'un certain nombre de ces requêtes, qui sont insérées en entier dans le « *registre des requêtes présenté à MM. de la Commission Intermédiaire du Nivernais* » (2).

II. — TUTELLE ADMINISTRATIVE.

La Commission Intermédiaire avait, comme on le sait, dans ses attributions, au lieu et place de l'Intendant, la tutelle administrative des paroisses.

En fut même chargée, par une lettre du Directeur Général

(1) Pour donner une idée de la façon dont ces demandes étaient instruites, et de la suite qui leur était donnée, un exemple suffira :

Dans la séance du 30 septembre 1789, la Commission est saisie d'une demande en remise de vingtièmes du sieur Lasne de Presle; celui-ci, ayant été victime d'un incendie, dont il évalue le dommage à 12.000 livres, « il a été arrêté qu'il serait fait droit sur cette demande au moment de la répartition du moins imposé pour 1790 ». Une seconde demande du réclamant, concernant le même objet, parvenue à la Commission, toujours par le canal du Contrôleur Général, fut renvoyée au Directeur des Vingtièmes pour avis, « afin qu'il mette la Commission Intermédiaire à portée de connaître ce qu'il sera juste » d'accorder au « sieur Lasne de Presle » (séances du 31 décembre 1789 et du 22 mars 1790).

D'après le procès-verbal de la séance du 2 juin 1790, on voit qu'un troisième mémoire fut adressé au Contrôleur Général, et renvoyé par celui-ci le 27 mai à la Commission, qui décida d'écrire « de nouveau au Directeur des Vingtièmes, à l'effet de le presser de s'occuper de la vérification des pertes énoncées dans la requête du sieur Lasne, et de répondre au Contrôleur Général qu'elle n'osait se livrer au penchant qu'elle a d'accorder, qu'elle a été arrêtée par les formes, mais qu'elle est dans la disposition de donner au delà de la modération qui sera proposée par le Directeur ».

(2) Parmi ces réclamations pour exagération des impôts d'une paroisse toute entière, citons celles de la paroisse des forains de Luzy, du 10 février 1790, celles des communautés de Cycogne, d'Azy-aux-Amognes (14 mars), de Montaron (13 avril), de Montsaugé (18 avril), de Tazilly (16 juin) et d'Avrée (8 juillet).

en date du 10 décembre 1788, d'examiner les « délibérations prises par les Assemblées paroissiales de la province, pour la formation de leurs municipalités, de façon à s'assurer « si les Municipalités ont été établies conformément au règlement ». A cette lettre, qui annonce que c'est l'Intendant qui remettra à la Commission les délibérations en question, sont jointes « des instructions pour la rectification des Municipalités irrégulièrement formées. (Séances des 13 et 27 décembre 1788).

Un autre envoi du Directeur Général, en date du 20 mars 1789, contient de nouvelles instructions qui doivent « diriger la conduite » de la Commission, « dans l'organisation des Assemblées Municipales, si les personnes qui ont été nommées à la place de syndic ou de membre municipal donnaient leur démission à une époque quelconque, ou sans aucune formalité ». La Commission décide de donner connaissance de ces instructions à toutes les communautés de la province (1). (Séance du 24 mars 1789).

La première affaire dont la Commission eut à s'occuper concernait la municipalité de la paroisse de Crux, dont les habitants saisirent la Commission le 25 mai 1789, d'une protestation contre les élections paroissiales, et à propos de laquelle fut prise la délibération suivante :

« Vu la lettre à nous adressée par M. le Directeur général le 6 de ce mois, par laquelle ce Ministre annonce à la Commission que le Conseil a décidé, d'après l'examen des pièces qui lui ont été adressées, que le syndic et les membres de la paroisse de Crux, nommés par l'Assemblée Paroissiale, le 31 août 1788, et dont les noms se trouvent raturés (2) dans

(1) Mais cette compétence de la Commission lui fut enlevée par la Constituante, comme en témoigne le texte suivant : par une requête remise à la Commission le 24 juin 1790, « le sieur Moreau, curé de Sermages », proteste « contre la formation de la Municipalité de la paroisse » pour laquelle « les décrets de l'Assemblée Nationale n'ont pas été observés ». La Commission lui répond que « la connaissance des contestations relatives à la formation des Municipalités n'est pas attribuée à la Commission Intermédiaire, l'Assemblée Nationale s'étant réservé le droit de prononcer sur la nullité ou sur la validité des élections ».

(2) Ces noms étaient ceux de Jean Dorlet (Syndic), Jean Camus, Antoine Musset, François Perret, Simon Marraut (membres de la Municipalité).

le procès-verbal d'élection, seraient rétablis dans les fonctions auxquelles les avaient appelées les vœux des habitants, et charge en conséquence la dite Commission, pour rétablir l'ordre dans le procès-verbal, réintégrer le syndic et autres membres dans les exercices des fonctions dont ils ont été privés, faire rendre par le syndic précédent au syndic actuel, et autres membres de la municipalité, tous les effets, titres et papiers appartenant à la communauté qu'ils pourraient avoir entre les mains, et, dans le cas où quelqu'un des municipaux nommés par l'Assemblée, au 31 août 1788, ne payerait point le taux d'imposition prescrit par le règlement du 13 juillet même année, avertir la paroisse qu'au premier dimanche de septembre prochain, elle eut à remplacer les membres de la municipalité par d'autres propriétaires et habitants payant le taux d'imposition prescrit;

« Nous, Députés susdits, avons commis pour l'exécution de ces ordres, le sieur abbé Villers, Procureur Syndic de l'Assemblée Provinciale, qui a accepté la commission, et avons délibéré que le sieur Leblanc de Neuilly, notre Secrétaire Greffier, l'accompagnerait » (1).

Cette décision ayant été exécutée, la Commission décide, le 26 août, d'envoyer le procès-verbal d'installation au Directeur Général, en annonçant à ce dernier « que ses ordres ont été reçus à Crux, avec une joie universelle, et que les habitants des campagnes le bénissent de mettre si promptement fin aux injustices dont ils se plaignent ».

Un peu plus tard, les Commissaires furent saisis d'une double demande des officiers municipaux et des habitants de la ville de Saint-Saulge, tendant à faire décider par la Commission « à qui doit appartenir de présider l'Assemblée de la communauté, ou des anciens Officiers municipaux, ou des membres de la Municipalité élus en vertu de l'Édit de Sa Majesté du 13 juillet 1788 ».

Il est répondu aux uns et aux autres que « s'ils voulaient

(1) Séance du 15 août 1789.

s'en tenir à l'article premier de la première section, du susdit règlement, les Officiers municipaux devaient présider l'Assemblée, mais que la Commission Intermédiaire espérait que les deux partis ne tiendraient pas avec obstination à une distinction qui ne devait durer que jusqu'au décret de l'Assemblée Nationale concernant les Municipalités » (1).

Trois jours après, nouvelle lettre des habitants de Saint-Saulge, qui ne peuvent décidément pas s'entendre; leur ville, disent-ils, n'a point d'Officiers municipaux; « les sieurs Coquille et Clément, auxquels, après la suppression de toutes les charges des Municipalités, on donna des commissions d'échevins, n'ont conservé ce titre que par la négligence de leurs concitoyens; enfin, il y a eu une Municipalité formée selon les dispositions du Règlement du 13 juillet 1788 ». Dans sa réponse, la Commission ne fait pas montre d'une grande énergie, et, dans le cas présent, elle est une tutrice bien débonnaire; elle charge, en effet, ses Procureurs Syndics de faire observer aux gens de Saint-Saulge que « la Commission était dans la persuasion que la ville de Saint-Saulge avait des Officiers municipaux; que le sieur Coquille prend encore le titre de Maire, et le sieur Clément celui de Procureur du Roi; et qu'au surplus, si les habitants de Saint-Saulge se sont déterminés à former une Municipalité, et à donner aux membres de cette Municipalité le nom de Conseil municipal ou d'Officiers municipaux, c'est un droit que la Commission ne prend sur elle ni de leur assurer, ni de leur contester ».

La Commission de Haute-Normandie, dont il sera question plus loin n'aurait certainement pas répondu en d'autres termes !

Une question dont la Commission a eu à s'occuper assez souvent est celle de la modification des paroisses (2). On lit

(1) Séance du 3 novembre 1789. (Le décret en question fut voté le 20 décembre.)

(2) La Commission avait reçu le 27 janvier 1789 « un modèle de tableau qui doit être mis sous les yeux du Conseil, lorsqu'il est question de solliciter l'autorisation de ces réunions ».

dans le procès-verbal de la séance du 16 mars 1790 : « M. l'Intendant, par sa lettre du 7 de ce mois, informé la Commission qu'il s'est établi quelques Municipalités, à la faveur des décrets que l'Assemblée Nationale a rendus sur cet objet, et qui ont été sanctionnés par le Roi. Ce Magistrat demande à la Commission si elle ne trouve aucun inconvénient à ce que les décrets qui ont été ou qui seront rendus, soient envoyés particulièrement à ces nouvelles Municipalités.

« Il a été arrêté qu'il serait répondu à M. l'Intendant que, dans la province, la Commission ne connaissait que la paroisse de Crux-le-Châtel, qui a hasardé de se séparer, sans autorité, de la paroisse de Crux-la-Ville, avec laquelle elle ne faisait qu'une seule communauté; qu'il lui serait observé que les décrets de l'Assemblée Nationale réunissaient les municipalités composées de moins de cinquante feux aux paroisses voisines, mais qu'il ne suivait pas de cette disposition que les communautés plus nombreuses eussent droit de se diviser, et de se constituer en paroisse indépendante de celle avec laquelle elles étaient réunies. »

Une autre affaire similaire fut celle introduite par la demande du Maire de Gouloux, tendant à obtenir la démarcation du territoire de sa communauté, et sa division de celui de Montsauche, et que la Commission renvoie au Bureau de Correspondance de Château-Chinon (1).

La Commission a eu à s'occuper également de remédier à la misère qui régnait dans certaines paroisses. Elle fut saisie, le 31 mars 1789, par le Directeur Général d'une lettre adressée à ce dernier par le Curé de Saint-Benin-des-Champs, qui déclarait que « la plus grande partie de ses paroissiens sont hors d'état de se nourrir de soupe pendant la moitié de l'année, et qu'étant obligés, en outre, de vendre leurs meilleurs grains pour payer leur taille exorbitante, ils sont réduits à faire du pain avec des grains mêlés et de mauvaise

(1) Séance du 21 mai 1790.

qualité, et que ce mauvais pain leur appauvrit si fort le sang qu'ils ne peuvent souvent échapper à des maladies assez légères en elles-mêmes » (1).

Le Ministre demandant ce qu'il est possible de faire en faveur des habitants de cette paroisse, la Commission envoya, pour renseignements, la requête au Bureau de Correspondance de Saint-Saulge.

Un grand nombre de demandes similaires (2) parvinrent à la Commission; mais ni le registre des procès-verbaux, ni celui des réclamations ne nous dit quelle suite leur a été donnée.

L'emploi des fonds pour les travaux publics des paroisses et des établissements publics était surveillé par les administrateurs de la province (3), quoique celle-ci ne leur donnât, pour ces ouvrages, aucune subvention. Nous en trouvons un exemple, dans le procès-verbal de la séance du 15 mars 1790 :

« Le sieur Richard, notaire à Châtillon, demande s'il peut délivrer les deniers de la fabrique aux Officiers municipaux de cette paroisse, qui veulent en payer les réparations du

(1) Lettre du 1^{er} mars 1789. Registre des réclamations, f^o 47.

(2) Parmi celles-ci on trouve, au registre des réclamations, les requêtes suivantes :

DEMANDES DE SECOURS POUR GRÊLE OU ORAGES AYANT DÉTRUIT LA RÉCOLTE :

Le curé et les habitants d'Ourouër-aux-Amognes (17 août 1789) ;

François Tricot (Syndic), et les habitants de Montigny-aux-Amognes (6 septembre 1789) ; les habitants de Remilly (30 septembre 1789) ; Gauthereau (Syndic), et les habitants d'Aglan (26 novembre 1789) ; les habitants de Langeron (27 novembre 1789) ;

DEMANDES DE SECOURS POUR INONDATIONS ET ENSABLEMENT
DES TERRES ARABLES :

Paroisse de Gannay-sur-Loire (28 octobre 1789 et 28 février 1790) ; paroisse de Lamenay (12 novembre 1789) ; paroisse de Fleury-sur-Loire (21 décembre 1789) ; paroisse d'Uxeloup (28 février 1790).

(3) D'un autre côté, la Commission devait envoyer, tous les six mois, au Conseil, un projet d'arrêt destiné à « valider les impositions de 500 livres et au-dessous » demandées par « les différentes municipalités » de la province (Séance du 29 mars 1789).

On peut donc penser que c'était seulement avec l'autorisation de la Commission que les communautés pouvaient s'imposer extraordinairement.

presbytère. La Commission a répondu à ce Receveur que l'article 51 (1), spécifiant les fonctions qui peuvent être déléguées aux Corps municipaux, comprend, entre ces fonctions, l'inspection directe des travaux de réparation ou de reconstruction des églises, presbytères; qu'il semble, d'après cette disposition, que la Municipalité de Châtillon devait attendre la délégation du pouvoir qu'elle n'a pas encore; que si cependant ses Officiers persistent à prendre sur eux d'employer les deniers de la fabrique aux dépenses des réparations du presbytère, la Commission estime que, sur leur quittance, le sieur Richard peut, avec l'agrément du curé de Châtillon, délivrer les deniers de la fabrique. »

Enfin, la Commission Intermédiaire fut quelquefois consultée sur les attributions exactes des membres des municipalités, les lois et les règlements étant en général assez mal connus des habitants des campagnes. En voici un exemple :

« Le sieur Jacquaud, curé de Langis, par sa lettre du 4 de ce mois, adressée à MM. les Commissaires du Roi pour la formation du Département de la Nièvre, et renvoyée par les dits Commissaires à MM. de la Commission Intermédiaire, demande si un Officier municipal antérieurement nommé collecteur peut se démettre de la collecte; si la police de la communauté appartient aux officiers municipaux, etc., etc....

« L'un de MM. les Procureurs Syndics a été chargé de

(1) Décret de l'Assemblée Nationale du 14 décembre 1789, concernant la constitution des Municipalités :

Art. 51. — Les fonctions propres à l'Administration Générale qui peuvent être déléguées aux Corps municipaux pour les exercer sous l'autorité des Assemblées Administratives sont :

La répartition des contributions directes entre les citoyens dont la communauté est composée; la perception de ces contributions; le versement de ces contributions dans les caisses du district ou du département; la direction immédiate des travaux publics dans le ressort de la municipalité; la régie immédiate des établissements publics destinés à l'utilité générale; la surveillance et l'agence nécessaire à la conservation des propriétés publiques; l'inspection directe des travaux de réparation ou de reconstruction des églises, presbytères, et autres objets relatifs au service du culte religieux.

(Archives Parlementaires, 1^{re} Série, t. X, p. 564).

répondre à ces différentes questions, résolues par les décrets de l'Assemblée Nationale » (1).

III. — POLICE ET ADMINISTRATION GÉNÉRALE

Pendant l'époque agitée où la Commission fut chargée d'administrer le Nivernais, la province fut quelquefois troublée par des émeutes populaires, qui avaient pour cause la pénurie ou la cherté du blé, et qui nécessitèrent l'intervention de la Commission. *On lit dans le procès-verbal de la séance du 22 avril 1789 : « Dans une séance extraordinaire tenue le 17, la Commission avait délibéré d'instruire M. le Directeur Général de l'émeute arrivée à Nevers, à cause de la cherté des blés; le 19, elle lui avait rendu compte des excès du peuple et de la licence avec laquelle il avait parcouru les différentes rues, forcé impunément les greniers et nommé hautement les citoyens dont il demandait la tête. La présence de M. l'Intendant, les ordres qu'il a donnés, les mesures qu'il a prises, ont rétabli la tranquillité publique et ramené le peuple à l'observation des lois, dès le soir du 21. La Commission a arrêté qu'elle annoncerait au Ministre que cette espèce de sédition, alarmante dans ses commencements, avait été apaisée par les apparences seules de la sévérité, et sans qu'il n'y ait eu une seule goutte de sang répandue. »

Mais ces désordres furent exceptionnnels (2), comme en témoigne une délibération du 12 septembre 1789, prise en réponse à une communication de la Commission Intermédiaire de l'Assemblée Provinciale de la Haute-Normandie, qui, ayant invité, par un arrêté, les « Bureaux Intermédiaires » de son administration à employer tous leurs efforts pour « calmer les

(1) Séance du 13 juin 1790. Les décrets visés sont ceux des 14-20 décembre 1789 et 21 avril 1790; ce dernier chargeait les Municipalités de la police communale.

(2) Cependant, le registre des procès-verbaux fait encore mention de quelques désordres à Saint-Saulge et à Saint-Hilaire-Fontaine en juin 1790 (Séances des 2 et 5 juin).

esprits, et les ramener au système d'ordre sans lequel une Nation ne saurait subsister, » engageait la Commission du Nivernais à prendre les mêmes mesures. « La matière mise en délibération, et la demande de la Commission Intermédiaire de Normandie pesée avec toute l'attention qu'elle exige, il a été arrêté que la Commission du Nivernais n'enverrait pas d'arrêté à ses Bureaux de correspondance, parce que l'agitation dans le Nivernais n'est pas aussi grande que dans la Normandie, que la circulation des blés n'est pas interrompue, que les habitants des campagnes sont tranquilles; enfin, que, pour ne pas se compromettre avec les officiers chargés de maintenir l'ordre et la tranquillité publique, elle se contenterait de recommander dans toutes les occasions l'union, la concorde et la paix, d'exciter ses correspondants à en faire autant, et à persuader au peuple d'attendre avec confiance les décrets de l'Assemblée Nationale. »

Le rôle de la Commission Intermédiaire fut beaucoup plus important en ce qui concernait la publicité à donner aux lois et règlements de l'Assemblée Nationale ou du Gouvernement. La plupart des textes promulgués en 1789 et pendant les six premiers mois de 1790 furent envoyés à la Commission, avec mission d'en communiquer la teneur aux municipalités, et quelquefois de les faire appliquer par ces dernières.

Nos députés furent même avisés (1), par l'Intendant, qu'en vertu de lettres patentes du 6 novembre 1789, prises en exécution d'un décret de l'Assemblée Nationale, ils devaient conserver tous les décrets et en ordonner la « transcription sur le registre des Corps administratifs ».

Mais la Commission Intermédiaire n'a pas eu de relations qu'avec le Gouvernement. Elle a correspondu quelquefois aussi avec les représentants de la province à l'Assemblée Nationale.

On trouve, à ce propos, dans le registre des délibérations, une page intéressante (2); « M. Duvernay a lu une lettre des

(1) Séance de 30 novembre 1789.

(2) Séance du 4 septembre 1789.

députés de la Province du Nivernais à l'Assemblée Nationale en date du 31 août. Les représentants instruisirent la Commission des questions majeures dont la discussion les occupe, détruisent les faux bruits de division entre les membres de l'Assemblée Nationale répandus de toutes parts par les ennemis de l'État; ils protestent que, dans cette auguste Assemblée, tous les vœux sont réunis pour le bien général et qu'il n'y a de scission que sur les moyens d'y parvenir; ils terminent par prier les Députés de la Commission Intermédiaire d'être les garants de leur fidélité à ne consulter jamais que les véritables intérêts de la Nation.

« Il a été arrêté..... qu'il serait répondu à MM. les Députés du Nivernais que la Commission Intermédiaire était bien persuadée qu'ils prendraient dans toutes les circonstances le parti que leur dicterait leur honneur, leur conscience, et leur amour connu pour le bien général, et que, là dessus, ils n'avaient pas besoin de garants; que, quoiqu'il fût bien difficile de détromper ceux qui ne veulent pas l'être, et d'étouffer les clameurs des mal-intentionnés, elle manifesterait, autant qu'il serait en elle, l'amour de tous les membres de l'Assemblée Nationale pour le bien du royaume, l'inviolable fidélité des Députés de la province à leur serment, leur zèle pour l'union, la concorde et la paix ».

D'autre part, on a vu que la Commission avait demandé à l'Assemblée Nationale, par l'intermédiaire des Députés du Nivernais, la modification d'un décret concernant les impôts.

Ce sont là les seules traces qui soient restées, parmi les pièces qui concernent l'Assemblée Provinciale, des rapports entre les administrateurs de la Province et les Constituants.

Une mission importante, dont le Contrôleur général chargée (1) la Commission, fut celle d'obtenir des « titulaires de bénéfices et des supérieurs de maisons et établissements

(1) Séance du 14 décembre 1789.

ecclésiastiques..... la déclaration de tous les biens et revenus dépendants des dits bénéfices, maisons et établissements » (1), et de veiller à la conservation des biens ecclésiastiques, et à celle des archives et bibliothèques des monastères et chapitres (2).

A ce propos, elle entre même en relations avec le comité ecclésiastique de l'Assemblée Nationale, lequel, par l'organe de son secrétaire, Treilhard, lui demande (3) « d'inviter les Municipalités à remplir les cadres de l'état qui leur est envoyé ». Pour « seconder les vues du Comité », la Commission décide d'écrire aux municipalités une « lettre circulaire en leur envoyant les états à dresser » (4).

Un peu plus tard (5), ayant reçu des municipalités ces « états désignatifs des biens d'église », elle les adresse au Comité ecclésiastique.

De nouveaux textes (6), confiant aux « administrations de départements et de districts l'administration des biens déclarés à la disposition de la Nation », décidant la suppression des dîmes et le paiement en argent du traitement des ecclésiastiques, et prescrivant un inventaire du mobilier et des titres des bénéfices, reçus le 3 mai par la Commission, sont envoyés aussitôt à l'impression. La Commission s'est assez activement occupée de cette question des biens ecclésiastiques. Nous avons retrouvé, en effet, aux archives de la Nièvre (7), un certain nombre de lettres des Officiers Municipaux en réponse à la circulaire qui leur avait été envoyée.

D'après cette correspondance, les opérations ordonnées par

(1) En vertu des lettres patentes du 18 novembre 1789 sur le décret de l'Assemblée Nationale du 13.

(2) En vertu des lettres patentes du 27 novembre, ordonnant l'exécution des décrets des 7 et 14 novembre 1789.

(3) Séance du 17 février 1790.

(4) Voir pièce justificative n° V.

(5) Séance du 8 avril 1790.

(6) Lettres patentes sur les décrets des 14 et 20 avril 1790.

(7) Correspondance de la Commission Intermédiaire Provinciale.

les décrets de l'Assemblée Nationale se firent sans difficulté (1) dans le Nivernais.

La Commission agent de la Province.

I. — BUDGET PROVINCIAL

Les ressources mises à la disposition de la Commission pour constituer les recettes du budget de la province, étaient prises principalement sur les fonds libres de la capitation et sur les fonds des dépenses variables (2). (Séances du 22 mai 1789 et 31 mars 1790.) Mais il avait fallu, pour créer le budget du Nivernais, diviser entre le Nivernais et le Bourbonnais « les dépenses précédemment affectées sur les fonds de la Généralité de Moulins » (3).

De ces fonds, un cinquième revint au Nivernais (4).

D'autre part, au début de l'existence de la Commission, l'Intendant avait dressé une « ordonnance de la somme de dix-huit cents livres, au profit du secrétaire de l'Assemblée Provinciale, pour subvenir aux premiers frais d'administration (5).

(1) Cependant, la Commission est saisie, dans une de ses dernières séances, (10 juillet 1790), d'une plainte des officiers municipaux de Rémilly contre les Chartreux d'Apponay qui « vendent les bestiaux de leurs domaines ».

Les Commissaires prétendent « ne pouvoir faire droit sur des plaintes aussi vagues », et répondent aux officiers municipaux « qu'il est quelquefois d'une bonne règle de vendre les bestiaux d'un domaine, surtout lorsque le fonds du cheptel est conservé, et que les bestiaux vendus consommeraient des fourrages que les colons seraient obligés d'acheter ».

(2) Mais « la disposition des fonds libres et variables n'est pas confiée sans réserve à la Commission ; les dépenses auxquelles elle est autorisée à pourvoir sont, le plus souvent, déterminées par des états arrêtés au Conseil ». (Procès-verbal de la séance du 8 avril 1790).

(3) Lettre du Contrôleur Général du 18 septembre 1789. (Dossier de la correspondance de l'Assemblée Provinciale, *Archives de la Nièvre*).

(4) Séances des 23 septembre 1789, 6 janvier et 16 avril 1790, et lettre du Contrôleur Général Lambert, du 13 avril 1790. (Correspondance de l'A. P.)

(5) Séance du 29 novembre 1788.

Cette somme était destinée à acquitter les premiers frais d'établissement de l'Assemblée, jusqu'au 31 décembre 1788 (1). Pour donner une idée approximative de l'importance de ce budget local, on peut relever, sur le registre des procès-verbaux, les délibérations concernant des attributions de crédits à la Commission Intermédiaire. Le 20 janvier 1789, Necker annonce à la Commission que « Sa Majesté a fixé à vingt-huit mille livres la diminution en moins imposée pour la Généralité »; sur cette somme dix mille livres sont attribuées au Nivernais, pour le fonds de charité, et « la distribution et l'emploi » en sont confiés à la Commission ainsi que le choix de l'emplacement des ateliers, et « la méthode à observer dans la rédaction des états de distribution ». Necker adressa à la Commission, le 20 mars 1789, un tableau « des fonds libres et des fonds variables de la Généralité de Moulins, pour lui faire connaître le partage qui doit en être fait entre les deux Assemblées Provinciales ».

(1) A la séance du 24 mars 1789, la Commission ouvre une lettre du Directeur Général, qui accuse réception de « l'état de l'emploi » de cette somme de 1.800 livres, et demande un « tableau par aperçu », conforme au modèle joint à sa lettre, des « frais d'administration pour l'année 1789 ».

La confection de ce tableau, arrêté à la séance du 18 avril 1789, et envoyé au Directeur Général, est l'occasion pour la Commission de déclarer qu'elle « aurait désiré porter plus loin encore l'économie dans l'emploi des deniers de la province ».

Le 9 mai, le Directeur Général écrit à la Commission que « le Roi a vu avec satisfaction l'économie qu'elle a apportée dans la fixation de ses frais d'administration ».

Le 15 mai 1790, « M. Guynet a lu une lettre de M. le Contrôleur général en date du 13, par laquelle ce ministre annonce à la Commission, qu'il a examiné le compte qu'elle lui a adressé des frais de son administration. Le témoignage d'approbation que le Conseil donne à la régie de la Commission est la plus flatteuse récompense qu'elle pouvait recevoir de la sévère économie dont elle s'est fait une inviolable loi dans l'emploi des deniers de la province. »

Enfin dans une des dernières séances (15 juillet 1790) « M. Guynet a lu une lettre de M. le Contrôleur général qui approuve les différents bordereaux de comptes qui lui ont été adressés par la Commission le 9 mai dernier. » Ces comptes s'élevaient à 7.500 fr. (lettre de Necker, Correspondance de l'Assemblée Provinciale). « Ce ministre ajoute que le remplacement du mandat de trois mille livres, tiré sur les fonds variables de 1790, par un autre mandat sur les fonds de la même année est conforme aux principes d'une bonne comptabilité. »

Voici ce tableau (1) :

GÉNÉRALITÉ DE MOULINS.

État des diverses impositions dont le fonds des dépenses variables est composé.

	Impositions accessoires de la taille	Sommes destinées au Nivernais
Constructions des cazernes	60.000	12.494
Levées et équipements des milices .	39.101	8.210
Gratifications aux maîtres de poste .	12.000	Néant.
Subsistance des enfants exposés . . .	14.883 ¹ 16 ^s 8 ^d	Néant.
Pépinières	3.800	790
Logements militaires	10.000	2.083
Indemnité aux exécuteurs de haute justice	1.800	375
	144.644 ¹ 16 ^s 8 ^d	23.952 ¹

Le 22 mai, la Commission reçoit « deux ordonnances de M. l'Intendant sur le Receveur général des finances en exercice 1789, l'une de la somme de cinq mille six cent vingt-huit livres, quatre sols, quatre deniers, sur les fonds libres de la capitation, et l'autre de vingt-trois mille neuf cent cinquante-deux livres, sur les fonds des dépenses variables », et dont on vient de lire le détail. En outre, elle doit recevoir du Trésor royal une somme de vingt-deux mille cinq cents livres pour les travaux publics (2), qui s'ajoute à celle de soixante-onze mille livres devant provenir de la contribution des routes (3).

De plus, il s'est trouvé, en 1789, cinq mille quatre cent quarante-trois livres, douze sols neuf deniers de revenant bon des années antérieures (4).

(1) Correspondance de la Commission Intermédiaire Provinciale du Nivernais. (*Archives départementales de la Nièvre.*)

(2) Séance du 15 juillet 1789.

(3) Séance du 14 février 1789.

(4) Séances des 15 et 24 juillet 1789.

Enfin, les sommes à payer par les ci-devant privilégiés, pour les six derniers mois de 1789, furent destinées à accorder des secours « aux contribuables de la province qui auraient éprouvé des malheurs, » comme l'atteste le procès-verbal de la séance du 14 mars 1790. Le registre ne nous dit pas sur quel exercice ce crédit a été imputé, ni à combien il s'élevait.

Pour 1790, voici les renseignements qui sont donnés par les procès-verbaux.

Le 18 novembre 1789, la Commission demande au Roi l'attribution à la province, pour l'année 1790, du « dixième des impositions sur les villes et communautés de la province remplaçant la corvée, soit soixante-quatorze mille quatre cent quatre-vingt-quatre livres, dix-sept sols neufs deniers, pour être employés aux travaux des routes ». Il en est ainsi ordonné par un arrêt rendu quelques jours plus tard (1).

Par une lettre, en date du 28 mars 1790, le Contrôleur Général « annonce à la Commission que M. l'Intendant vient d'être autorisé à délivrer sur le Receveur Général des Finances deux ordonnances, l'une de mille quatre cent sept livres, un sol, un denier, faisant le quart du montant des fonds libres de la capitation de 1789; l'autre de cinq mille neuf cent quatre-vingt-huit livres, faisant le quart du montant des fonds variables. Ce ministre pense que ces deux ordonnances suffiront aux dépenses d'administration des premiers mois de l'année (2). »

Dans la séance du 10 avril, « M. Guynet a lu une lettre de M. de la Millière (3) en date du 3 de ce mois, par laquelle il annonce à la Commission que M. le Premier Ministre

(1) Séance du 2 décembre.

(2) L'Intendant ayant adressé les « ordonnances » des sommes sus-visées a demandé à la Commission de les lui renvoyer « dans le cas où ces sommes excéderaient celles qui sont nécessaires pour le paiement des dépenses des six premiers mois de cette année », et qu'il les remplacerait par d'autres « qui ne comprendront que les sommes dont la Commission aura besoin ». La Commission lui répondit qu'elle ferait suivant son désir, si elle pouvait « subvenir aux dépenses nécessaires jusqu'à la prochaine Assemblée de Département ». (Séance du 1^{er} juillet 1790)

(3) Intendant des Ponts et Chaussées.

des Finances, forcé par les circonstances impérieuses du moment, a vu avec regret qu'il n'était pas encore possible de déterminer la somme qui sera accordée à la Généralité de Moulins, mais qu'à compter du 1^{er} avril, il serait assuré à la Commission Intermédiaire du Nivernais, pour le payement des ouvrages des Ponts-et-Chaussées, la somme de mille trois cent trente-trois livres, six sols, huit deniers par mois ».

Les renseignements et les chiffres qui viennent d'être donnés sont les seuls que nous ayons pu retrouver, et ils donnent une idée bien incomplète de ce qu'était le budget du Nivernais (1).

On peut cependant constater que le budget provincial était alimenté par des crédits pris, en général, sur les sommes qui restaient des impôts, après le prélèvement du trésor royal. C'est ainsi que la province avait sa part dans les fonds provenant de la taille, de la capitation, de l'imposition des routes remplaçant la corvée. A ces ressources s'ajoutaient des sommes attribuées par le Conseil, et destinées le plus souvent aux travaux publics et aux œuvres de bienfaisance.

(1) Nous donnons ci-dessous la récapitulation des crédits que nous savons avoir été attribués aux budgets du Nivernais, avec leur destinations, pendant le fonctionnement de la Commission Intermédiaire. Mais il est infiniment probable que cette énumération est incomplète :

1788

Mandal de l'Intendant pour frais d'administration	1.800 ¹
---	--------------------

1789

Contribution remplaçant la corvée (pour les travaux des routes) .	71.100 ¹
Fonds provenant du moins imposé (pour travaux de charité) ..	10.000
Fonds libres et fonds variables de la taille.....	23.952
Fonds libres de capitation (pour frais d'administration).....	5.628
Crédit pour les travaux publics	22.500
Revenant bon de la prestation pécuniaire des années antérieures.	5.443
TOTAL.....	138.623 ¹

1790

Contributions remplaçant la corvée (pour les travaux des routes)	74.484 ¹
Fonds libres de la capitation (pour frais d'administration)....	1.407
Fonds variables (de la taille ?) pour frais d'administration)....	5.988
Crédit pour travaux publics (1.337 livres par mois).....	16.044
TOTAL.....	97.923 ¹

Les dépenses à la charge de la province étaient nombreuses et variées ; y étaient compris : les fonds destinés aux travaux publics et ateliers de charité, aux indemnités et aux salaires de certains fonctionnaires (1), aux frais de bureau et d'administration de l'Assemblée Provinciale ; aux primes (2) et aux secours aux particuliers ; les crédits pour frais d'impression et de publicité des textes législatifs (3), pour certaines bourses d'études (4), enfin pour les indemnités à accorder aux médecins et vétérinaires ayant soigné des épidémies ou des épizooties, quand les particuliers étaient incapables de les payer.

Pendant l'organisation du Département de la Nièvre, les frais faits par les Commissaires du Roi (5) chargés de ce travail furent acquittés, sur l'ordre du Contrôleur Général, en date du 16 mai 1790, par des mandats de la Commission, tirés sur les fonds variables de l'exercice 1789 (6).

La Commission a toujours fait preuve, dans sa gestion financière, d'une grande exigence pour ce qui touchait à la régularité de sa comptabilité, et d'une économie tout à fait stricte. C'est ainsi qu'un vétérinaire du nom de Férien lui ayant soumis un mémoire sans preuves justificatives, la Commission décida que « présenté dans la forme que lui a donnée le sieur Férien » il ne pouvait être acquitté (7).

(1) Dans ces dépenses entraient « les frais pour logement et dépenses de bureau de l'Ingénieur en Chef de cette Généralité » (séance du 12 juillet 1789) ; les frais de logement du Commissaire des Guerres (mille deux cents livres à partager avec le Bourbonnais) (séance du 9 octobre 1789) ; l'indemnité à l'exécuteur de la Haute Justice à Nevers (séance du 10 juillet 1789) ; les frais de logement des officiers de maréchaussée des brigades des élections de Nevers et de Château-Chinon (séances du 1^{er} et du 15 juillet 1789).

(2) Dans ce crédit rentraient les gratifications pour destructeurs de loups (douze livres pour un loup, et trois livres pour un louveteau (séances des 30 juin, 1^{er}, 10, 12 et 15 juillet 1789).

(3) Ces frais étaient à partager avec le Bourbonnais.

(4) La Province entretenait à l'École Vétérinaire d'Alfort deux élèves ; le prix de chaque pension était d'environ cinq cents cinquante livres (Séances des 14 mai, 6 juin, 10 juillet, 26 août, 31 août, 25 octobre 1789).

(5) Le 6 juin 1790, la Commission signe « au profit de MM. les Commissaires du Roi un mandement de six cent vingt-neuf livres, douze sols.

(6) Séance du 20 mai 1790.

(7) Séance du 31 mai 1789.

D'autre part, un « sieur Barailhon, médecin en chef de la Généralité de Moulins pour le traitement des épidémies, des épizooties et pour tous les objets de salubrité publique », ayant demandé à la Commission le paiement de ses appointements et frais de bureau s'élevant à mille six cents livres (dont le cinquième devait être payé par le Nivernais), la Commission écrivit au Contrôleur Général que « ce docteur n'avait été d'aucune utilité au Nivernais, que c'était un insupportable abus qu'un médecin attaché à la province demeurât à Montluçon », et qu'elle suspendait le paiement jusqu'à ce qu'il lui ordonnât de payer (1).

II. — TRAVAUX PUBLICS (2).

Dès les premiers jours de son installation, la Commission Intermédiaire fut amenée à délibérer sur la matière. A la séance du 7 décembre 1788, elle ouvre une lettre de l'Intendant, qui lui annonce une communication de M. de la Millière » (3) ayant pour objet la remise des états de situation des ouvrages des ponts et chaussées exécutés sur les fonds de l'exercice de 1787; puis la Commission écrit « à l'Ingénieur en chef de la Généralité de Moulins que les fonds destinés à la confection des routes n'étant que de soixante et dix à soixante et douze mille livres, il voulut bien ne faire former des devis pour les travaux à exécuter en 1789 qu'en proportion de ces moyens ». Le 16 janvier, « il a été fait lecture d'une lettre de M. l'Ingénieur en chef, qui annonce à la Commission l'envoi des détails qu'il avait promis par sa lettre du

(1) Séance du 6 janvier 1790.

(2) Le plan que nous efforcerons de suivre, en tenant compte de l'ordre chronologique des séances de la Commission, comportera d'abord les délibérations touchant les ponts et chaussées et les ateliers de charité (construction, entretien, réparations des routes et travaux d'art.), et ensuite les réparations ou constructions d'églises ou de presbytères.

(3) Intendant des Ponts et Chaussées.

10 décembre dernier. Ces détails comprennent l'indication des routes entreprises et à entreprendre, des ouvrages d'art, des fonds que l'on peut y employer, des fonds pour les pépinières, des fonds de charité, de la dépense à faire pour donner aux différentes paroisses des communications avec les grandes routes. Il a été arrêté que, sur cet état, il serait fait à M. Mauricet (1) des observations, tant sur les routes entreprises et leur entretien, que sur les routes à entreprendre et les ouvrages d'art, qu'on lui demanderait de nouveaux éclaircissements pour porter la plus grande économie dans les différents objets de dépense ».

Peu de temps après, à la séance du 14 février, est ouverte une lettre de l'Ingénieur en Chef, qui envoie « à la Commission : 1° un extrait des devis faits pour l'emploi des 71.000 livres qui seront imposées pour les chemins de son ressort; 2° un exemplaire du devis général qui fait la base des devis particuliers. M. Bouard du Cholet a été prié d'avertir M. Mauricet que la Commission désirait s'entretenir avec lui sur tous les objets relatifs à la partie d'administration dont il est chargé. Ensuite, il a été fait lecture des instructions sur le service des ponts et chaussées qui sont jointes à la lettre de M. le Directeur Général du 12 février et, après les avoir méditées, il a été arrêté que la Commission Intermédiaire ne prendrait pas sur elle-même de juger de la capacité des entrepreneurs, qu'elle s'appuyerait provisoirement du témoignage des Ingénieurs, auxquels elle s'en rapporterait de préférence, sauf à prendre d'autres mesures, si l'Assemblée Générale ne confirmait pas son arrêté » (2).

(1) Ingénieur en Chef des Ponts et Chaussées de la Généralité de Moulins.

(2) A ce propos la Commission ayant décidé, d'accord avec l'Administration des Ponts et Chaussées, de n'admettre aux adjudications des chemins que des entrepreneurs munis de certificats de capacité signés de l'ingénieur ou des sous-ingénieurs de la province, des protestations contre les adjudications s'élevèrent. Moreau, curé de Château-Chinon (séance du 14 mai), Ballard, maire de Saint-Pierre-le-Moutier (séance du 16 mai), les habitants de Limanton (séance du 28 novembre), réclamèrent vivement contre la manière de procéder adoptée par la Commission. Les affaires ainsi soulevées occupèrent en partie un certain nombre des séances de la Commission. (La protestation de Château-Chinon fut examinée et discutée les 17 mai, 25 et

A la Commission incombait le soin de diriger et de surveiller les ateliers de charité, et d'en créer là où le besoin s'en faisait sentir.

Les ateliers de charité étaient destinés à occuper, pendant les périodes de chômage, les habitants de certaines paroisses. Ils avaient pour but la construction, la réparation et l'entretien des routes, et surtout des chemins ; mais la bienfaisance était leur raison d'être (1) ; leur emplacement était déterminé par la Commission Intermédiaire, à laquelle incombait également la surveillance et le paiement des travaux qui y étaient exécutés.

Les crédits affectés aux ateliers de charité étaient constitués par le « fonds de charité » attribué par le pouvoir royal, auquel s'ajoutaient parfois des contributions versées soit par des paroisses, soit par des particuliers. La Commission avait recours, pour l'entreprise des travaux de chaque atelier, à la procédure de l'adjudication.

Elle fut chargée (2) « de la distribution et de l'emploi » d'une somme de 10.000 livres affectée au Nivernais, pour son fonds de Charité, en 1789. A ce propos, le Directeur général donne à l'Intendant l'ordre de faire remettre à la Commission Intermédiaire les instructions et lettres ministérielles, qui se trouvent dans ses bureaux, « sur cette partie d'administration ». Et la Commission répond au Ministre que « rien ne sera négligé pour porter des secours dans les lieux où ils paraîtront plus nécessaires, surtout pour empêcher que les travaux commencés dans les années précédentes ne deviennent inutiles ».

Mais elle manque d'expérience et elle demande bientôt à

30 juin, 12 juillet, 23 novembre ; celle de Saint-Pierre, les 20 et 27 mai, 6, 12 et 30 juin, 1^{er} juillet).

Le Conseil du Roi, appelé à juger le bien-fondé de la protestation du Maire de Saint-Pierre, la déclara, par un arrêt du 6 août, « radicalement nulle et illusoire ». Necker en avisa la Commission par une lettre, dans laquelle il approuvait pleinement sa manière d'agir. (Séance du 12 août 1789).

(1) Cf. plus loin, p. 130, note 1.

(2) Séance du 20 janvier 1789.

l'Intendant un « extrait de l'état arrêté au Conseil pour l'emploi des fonds de charité de 1788, pour pouvoir proposer au ministre une distribution qui lui paraîtra le plus avantageuse, en réunissant les intérêts des pauvres et ceux de la province ». (1)

L'Intendant envoie aussitôt (2) les renseignements demandés. Un atelier a été ouvert « par les fonds de charité et quelques contributions particulières », entre la ville de Nevers et le port de Givry-sur-Loire. M. de Givry, dans une lettre lue à la séance du 28 février, promet de « fournir à la Commission le devis estimatif des ouvrages qui restent à exécuter sur cet article, conformément à la demande qui lui en a été faite ».

Le 2 mars, les Commissaires examinent les « devis estimatifs des travaux à exécuter dans la présente année 1789, pour l'entretien, construction et réparation des routes », et ouvrent une lettre de l'Ingénieur, qui déclare qu'il « a fait, sur les devis et détails des travaux à exécuter en 1791, les changements dont il était convenu avec MM. de la Commission, et il leur adresse les états qu'il en a fait ».

Les Procureurs Syndics ont ensuite informé la Commission qu'ils écrivaient à MM. du Bureau de Correspondance de Château-Chinon, pour leur demander, (« le Roi ayant accordé 10.000 livres pour les travaux de charité), des devis estimatifs des ouvrages qui restent à exécuter sur l'atelier de la paroisse d'Aunai, et aux abords de Château-Chinon (3). »

Le 8 mars, la Commission fait écrire au Marquis de Vogué, et au prier des Chartreux d'Apponay « relativement à l'atelier de charité, ouvert sur la route de Decize à Luzy, et compris dans l'état arrêté au Conseil le 14 avril 1788 pour une somme de 3.000 livres, « à laquelle M. de Vogué devait ajouter une somme égale. Il a été sursis à la distribution des

(1) Séance du 30 janvier.

(2) Séance du 7 février.

(3) Séance du 5 Mars.

fonds accordés par le Roi, pour l'exercice de 1789, jusqu'à la réponse de M. le Marquis de Vogué (1). »

La requête du sieur de Sionville (2), tendant : 1^o à demander un chemin du domaine de Châtres jusqu'à celui de Gondelin, dans la paroisse de Guérigny, vu que la dépense qui sera accordée pour les 340 toises de chemin, ne sera qu'une anticipation de jouissance de la route qui est arrêtée de Nevers à Prémary et à Auxerre; 2^o à employer une plus forte somme sur le chemin des Bordes au gué d'Heuillon, pour lequel, depuis deux ou trois ans, il n'a été assigné que de très modiques fonds, a été examinée avec toute l'attention que demande son objet; et il a été délibéré de prendre, sur les fonds destinés aux ateliers de charité, la somme de 1.500 livres, pour la confection du chemin entre le domaine de Châtres et celui des Gondelins; il n'a pas été possible d'employer une plus forte somme au chemin des Bordes au gué d'Heuillon, l'état des routes de la province ayant été arrêté antérieurement à la requête du dit sieur de Sionville. »

Le 20 avril 1789, la Commission ayant reçu une lettre de l'Intendant des finances, qui annonce que le Conseil a approuvé le projet de distribution des fonds de charité pour 1789, en informe « MM. des bureaux de Correspondance de Saint-Pierre et de Château-Chinon, M. le Marquis de Vogué, et M. de Sionville, Inspecteur des forges Royales de la Chaussade, » en les priant d'employer dans les ateliers, « suivant les intentions de Sa Majesté, les pauvres habitants des paroisses circonvoisines. »

Le 29 mars, la séance avait été consacrée à l'examen des devis et détails des ouvrages à exécuter en 1789, et le 5 avril la Commission s'était occupée des « adjudications » des chemins. Elle a pensé que, des vingt ateliers énoncés dans les

(1) Par sa réponse, en date du 26 mars, « ce seigneur promet de contribuer, pour 1789, à la confection de la route de Decize à Luzy, dans la proportion des années précédentes ».

(2) Directeur des Forges de la Chaussade.

devis, quinze devaient, à raison de la plus grande proximité, être adjugés à Nevers, et les cinq autres à Château-Chinon.

« En conséquence, il a été arrêté que la Commission chargerait MM. du Bureau de Correspondance de Château-Chinon, de faire avec les formalités ordinaires, l'adjudication des ateliers de Chatillon à Tamnay, de Chaumotte à Château-Chinon, de Château-Chinon au pont Charraux, du pont Charraux au village de Chintres, et de la Maison de Bourgogne au pont de Vaux (1), que l'adjudication des quinze autres serait faite à Nevers, le 10 mai prochain. »

Le 26 avril la Commission envoie ses correspondants de Château-Chinon « le détail estimatif des dépenses de chaque atelier, afin de leur faire connaître, au moins par approximation, le prix des ouvrages à exécuter, » et aussi, pour les prier de « ne les adjuger qu'à un quarantième de rabais sur l'estimation de l'ingénieur, vu que cette diminution a été obtenue dans toutes les adjudications précédentes. »

Les membres du Bureau de Correspondance de Château-Chinon, répondent aussitôt, et témoignent « le désir (2) d'admettre indifféremment aux adjudications des chemins tous les entrepreneurs qui se présenteront, même pour de très petites parties. La Commission a jugé devoir, dans les circonstances où elle se trouve, persister dans ses précédents, arrêtés, sauf à prendre d'autres mesures, si l'Assemblée générale ne tenait pas à la forme ancienne, si, pour favoriser la concurrence, obtenir un plus grand rabais, elle pensait qu'il est de l'intérêt de la province de recevoir toutes les mises, même celles que des entrepreneurs sans connaissance font au hasard et demandent presque aussitôt de retirer, pour ne pas être ruinés, eux ou leur caution. »

Le 6 mai, les Commissaires procèdent à l'adjudication des ateliers de Barbeloup (3) à Pougues, de Pougues à Vernu-

(1) Aujourd'hui moulin commune de Tazilly.

(2) Séance du 29 avril.

(3) Aujourd'hui hameau commune de Tronsanges.

ches (1), de Nevers à Plagny (2) abords de Magny, de Magny à Moiry (3), de Moiry à Saint-Pierre-le-Moutier, de Saint-Pierre-le-Moutier au pont de Villefranche (4), de la Barate (5) à Decize, de Nevers aux Ponts-Saint-Ours (6), des Bordes (7) aux Greux (8), de Demeurs (9) au domaine de la Châtre (10), de Nevers au bois de Faye (11) abords de Prémery, de Rouy à Châtillon deux ateliers, de Decize à Luzy trois ateliers.

Les procès-verbaux des différentes adjudications sont déposés au Greffe de l'Assemblée.

Les procès-verbaux des opérations effectuées à Château-Chinon le 2 mai parviennent le 8 à la Commission Intermédiaire.

A la séance du 25 mai, « il a été mis..... sur le bureau une lettre en date du 22 du courant de M. le Directeur Général, qui charge la Commission de s'occuper avec la plus grande célérité de la distribution des fonds des travaux de charité pour l'année 1789. L'un de MM. les Procureurs Syndics a observé, que, malgré la pressante nécessité de mettre les ateliers en activité dans cette saison, où il reste peu de travaux pour occuper les habitants de la campagne, on ne pouvait guère s'empêcher de demander au Ministre : 1° s'il approuve la détermination de la Commission, de ne distribuer de ces fonds qu'aux Seigneurs ou aux Municipalités qui consigneraient à l'avance le montant de leurs contributions entre les mains des Receveurs particuliers des Finances; 2° s'il trouve bon que la Commission porte, comme ont fait MM. les Intendants, une partie des fonds destinés aux ateliers de charité

(1) Aujourd'hui hameau commune de Varennes-les-Nevers.

(2) Aujourd'hui hameau commune de Sermoise.

(3) Aujourd'hui hameau commune de Sainte-Parize-le-Châtel.

(4) Aujourd'hui ferme commune de Tresnay.

(5) Aujourd'hui hameau commune de Saint-Éloi.

(6) Aujourd'hui hameau et pont sur la Nièvre, commune de Coulanges-les-Nevers.

(7) Aujourd'hui hameau commune d'Urzy.

(8) Le Greux, aujourd'hui hameau commune d'Urzy.

(9) Aujourd'hui hameau commune d'Urzy.

(10) Châtres, aujourd'hui hameau commune de Guérigny.

(11) Aujourd'hui commune de Sichamps.

sur les routes qui s'ouvrent aux dépens de la province, en ayant soin, autant qu'il sera possible, de rapprocher les ateliers des communautés auxquelles les circonstances obligeraient de prêter quelques secours.

Sur quoi il a été arrêté que la Commission écrirait dans cet esprit à M. le Directeur Général (1), et l'instruirait en même temps que les journaliers du Forez, qui se répandent dans cette province, obtiennent dans les travaux publics, la préférence sur les pauvres habitants des paroisses, et qu'ainsi les bienfaits de Sa Majesté échappent à leur véritable destination ».

Les occupations de la Commission, concernant les ateliers de charité, ne l'empêchaient pas de correspondre avec l'Intendant au sujet des autres travaux publics. Elle envoie au visa de ce dernier, le 27 mai, « trois états de situation des ouvrages ordonnés, sur les routes de cette province, en 1787 et 1788; le bordereau Général des anticipations revenant bon des années antérieures; l'état des dépenses à faire, pour réparer, entretenir et perfectionner les routes commencées; enfin un avant projet de distribution des fonds destinés aux ouvrages d'art pour l'année 1789 ».

Un peu plus tard (2), il a été « envoyé à M. de la Millière : 1^o l'état de situation des ouvrages d'art du Nivernais au 31 décembre 1788; 2^o un avant projet d'état du Roi pour les dépenses à faire en 1789 sur les 22.500 livres qui sont à recevoir du Trésor Royal; 3^o un extrait de l'état de situation

(1) Cette lettre fut en effet écrite, et les Commissaires y faisaient montre d'une intéressante initiative, en demandant au Ministre s'il ne croyait pas préférable d'employer les fonds de charité sur les grandes routes, au lieu de le faire sur « des communications peu intéressantes et qui deviennent bientôt impraticables parce qu'elles ne sont pas entretenues ». Le Directeur général fait répondre par Blondel que « les fonds de charité sont une véritable aumône destinée à donner des moyens de subsistance aux journaliers, dans les moments où les travaux de la campagne ne leur offrent point de ressources; qu'il n'y a pas lieu d'examiner si ces fonds pourraient être employés à des choses d'une utilité plus durable que les communications vicinales; que la véritable destination de ces mêmes fonds est remplie, lorsque l'indigence laborieuse a été secourue, et que le secours a été porté dans le lieu et au moment où le besoin s'en faisait sentir ». (Séance du 19 juin 1789).

(2) Séance du 15 juillet.

des travaux des routes au 31 décembre 1788; 4° l'état de situation des travaux des routes, année 1787, au 31 décembre de la même année; 5° le bordereau général des anticipations en revenant bon des années antérieures; enfin, un état des dépenses à faire pour entretenir, réparer et perfectionner les routes commencées, et faire celles qui ne sont encore que projetées.

« Quoique la modicité des fonds accordés par le Roi ne permette pas de travailler cette année aux ouvrages d'art, la Commission a demandé s'il ne serait pas possible de destiner une partie des 5.443 livres 12 sols 9 deniers de revenant bon aux réparations urgentes qu'exige le pont de Luzy, sur la route d'Autun à Limoges, et le pont Charraux sur la route de Nevers à Autun, et d'employer le surplus aux abords de Magny, sur la route de Paris à Lyon ou sur celle de Luzy au pont des Vallètes ».

Le 24 juillet, est ouverte la réponse de l'Intendant des Ponts-et-Chaussées; celui-ci « n'a pas cru devoir proposer au Conseil d'employer à des réparations de ponts les 5.443 livres 12 sols 9 deniers de revenant bon qui ont eu lieu sur les fonds de la prestation pécuniaire; il préfère imputer sur le revenant bon la dépense du transport du pavé et du sable » pour l'entretien des chaussées, et diminuer de la même somme les « fonds faits pour les deux baux d'entretien de pavé ». On « destinerait alors les fonds aux trois ponceaux à continuer sur la route de Nevers à Luzy, et aux réparations (1) des ponts de Luzy et Charraux. »

« La Commission a accepté cet arrangement, » et, ayant reçu le « détail des ouvrages à faire » pour la construction de ces ponceaux, elle les a examinés à sa séance du 2 décembre. Ayant observé que la réparation de pont Charraux, qui avait été évaluée à 2.300 livres, n'était comprise dans le détail que pour 1.000 livres, et ces réparations étant de nature à « ne pouvoir être faites par partie », elle décide de

(1) Voir plus loin, p. 136.

« demander à M. Mauricet, les moyens de destiner plus de fonds à cette construction urgente, sans déranger l'ordre de comptabilité. »

Le 12 décembre, est lue la réponse de ce dernier, dans laquelle il « convient de la justesse de l'observation qui lui a été faite..... et représente à la Commission que l'entrepreneur qui sera obligé de faire des avances pourra dépenser 1.200 à 1.500 livres, avant qu'on fasse de nouveaux fonds; que dans le prochain état du Roi, qui se fera au mois de juillet ou août, il sera possible de porter encore mille livres, pour ces réparations, et alors on assurera à l'entrepreneur la somme à laquelle ont été estimés ces ouvrages.

La Commission surveille de très près les ateliers de charité; le 9 octobre, elle écrit à Benoit, pour lui « donner pouvoir de déterminer la position de l'atelier de charité entre Decize et Luzy, pourvu cependant que cet atelier ne se trouvât pas à une très grande distance de la paroisse de Fours, à moins que les travaux entre le Moulin Champlouet et les Arraux (1) ne soient absolument urgents.

« Le devis des ouvrages qui doivent être faits, cette année, sur la route de Decize à Luzy, a été envoyé au sieur Descombes, entrepreneur des travaux du Roi, avec ordre de s'y conformer exactement, et il a été tiré un mandement de 900 livres en les fonds destinés aux ateliers de charité, au nom de M. de Vogué, pour donner au susdit entrepreneur plus de facilité à commencer et à presser les travaux. »

La Commission reçoit le 9 janvier 1790 de l'Intendant, un état « des sommes qui restent entre les mains des Receveurs des Finances, sur les impositions pour les travaux des grandes routes, antérieurement à l'exercice de 1789. Cet état n'a point été jugé satisfaisant, et il a été arrêté qu'il serait communiqué aux Receveurs particuliers des Finances, à l'effet de savoir d'eux s'ils sont réellement redevables des sommes que M. l'Intendant annonce rester entre leurs mains ». Et la Commission

(1) Aujourd'hui hameau commune de Cercy-la-Tour.

décide de consulter l'Ingénieur en Chef « sur l'usage le plus utile qu'elle peut faire de ces fonds ».

Le 5 mars « M. Duvernay a lu..... la lettre de M. de la Millière en date du 2 de ce mois « par laquelle il expose « les considérations qu'il a mises sous les yeux de M. le Contrôleur Général relatives aux dépenses qui doivent être réputées faire partie de l'arrièremment, et d'après lesquelles il est chargé d'annoncer, de la part de ce Ministre, qu'il ne sera remis d'autres pièces au Comité de liquidation, qu'un compte particulier de chaque entrepreneur signé de lui, par l'inspecteur ou sous-ingénieur du département, et certifié véritable par la Commission Intermédiaire.

« En conséquence..... il a été arrêté qu'il serait demandé à l'Ingénieur en Chef de cette Généralité, l'état de situation des travaux de tous les entrepreneurs, de ce qui a été payé à chacun d'eux et de ce qui leur est redû, ne faisant point partie des dépenses arriérées. »

On a pu constater, dans les pages qui précèdent, combien les affaires de la province étaient confondues avec celles qui concernaient l'Etat, en matière de travaux publics. L'examen du registre des procès-verbaux de la Commission Intermédiaire ne permet pas de déterminer quels travaux avaient rapport aux chemins d'intérêt local, et quels autres étaient effectués sur les grandes routes. La Commission a dirigé en même temps les deux services, sans se dédoubler, si l'on peut dire, en agent provincial et agent royal.

Les réparations aux ouvrages publics ont été une partie importante de l'œuvre de la Commission Intermédiaire. Dès qu'elle était informée du mauvais état d'une route ou d'un pont, elle avisait, et si ses instructions n'étaient pas toujours très rapidement exécutées, la faute en incombait à l'organisation défectueuse de l'administration des ponts-et-chaussées.

D'autre part, des plaintes émanant de l'Intendant ou d'habitants de la province, et concernant l'état de certains ouvrages, parvinrent à la Commission. Il est à retenir qu'elle en a toujours tenu le plus grand compte.

Nous examinerons quelques-unes de ces réclamations, celles ayant trait aux routes étant analysées avant celles que l'état des cours d'eau avait motivées.

Le 25 février 1789, la Commission est avisée par l'Intendant « qu'une partie du mur qui soutient la Chaussée du Pont de Luzy, sur la route de Bourgogne, s'est écroulée, et que cette dégradation a rendu le passage très dangereux. Il a été délibéré que la Commission instruirait M. l'Intendant qu'elle mande à M. Mauricet, ingénieur de la Province, de prendre sans délai toutes les précautions nécessaires pour prévenir les accidents, et pourvoir à la sûreté des voyageurs. »

Par une lettre du 28 février (1), l'Ingénieur « mande qu'il s'informera de l'état du pont de Luzy », et qu'il fera un rapport à ce sujet. Mais, soit qu'il n'ait pas tenu sa promesse, soit que ses subalternes ne se soient pas conformés à ses ordres, la réparation ne fut pas faite, puisque, le 22 juin, la Commission, réunie d'urgence, apprend de l'Intendant que les réparations du pont de Luzy deviennent de plus en plus nécessaires, et que « la vie des voyageurs est en danger. » Elle prie aussitôt l'ingénieur « de dépêcher, sur-le-champ, le sieur Benoit (2), à l'effet de dresser un devis estimatif des réparations demandées ».

Une autre fois (3), les Commissaires sont informés par l'Intendant du mauvais état, dangereux pour les voyageurs, « surtout la nuit », du petit pont de bois, construit sur le ruisseau de Rozière (route de Decize à Nevers), et ils font écrire au « sieur Descombes de faire faire sans délai les réparations..... et d'informer la Commission, par le premier courrier, qu'il s'en est occupé ».

Le messenger de Nevers à Luzy ayant demandé quelques réparations sur cette route, l'Ingénieur, auquel la Commission avait soumis la requête, répond, le 2 août, que ces réparations « sont comprises dans les devis des ouvrages à

(1) Séance du 2 mars.

(2) Inspecteur des Ponts et Chaussées.

(3) Séance du 12 juillet 1789.

faire en 1790 », et que « la difficulté et peut-être l'impossibilité dans laquelle on sera de payer, cette année, les ouvrages courants, ne semblent pas permettre de faire des dépenses par anticipation (1). »

Le 1^{er} décembre, la Commission, avisée que la communication sur la route entre Saulieu et la Pierre Écrite, (2) est interceptée, donne, « au sieur Puiplat les ordres les plus précis de faire, le plus promptement possible, les réparations demandées. »

La Commission, ayant reçu des « plaintes de divers endroits » au sujet de l'état du chemin de Saint-Pierre-le-Moûtier à Saint-Imbert, donne l'ordre, dans sa séance du 4 janvier 1790, à l'inspecteur Benoit, de l'informer si l'entrepreneur a négligé de remplir les conditions de son adjudication.

En ce qui touche aux cours d'eau, les actes de la Commission furent les suivants :

Au mois de décembre 1788 (3), le Directeur Général charge les Commissaires de « faire incessamment constater par les Ingénieurs de la Province, les attérissements qui ont pu se former au-dessus et au-dessous des ponts, et qui, lors des crues, s'opposent au cours de la rivière, et au débouché, des eaux; de lui adresser les rapports de ces Ingénieurs, et de lui proposer les mesures qu'il est important de prendre sur cet objet. »

Quelques jours après (4), la Commission fut saisie du rapport de « M. Baillet, Sous-Ingénieur des Ponts et Chaussées au Département de Nevers », qui exposait qu'il avait constaté « des ensablements formés au bas des piles du pont de Nevers, des ouvertures causées au pont Saint-Ours, par la mauvaise qualité des matériaux qui y ont été employés », et énumérait les réparations à faire « dès à présent » au pont

(1) Séance du 28 juillet 1789.

(2) Aujourd'hui hameau commune d'Alligny-en-Morvand.

(3) Séance du 27 décembre 1788.

(4) Séance du 10 janvier 1789.

Charraux, sur l'Yonne. « Sur quoi, ajoute le procès-verbal, il a été ordonné qu'il serait dressé des devis estimatifs de ces différentes dégradations. »

Le 16 février 1790, la Commission reçoit, de la part du Contrôleur Général, un « mémoire » (1) qui lui a été adressé par la marquise de la Croix « concernant les débordements de la Loire, et les dommages qu'ils ont causés dans les paroisses de Lamenay et de Gannat, pour en défendre les deux territoires, et les mettre à l'abri des irruptions.

« M^{me} la Marquise de la Croix demande la construction d'une levée dans toute la longueur que (*sic*) la Loire baigne les rives de ces deux paroisses. La Commission Intermédiaire a consulté M. l'Inspecteur des Turcies et levées du département de Nevers, et, sur le rapport de M. Martin, il a été répondu à M. le Contrôleur général que, pour garantir les susdites paroisses des inondations dont elles se plaignent, les Ingénieurs en chefs et Inspecteurs des Turcies et levées ont proposé la construction d'une levée de 4.000 toises de longueur, dont la dépense est évaluée 100.000 livres, et que ce projet doit être incessamment mis sous les yeux de M. de la Millière. »

L'une des préoccupations constantes de la Commission au point de vue des travaux publics, fut de faciliter les communications du Nivernais avec les provinces voisines, et d'en faire une région de passage (2), ainsi qu'en témoignent les délibérations suivantes :

Le 26 septembre 1789, la Commission est avisée par le sieur Perrin, membre du Bureau de correspondance de Saint-Pierre-le-Moûtier, « qu'à partir du moulin de cette ville, jusqu'à la vieille porte, le pavé est tellement mauvais que les voitures sont obligées de se rejeter sur les côtés », et que

(1) Ce mémoire est au dossier de la correspondance de la Commission Intermédiaire Provinciale, aux *Archives de la Nièvre*.

(2) Dès cette époque, la question des communications est de la plus grande importance pour le Nivernais, région de transition, qui avait grand intérêt à être traversé par les grandes routes de poste.

l'écoulement des eaux est très défectueux « en face l'église Sainte-Babyle ».

« La Commission a été étonnée », dit le procès-verbal, « de ne pas recevoir cet avertissement du Sous-Ingénieur du département. Le Nivernais n'a qu'une seule grande route, et c'est la ligne de poste; elle s'est toujours fait un devoir de la tenir dans un assez bon état pour engager les voyageurs à la préférer à celle de Bourgogne, qui conduit également de Paris aux provinces méridionales. Il a été arrêté que les Procureurs Syndics écriraient au sieur Benoit de presser le sieur de Banville, chargé de l'entretien de la partie de pavé dont on se plaint, de faire les réparations convenables », et lui demanderaient ce qu'il faut faire pour « empêcher que les eaux ne se répandent des deux côtés de la route » (1).

A la séance du 27 septembre de la même année, « M. Bouard du Cholet a lu une lettre de M. l'Intendant, en date du 23 courant, par laquelle ce Magistrat observe que les 1.500 livres prises sur les fonds de charité, dont l'emploi a été indiqué dans la rue de la Planchotte pourraient être employés plus utilement ailleurs, vu que pour réparer cette rue, il en coûterait une somme de 14.000 livres, et que l'objet ne mérite pas une dépense aussi considérable. La Commission avait pensé d'après l'exposé que lui avaient fait MM. du Bureau de Correspondance de Château-Chinon, que la Rue de la Planchotte conduisait à la route d'Autun, et elle avait jugé plus important de commencer à ouvrir ou à faciliter une communication avec la Bourgogne, que de réparer d'autres parties de chemins, dont la réparation ne lui était pas proposée avec une apparence d'utilité. Sur les observations de M. l'Intendant, il a été arrêté de laisser à MM. du Bureau de Correspondance de Château-Chinon la libre disposition de 1.500 livres accordées par le Conseil, en les priant néanmoins de se concerter

(1) A la séance du 3 octobre, la Commission reçut la réponse du « sieur Benoit », par laquelle celui-ci l'assurait qu'il s'occupait activement des réparations de Saint-Pierre.

sur cet objet avec les Officiers municipaux de leur ville ».

En ce qui concerne les églises et presbytères, la première affaire de travaux publics dont la Commission a eu à s'occuper lui fut soumise par le « sieur Sergent, Curé de Magny-Ancien » qui demandait la reconstruction de son presbytère. La Commission lui répondit que « la connaissance des demandes en réparation ou reconstruction des presbytères n'était pas encore attribuée à l'Assemblée Provinciale du Nivernais (1).

Par une lettre du 24 janvier, le Directeur Général charge la Commission Intermédiaire « de s'occuper de tout ce qui concerne les réparations ou reconstructions d'églises ou de presbytères et autres dépenses locales à charge des communautés de la province, en distinguant toutefois les affaires commencées sous l'administration de M. l'Intendant, et qui doivent être terminées par ce Magistrat, de celles où il n'y aurait qu'une requête ou délibération introductive. »

La Commission répondra bientôt au Ministre qu'elle suivra, « avec la plus grande célérité, cette partie d'administration », et lui proposera de « suspendre les réparations qui peuvent se retarder sans inconvénient, pour ne pas fatiguer les peuples par des surcharges extraordinaires, dans une année qui donne si peu de moyens pour les supporter » (2).

« M. Blondel, par sa lettre du 3 de ce mois, adresse à la Commission un modèle d'arrêt concernant les réparations et reconstructions des églises et presbytères, et autres dépenses locales à la charge des communautés. Cette lettre..... contient quelques réflexions sur l'envoi que MM. de la Commission doivent faire au Conseil, chaque année, à quatre époques différentes, de ce projet d'arrêt qui comprendra toutes les impositions à ordonner pour raison de ces dépenses, pendant les trois mois précédents. Ce Magistrat finit par inviter la

(1) Séance du 29 novembre 1788.

(2) Séance du 27 janvier.

Commission à lui faire part des observations dont le modèle d'arrêt leur paraîtra (*sic*) susceptible, afin d'en rendre compte à M. le Directeur Général (1).

Le 3 mai, la Commission étant occupée de ces projets d'arrêt destinés à faire autoriser l'imposition des contributions correspondant aux dépenses lorsqu'elles excèdent la somme de 500 livres (2), constate qu'ils ne pouvaient être envoyés, « à moins que M. l'Intendant ne remit à la Commission le tableau indicatif des affaires entamées, » ce que ce dernier est prié de faire. Les dossiers de ces affaires, sont adressés à la Commission le 13 mai (3), et le 13 juin (4).

Pendant ce temps, la Commission était saisie des demandes d'un certain nombre de curés qui réclamaient des réparations ou des reconstructions d'immeubles affectés au culte.

Parmi ces affaires, on peut citer celles des paroisses de Chiddes (5), de Gannat-sur-Loire (6), de Devay (7), de Saint-Jean-de-Lichy (8), de Corancy (9).

L'esprit d'ordre et d'économie de la Commission, dont on a déjà vu des preuves, trouva à se manifester en matière de travaux publics.

A sa séance du 28 juillet 1789, « deux baux de pavés » lui ayant été présentés, la Commission, « après les avoir examinés avec le sieur Baillet, Sous-Ingénieur de la Province, a pensé devoir demander à M. Mauricet de plus amples détails pour obtenir de meilleures conditions, et réserver le produit de cette économie à d'autres ouvrages utiles à la province ».

Il est à noter aussi que la Commission Intermédiaire du

(1) Séance du 5 mars 1789.

(2) A la séance du 9 août, ainsi qu'à celles du 7 et du 15 septembre, la Commission rédige plusieurs projets d'arrêt concernant des travaux d'églises et de presbytères.

(3) Séance du 24 mai.

(4) Séance du 14 juin.

(5) Séance du 8 mai 1789.

(6) Séance du 30 juin 1789.

(7) Séance du 7 septembre 1789.

(8) Séance du 23 juin 1790.

(9) Séance du 5 juillet 1790.

Nivernais a eu, pour une question de voirie, des relations avec une autre Commission, celle d'Auvergne, qui lui demanda (1) de « faire toiser la partie de la route de son ressort » et de s'entendre avec « ceux qui peuvent être chargés de la partie de La Charité, Briare et Montargis », pour pouvoir y continuer l'établissement des bornes millièrès. La Commission d'Auvergne se conformerait à l'ordre des numéros des bornes, « si la Commission Provinciale du Nivernais se déterminait à suivre cet utile établissement dans l'étendue de son administration. » Il fut ainsi fait : la Commission décida de demander au Sous-Ingénieur le toisé du chemin de Barbeloup au pont de Villefranche.

L'activité de la Commission touchant les travaux publics, s'est maintenue jusqu'aux derniers jours de son existence.

Même arrivée à la fin de son mandat, au moment où elle va être remplacée par l'organisation nouvelle dont l'Assemblée Nationale a décidé la création à la tête des départements, elle semble avoir à cœur de ne pas laisser à ceux qui viendront après elle une succession difficile. Le 9 mai « la Commission Intermédiaire, considérant qu'il pourrait arriver que l'Assemblée de département ne fut pas formée aussitôt qu'elle le désire pour le bonheur de la province, que le cinquième mois de l'année commence, et qu'il est absolument indispensable de pourvoir à l'entretien des pavés, et de la route de la ligne de poste, lequel entretien, s'il était négligé, nécessiterait des dépenses auxquelles les fonds ordinaires ne suffiraient pas; considérant en outre, la dite Commission, qu'elle ne pourrait utilement passer des baux à court terme et ne voulant pas gêner les délibérations des administrateurs qui vont lui succéder, elle a arrêté :

1^o Que le sieur Philippe Moret serait chargé aux clauses et conditions énoncées dans le bail, qui lui a été passé, le 1^{er} mars 1781, par M. Terray, Intendant de la Généralité de Moulins, de l'entretien des pavés ci-après dénommés (suit

(1) Séance du 28 août 1789.

l'énumération des pavés à entretenir, en face de laquelle on voit, en marge du registre, l'acceptation de l'entrepreneur);

2^o A l'égard de l'entretien de la route de la ligne de poste, il a été arrêté que les entrepreneurs des travaux de Barbeloup à Nevers, de Nevers à Magny, de Magny à Saint-Pierre-le-Moutier, de Saint-Pierre-le-Moutier au pont de Villefranche, seront avertis de faire les approvisionnements jugés nécessaires par le Sous-Ingénieur de la Généralité, pour tenir la route dans un état qui engage les voyageurs à la préférer à celle de Bourgogne, à la condition que tous autres adjudicataires, à la première adjudication qui sera passée des travaux de ces différents ateliers, seront tenus de leur rembourser comptant les dépenses de ces approvisionnements, suivant l'estimation qui en a été faite par le dit Sous-Ingénieur de la dite Généralité. (En marge du registre, se trouve l'acceptation des trois entrepreneurs des ateliers sus-visés.)

Après cette séance, la Commission ne s'est plus occupée en ce qui concerne les travaux publics, que des « devis et détails estimatifs des ouvrages à faire en 1790, dans l'étendue de l'administration Provinciale du Nivernais » qu'elle a envoyé au Contrôleur Général le 20 juin, et que celui-ci a retourné, approuvé, le 3 juillet, en l'autorisant à passer « les adjudications des travaux dont il s'agit ».

C'est ainsi que se termine la tâche de la Commission relativement à l'une de ses attributions les plus importantes. Elle n'a point créé de nouvelles voies de communication, et cela lui était tout à fait impossible étant donné les crédits extrêmement faibles, dont elle avait la disposition, (1) mais elle a

(1) Les membres de la Commission Intermédiaire du département de Clamecy ayant demandé à leurs collègues du Nivernais « que l'on achève les grandes routes commencées dans la direction de Clamecy à Bruion-les-Allemands et de Varzy à La Charité », et que l'on crée des routes de Clamecy à Nevers et à La Charité, il leur fut répondu que la modicité des fonds que la Commission Intermédiaire Provinciale du Nivernais avait à sa disposition ne lui a permis d'employer, en 1789, que 3.197 livres pour les réparations et le prolongement de la route de Nevers à Preinay, la seule qui a été ouverte du côté de Clamecy ; mais qu'il était à présumer que les Assemblées de département qui allaient se former destineraient une grande

mis une bonne volonté constante à conserver et à entretenir les ouvrages qui lui étaient confiés.

III. — AGRICULTURE

Au point de vue agricole, l'œuvre de la Commission Intermédiaire fut assez médiocre. Elle s'occupa principalement d'enrayer les épizooties, très nombreuses à cette époque dans le Nivernais.

Cependant, elle fut chargée, par le Gouvernement, de certaines tâches; notamment, Necker envoya à la Commission « trois exemplaires du traité de M. Parmentier sur la culture des pommes de terre, avec mission (1) d'en répandre les points substantiels dans les campagnes ».

La Commission fit imprimer un résumé, qui se trouvait à la fin du traité, et décida « qu'elle l'enverrait à tous les Bureaux de correspondance, parcequ'elle le juge très utile pour perfectionner la culture d'une plante de la plus grande ressource dans la cherté des blés, dont elle diminue la consommation ».

Elle s'occupa également de donner de la publicité aux arrêts du Conseil sur les primes à l'importation des blés.

Un travail dont elle fut également chargée concernait la statistique agricole : « M. le Contrôleur général a pensé qu'il serait infiniment utile, de pouvoir apprécier dans quelle proportion le produit de la récolte de 1789 a surpassé celui de l'année dernière, et, en conséquence, il expose, dans sa lettre en date du 31 août, la manière dont il serait possible de se procurer des bases propres à asseoir une opinion sur cet objet. D'après ces instructions, la Commission a jugé qu'il fallait, pour faire l'opération proposée avec quelque justesse,

partie de la prestation des chemins à rapprocher par une grande route, deux villes dont les relations allaient se multiplier.

(1) Dans sa lettre en date du 27 mars 1789 qui est conservée aux Archives. (Correspondance de l'Assemblée Provinciale.)

employer les propriétaires ou cultivateurs qui connaissent exactement la contenance de chacune des pièces de terre qu'ils ensemencent, et conservent les comptes de leur produit annuel; qu'ainsi l'on saurait d'eux ce que rend cette année, en gerbes et en grains, la boisselée (1) et la quartelée (2), et ce qu'elle a rendu l'année dernière. Si la comparaison du produit des terres bonnes, médiocres et mauvaises dans les deux années, se fait dans plusieurs cantons de chaque Bureau d'arrondissement, ces comparaisons multipliées seront des éléments suffisants du calcul; et la Commission a cru qu'elle satisferait pleinement, avec ces renseignements, à la demande du Conseil; et, pour obtenir ces indices, il a été écrit aux cinq Bureaux de correspondance, et aux propriétaires ou cultivateurs de l'arrondissement de Nevers connus pour être capables de faire avec plus d'exactitude la comparaison demandée » (3).

La réponse de ces derniers parvint à la Commission le 11 février 1790. « Sur les mémoires envoyés par MM. les Députés des Bureaux de Correspondance, et d'après les états particuliers qui ont paru avoir été faits avec plus d'exactitude et d'intelligence, la Commission a formé un état comparatif des des deux récoltes de 1788 et 1789, et cet état a été envoyé à M. le Contrôleur Général. Il en résulte que la récolte de 1789 a excédé tantôt d'un tiers, tantôt d'un quart, celle de 1788; que le blé, néanmoins, est aussi cher dans cette province que l'année précédente : « 1^o parce que les terres ensemencées tard ont à peine rendu leurs semences; 2^o parce que les inondations ont perdu toutes les terres des paroisses situées sur les bords de la Loire. »

Un peu plus tard, saisie par les habitants de Chatillon et Frasnay d'une requête à l'effet de « défendre à tous accapareurs quelqu'ils soient de continuer les enlèvements d'aucuns grains, ni de les emmagasiner sous peine de confiscation »,

(1) La boisselée valait à Nevers, 8 ares 51; à Decize, 6 ares 38.

(2) La quartelée était le quart de la boisselée, elle valait donc à Nevers, 2 ares 12. (Gauthier. Les anciennes mesures du Nivernais).

(3) Séance du 7 septembre 1789.

la Commission leur répondit par un refus, en vertu de l'arrêt du Conseil du 21 Septembre 1789, ordonnant la libre circulation des grains (1).

Pour les épizooties, la Commission s'en est occupée de son propre mouvement (2).

« Le sieur Férien, artiste vétérinaire attaché à l'élection de Nevers, ayant fait craindre pour le Nivernais une maladie épizootique, la Commission a pensé devoir s'aider des talents et des connaissances de M. Chabert (3), et pour cet effet, en lui adressant le mémoire du Sieur Férien, elle demande à cet Inspecteur général, si l'artiste vétérinaire a bien connu la nature de la maladie, s'il faut suivre le traitement et employer les remèdes qu'il indique, et enfin, elle le prie d'ajouter à sa consultation une instruction élémentaire, qui soit à la portée des habitants de la campagne. M. Chabert, adresse, avec sa lettre du 3 de ce mois à la Commission, l'instruction demandée. Il a été arrêté que la dite instruction serait répandue dans toutes les paroisses, que les six bouteilles d'huile empyreumatique envoyées par M. Chabert seraient distribuées aux pauvres métayers ou laboureurs, que ce remède serait indiqué à toutes les Municipalités, ainsi que le lieu où elles pourraient s'en fournir. »

A propos d'une épizootie qui sévissait dans les paroisses de Lutenay, Azy-le-Vif, Cougny, une nouvelle consultation est demandée à Chabert (4).

Celui-ci, dans sa réponse, reçue le 17 juillet, indique « les trois aspects différents sous lesquels se montre le charbon ou anthrax et.... le traitement qui convient pour chacun d'eux. » La Commission décide de faire imprimer cette consultation, pour la répandre dans les paroisses.

La Commission est également intervenue pour « prévenir

(1) Séance du 1^{er} novembre 1789.

(2) Séance du 7 février 1790.

(3) Directeur de l'Ecole Vétérinaire d'Alfort.

(4) Séance (du soir) du 9 juillet 1790.

les ravages » des bois (1) qu'avait occasionnés une mauvaise interprétation des décrets de l'Assemblée Nationale. »

Instruits des « dévastations faites dans les bois de différentes paroisses..... et notamment de Saint-Saulge, de Neuville-Barois et de Monceau-le-Comte, » les députés du Nivernais à l'Assemblée Nationale en informèrent le Comité de féodalité, et demandèrent à l'Assemblée « d'ajouter au décret sur le droit de triage (2) un article d'exception pour le cantonnement, dont la distinction avait été précédemment établie, dans le rapport du Comité féodal qui a précédé le décret. »

Le Comité des droits féodaux, à la suite de cette intervention, déclare « que l'Assemblée Nationale n'a jamais entendu porter atteinte aux cantonnements qui ont pu avoir lieu entre les Seigneurs et les habitants de leurs terres (3), et la Commission délibéra : « 1° que cette décision du Comité féodal serait imprimée et envoyée à toutes les Municipalités ; 2° que la Commission remercierait MM. les Députés du Nivernais de leur zèle à solliciter toutes les explications et décisions qui peuvent maintenir la paix dans cette province, et arrêter les troubles excités par de fausses interprétations des décrets de l'Assemblée » (4).

(1) Séance du 3 avril 1790.

(2) Le droit de triage, que l'Assemblée Nationale avait supprimé en principe dans la nuit du 4 août (VIOLETT, *Histoire du Droit Civil Français*, p. 786) fut définitivement aboli par le Décret des 15-28 mars 1790 (tit. II, art. 30 et 31).

Suivant la définition qu'en donne l'art. 4, tit. 25 de l'Ordonnance de 1669, le triage était un droit en vertu duquel un seigneur pouvait faire distraire à son profit le tiers des biens communaux d'une paroisse, à laquelle il les avait concédés gratuitement.

Les usages légués par la tradition, ou les envahissements injustifiables, avaient trouvé une formule générale dans cette ordonnance. Le triage a été « l'une des souffrances les plus senties, l'un des maux qui ont excité, sous l'Ancien Régime le plus de colères populaires ». (VIOLETTE, *op. cit.*, p. 762.)

(3) Le cantonnement était l'attribution faite en toute propriété à l'usager d'une certaine portion du bois grevé du droit d'usage, pour que le reste fut affranchi de cette charge.

(4) L'Assemblée elle-même vota, en mai 1790, un décret interprétatif de celui du mois de mars, et dont voici les dispositions :

« L'Assemblée Nationale, informée des désordres et voies de fait auxquelles plusieurs communautés d'habitants se sont portées dans différentes provinces du

Royaume, par une fausse interprétation des articles 30 et 31 du titre II du Décret du 15 mars dernier,.... décrète qu'en abolissant, par lesdits articles, le droit de triage, c'est-à-dire l'action qu'avait ci-devant le seigneur pour se faire délivrer, dans certains cas, le tiers des biens par lui concédés précédemment aux communautés d'habitants, elle n'a entendu rien préjuger sur la propriété des bois, pâturages, marais, vacants, terres vaines et vagues, ni attribuer sur ces biens aucun nouveau droit aux communautés d'habitants ni aux particuliers qui les composent ; ordonne que toutes les communautés et tous les particuliers qui prétendraient avoir sur les bois, pâturages..... des droits de propriété..... ou autres, dont ils n'auraient pas eu la possession réelle et de fait au 4 août 1789, seront tenues de se pourvoir, par les voies de droit, contre les usurpations dont ils croiraient avoir droit de se plaindre... ; fait défense à toutes personnes de les troubler... »

(Décret des 15-16 mai 1790, CARETTE, *Lois Annotées*, p. 29.)

CONCLUSION

Le Bilan. — Résultats de l'Œuvre de l'Assemblée Provinciale du Nivernais. — Opinion de la population à son sujet.

La création de l'Assemblée Provinciale du Nivernais était désirée et demandée depuis longtems par les plus éclairés des habitants de la province, dont le Gouverneur, le Duc de Nivernais, avait fait à la Cour des démarches pour seconder le vœu de ses concitoyens et administrés (1).

L'Assemblée fut donc accueillie avec joie, et ceux qui furent délégués pour en faire partie ou pour la seconder dans les Bureaux de Correspondance, apportèrent à leur tâche tout leur dévouement (2).

La plupart de ceux-là, surtout dans le Tiers Etat, étaient des patriotes, et le patriotisme consistait, à cette époque, dans le sacrifice de l'intérêt particulier à l'intérêt général, et dans l'effort incessant de chacun pour l'amélioration du sort de tous (3).

(1) PEREY, *La Fin du XVIII^e siècle*.

(2) En ce qui touche aux Bureaux de Correspondance nous n'avons rien retrouvé aux « Archives de la Nièvre » qui les concerne. Mais les délibérations de la Commission Intermédire font souvent mention des instructions qu'elle leur transmettait, et qui furent toujours exécutées à sa satisfaction.

(3) Mais aussi, il faut constater que l'esprit de soupçon vis-à-vis des hommes en place, qui devait jouer au cours de la Révolution un si grand rôle, commençait à faire des progrès. C'est ainsi que la Commission fut accusée par le Maire de Saint-Pierre-le-Moutier, Ballard, de prévarication, parce qu'elle avait refusé, lors des adjudications des routes, les soumissions des entrepreneurs non munis d'un certificat de capacité signé des Ingénieurs. Il n'y avait certainement rien de fondé dans cette accusation, malgré la bonne foi de son auteur, qui n'avait en vue que l'intérêt public. (Séances des 16 mai et 12 août 1789, cf. p. 124.)

Cependant, ces bonnes volontés, qui ne demandaient qu'à agir, furent en partie inutilisées, puisque l'Assemblée Provinciale elle-même n'eut pas de session régulière. Elle aurait eu, cependant, beaucoup plus d'autorité et d'initiative que n'en a eu la Commission Intermédiaire, sur laquelle retomba tout le fardeau de l'Administration de la province (1), et qui dût se contenter de pourvoir au plus pressé, au milieu de l'écroulement de la plupart des institutions séculaires de la Monarchie. Dans ce bouleversement, la Commission a eu la sagesse de garder des habitudes anciennes celles qui n'étaient pas en opposition trop vive avec l'esprit révolutionnaire, et de tenter de faire passer ses administrés le moins brusquement possible d'un régime à l'autre (2); de plus elle s'est efforcée de faciliter l'application de la législation nouvelle votée par la Constituante, en usant de son influence sur les Bureaux de Correspondance et les Municipalités.

Et, s'il est difficile d'évaluer les résultats pratiques qu'a donnés la gestion de la Commission Intermédiaire Provinciale du Nivernais, c'est que, d'une part, elle n'était pas du tout préparée à son rôle, et qu'elle manquait complètement d'expérience au point de vue administratif, et de l'autre que le temps où elle a dirigé les affaires de la province a été si court, qu'il lui aurait été bien difficile d'effectuer un travail de quelque envergure, d'autant plus que l'argent, sans lequel on a jamais pu rien faire à aucune époque, lui a fait constamment défaut.

Du reste, la sujétion où elle était vis-à-vis du pouvoir central lui laissait si peu d'initiative, et déterminait tant de lenteur dans la solution des affaires, que tout ouvrage de longue haleine lui aurait été extrêmement difficile. Et surtout, elle eut assez à faire avec l'administration des affaires cou-

(1) Les actes de la Commission Intermédiaire, étaient, en principe, soumis au contrôle de l'Intendant, mais, à mesure que la Révolution avançait, l'autorité de ce fonctionnaire allait en déclinant, de jour en jour, si bien que, quelques mois après son entrée en fonction, la Commission correspondait directement avec le Ministre.

(2) Cf. plus haut, pp. 99, note 1, et 145.

rantes de la province, notamment lorsqu'elle s'efforçait de faire rentrer les impôts.

Enfin, elle a eu, très vite, le sentiment qu'elle était un organisme de transition.

L'époque de troubles où nous venons de suivre la vie de la Commission Provinciale fut aussi un temps d'espérances, et c'est sans doute à ce moment de notre histoire que les français ont eu le plus « l'esprit public », selon l'admirable expression de Turgot.

A la Commission Intermédiaire, comme partout ailleurs, on se contentait de faire fonctionner tant bien que mal la machine administrative qu'on avait entre les mains; mais tous les yeux étaient tournés vers l'Assemblée Nationale.

A elle la Nation toute entière avait fait confiance, et l'on peut dire qu'elle était, pour la réalisation des généreuses aspirations révolutionnaires, l'unique espoir de tout un peuple.

Les résultats de notre Administration Provinciale, s'ils n'ont pas été des résultats matériels n'en sont pas moins à retenir, car elle aussi, qui avait fait naître, — toutes proportions gardées, — parmi les Nivernais, de grandes espérances de régénération pour leur province, eut bientôt acquis la confiance générale. C'est ainsi qu'aux yeux du public (1), il est visible que l'influence des fonctionnaires royaux, notamment celle de l'Intendant, était éclipsée depuis l'existence de la Commission; on peut donner de cette affirmation de nombreux exemples : Dans sa séance du 22 avril 1789, la Commission fut saisie d'une demande d'un sieur Admiral, qui voulait « adosser la construction d'une cave à la Chaussée de Saint-Antoine. » Cette affaire, de la compétence de l'Ingénieur en chef, fut renvoyée à ce dernier.

Quelques jours plus tard (2), « les habitants de Crux-la-Ville

(1) Pour connaître l'état de l'opinion sur l'Assemblée, nous nous servons de deux sortes de documents, les procès-verbaux de la Commission et les Cahiers de doléances rédigés en 1789, quelques mois après l'entrée en fonctions de la Commission Intermédiaire Provinciale.

(2) Séance du 25 mai 1789.

ont présenté à la Commission une requête par laquelle ils se plaignent que le procès-verbal d'élection du Syndic et de trois autres membres de la Municipalité a été altéré. » La Commission, se jugeant incompétente, renvoie la demande au Directeur Général.

Une autre fois (1) « MM. de la Milice bourgeoise d'Aunay » demandent à la Commission d'infliger une peine à un sieur Bonnot pour injure et rébellion envers eux. Les Officiers de police d'Aunay doivent seuls connaître de « cette infraction d'ordre, » déclare la Commission.

Le 8 mai 1790, le Maire de Meauce et Abon ayant « donné avis à la Commission que le nommé Bonnet, habitant de cette paroisse, a fait couper et enlever..... un pied d'arbre de chêne dans les bois de Buna appartenant aux Bénédictins de Saint-Martin d'Autun, » ce Maire est invité à transmettre le procès-verbal du délit aux « Officiers des Eaux et Forêts dans la personne du Procureur du Roi de ce tribunal ».

Mais la population, si elle s'adressait aux représentants de l'Assemblée Provinciale, de préférence aux fonctionnaires, estimait néanmoins très insuffisants les pouvoirs et les attributions du nouvel organisme. Cette opinion apparaît dans les cahiers de doléances.

Le cahier du Tiers Etat du baillage de Nevers porte, article XII, « qu'il y ait des Etats Provinciaux, dans chaque province, dont l'organisation sera conforme à celle des Etats Généraux du Dauphiné ».

Dans les instructions particulières (2) du même cahier on lit : Art. I : « Les Députés demandent que les Etats Provinciaux établis dans chaque province se forment eux-mêmes ; que pour procéder aux élections des membres qui les composeront, il soit fait des arrondissements dans chacun desquels les membres seront élus au scrutin ; Art. II : Qu'ils connaissent seuls et ordonnent toutes les dépenses à faire dans leur

(1) Séance du 30 septembre 1789.

(2) LABOT, *op. cit.*, p. 389.

province; qu'ils aient seuls la connaissance de toute répartition et perception d'impôts, que ce soit à eux que l'on s'adresse pour toutes demandes et pétitions qui devront être portées aux Etats Généraux; qu'ils jugent et déterminent toutes espèces d'établissements, pour le bien et l'avantage de la province, tels qu'écoles publiques, secours et encouragements aux campagnes, chirurgiens, accoucheuses, routes, canaux, ponts-et-chaussées et autres ouvrages d'art; que tous les fonds destinés pour ces différents objets restent dans la province pour être employés par les dits États Provinciaux ».

Le cahier du Tiers Etat du baillage de Saint-Pierre-le-Moutier (1), demande, art. XXXV : « Qu'il soit établi dans tout le royaume des Etats Provinciaux constitués comme ceux du Dauphiné (2).

« Art. XXXVI : Que, pour rendre plus légère la portion que chaque citoyen sera dans le cas de supporter, dans la dépense qu'occasionnent nécessairement ces États, et pour diminuer d'ailleurs l'influence des intérêts particuliers sur l'intérêt général, il n'y ait point d'États Provinciaux qui n'embrassent au moins l'étendue d'une Généralité. »

La Noblesse elle-même, dans son cahier du baillage de Nevers, donne mandat (3) à ses députés de faire « tous leurs efforts pour obtenir promptement l'établissement des Etats Provinciaux dans tout le royaume. »

On peut également citer, dans le « résumé des remontrances de la chambre des comptes de Nevers » (4) le vœu « qu'il y ait des Etats Provinciaux établis dans chaque province qui tiendront leur constitution des Etats Généraux..... Que ce soit par ces États que soit traité tout ce qui concerne

(1) LABOT, *op. cit.*, p. 477.

(2) Le « cayer du bureau de Luzy » porte de même, art. II : « Qu'il soit établi des États Provinciaux à l'instar de ceux du Dauphiné, pour remplacer l'Assemblée Provinciale du Nivernais qui n'est pas encore en vigueur. » (*Deux pièces pouvant servir à l'histoire de Luzy*, par Lucien GUENEAU.)

(3) Art. VI : LABOT, *op. cit.*, p. 360.

(4) *Almanach de la Nièvre pour 1843*. — Résumé des plaintes et doléances du Tiers État de la ville de Nevers en 1789 (p. 86).

l'intérêt de la province. Que les fonds destinés pour la réparation des chemins, et autres ouvrages publics, ne soient jamais distraits des dites provinces, et y soient employés sous l'inspection des pays provinciaux. »

Enfin, dans une brochure parue dans les premiers mois de 1789, le Président de l'élection de Nevers, Bouys, (1) demandait « que chaque province ait des Etats Provinciaux au lieu d'Assemblées Provinciales, dont la formation est contraire à l'esprit de justice et d'équité qui doit en faire la base, par le défaut de liberté dans l'élection des membres qui les composent. (On a fait nommer par Sa Majesté les Membres de ces Assemblées : Les Rois, qui ont tant de peine à connaître les sujets qui les entourent, pourraient-ils se flatter de mieux connaître ceux qui sont éloignés ?) »

On voit par là, que l'institution dont nous venons d'examiner les travaux avait provoqué dans la province un mouvement des esprits fort important.

C'était la première fois que des gens du pays, des contribuables, étaient appelés à donner leur avis. sur les choses de l'Administration, et même à en diriger certains services, dont le bon fonctionnement était des plus importants pour les habitants du Nivernais.

Si donc, on ne peut guère enregistrer à l'actif de notre Commission Intermédiaire, des résultats sérieux, on peut affirmer hautement que par le zèle, la conscience et la probité qu'elle a mis à s'occuper des intérêts qui lui étaient confiés, Partant par la confiance qu'elle a inspirée à la population, elle a montré combien une administration démocratique (car, si elle ne l'était pas dans son origine, elle le fut dans sa manière d'être), et décentralisée, aurait pû servir au développement harmonieux des diverses régions du pays.

Et l'honnêteté et la rectitude parfaite qu'elle a apportées dans sa gestion financière et administrative ont pu être un

(1) *Délibération proposée aux Français*, par M. Bouys, Président de l'élection de Nevers. (Art. XIV.)

salutaire exemple pour les directeurs du département qui lui ont succédé, et les habitants qui l'ont vue à l'œuvre ont eu le moyen de constater qu'il leur était facile de prendre, parmi eux, des administrateurs qui ne fussent ni incapables, ni malhonnêtes, comme un grand nombre de ceux que le Pouvoir Central leur envoyait de Paris.

Et le résultat, s'il n'est qu'un résultat moral, ne doit pas moins être tenu pour considérable, aux yeux de ceux qui sont d'avis que les hommes qui ont la charge du bien public doivent toujours pouvoir être cités en exemple, quant à la conscience et à la moralité.

PIÈCES JUSTIFICATIVES

I. — Circonscription territoriale administrée par l'Assemblée.

L'arrondissement de Nevers comprenait 35 paroisses : Agland (1), Azy aux Amognes (2), Ballerày, Chaluy (3), Chaluzy, Chaugnes (4), Cygogne (5), Coulanges, Garchizy, Guérigny, Germigny, Frasnay-les-Chanoines (6), Imphy, Montigny aux Amognes, Marzy, Nolay, Ourouère (7), Parigny-les-Veaux (8), Poiseux, Preméry-ville, Pougues, Prye (9), Rigny (10), Saint-Eloy, Saint-Jean-de-Lichy (11), Saint-Martin-d'Heuille, Saint-Sulpice, Satinges (12), Sauvigny-les-Chanoines (13), Sermoises (14), Soulangis (15), Tronsanges, Varennes-les-Nevers, Urzy, Nevers.

Dans celui de Château-Chinon, on comptait : Achun, Arleuf, Aunay,

NOTA. — *Les notes concernant la situation actuelle de ces anciennes paroisses, sont empruntées au Dictionnaire Topographique de la Nièvre par G. de Soultrait, et à la Carte de Cassini.*

- (1) Aujourd'hui hameau commune de Challuy.
- (2) Saint-Benin-d'Azy.
- (3) Aujourd'hui hameau commune de Saint-Éloy.
- (4) Chaulgnes.
- (5) Aujourd'hui hameau commune de la Fermeté.
- (6) Aujourd'hui hameau commune de Saint-Aubin-les-Forges.
- (7) Ourouër.
- (8) Parigny-les-Vaux.
- (9) Aujourd'hui hameau commune de la Fermeté.
- (10) Aujourd'hui hameau commune de Nolay.
- (11) Saint-Jean-aux-Amognes.
- (12) Aujourd'hui hameau commune de Parigny-les-Vaux.
- (13) Sauvigny-les-Bois.
- (14) Sermoise.
- (15) Aujourd'hui Soulangy hameau commune de Germigny.

Belisme-et-Poussignol (1), Brinet-Brassy (2), Châtin, Château-Chinon-ville, Château-Chinon-paroisse, Chaumard-et-Chambussière (3), Chougnny-Nevers (4), Chougnny-Château-Chinon (5), Corranuy (6), Cuzy (7), Dommartin, Dung-sur-Grand-Ris (8), Dung-les-Places, Epiry, Fretoy, Gacogne, Gien (9), Goulou (10), La Cour-d'Arcenay (11), Lantilly (12), Lepare (13), Lesjours (14), Liernois (15), Lormes-ville, Lormes-paroisse, Magny ancien (16), Maison Bonde (17), Mazimien (18), Mehère (19), Montigny-en-Morvand, Monsauge (20), Moux, Ourroux (21), Planches (22), Poussignol, Ruère (23), Saint-Brison (24), Saint-Hilaire (25), Saint-Jeangoux (26), Saint-Léger-de-Fougerai (27), Saint-Martin-de-la-Mer (28), Saint-Maurice-de-Montreuil (29), Sainte-Péreuse, Sardy, Vauclais (30), soit quaranté-huit paroisses.

L'arrondissement de Saint-Pierre-le-Moutier avait trente-six communautés : Aprémont (31), Avril, Azy-le-vif, Chantenay, Chevenon,

-
- (1) Aujourd'hui Blismes. (Poussignol, hameau commune de Blismes.)
 - (2) Aujourd'hui Brassy.
 - (3) Aujourd'hui Chaumard. (Chambuffière, hameau commune de Chaumard.)
 - (4) Aujourd'hui Chougnny, canton de Chatillon-en-Bazois.
 - (5) Nous n'avons pas retrouvé la localité correspondant actuellement à cette paroisse.
 - (6) Corancy.
 - (7) Aujourd'hui hameau commune de Cervon.
 - (8) Dun-sur-Grandry.
 - (9) Gien-sur-Cure.
 - (10) Gouloux.
 - (11) Aujourd'hui commune de la Côte-d'Or, canton de Précy.
 - (12) Aujourd'hui château et hameau commune de Cervon.
 - (13 et 14) Nous n'avons pas retrouvé à quelles localités correspondaient ces paroisses.
 - (15) Aujourd'hui Liernais, chef-lieu de canton de la Côte-d'Or.
 - (16) Aujourd'hui Magny-Lormes.
 - (17) Aujourd'hui Maison Beade, hameau commune de Saint-Didier, canton de Saulieu (Côte-d'Or).
 - (18) Aujourd'hui Mazignien hameau commune de Marigny-l'Église.
 - (19) Mehère.
 - (20) Montsauche.
 - (21) Ourroux.
 - (22) Planches.
 - (23) Aujourd'hui hameau commune d'Alligny-en-Morvand.
 - (24) Saint-Brisson.
 - (25) Saint-Hilaire-en-Morvand.
 - (26) Saint-Gengoult, aujourd'hui hameau commune de La Roche-Millay.
 - (27) Saint-Léger-de-Fougeret.
 - (28) Aujourd'hui commune de la Côte-d'Or, canton de Liernais.
 - (29) Aujourd'hui hameau commune de Montreuillon.
 - (30) Vauclais.
 - (31) Aujourd'hui commune de Cher, canton de La Guerche.

Cossai (1), Cougny (2), Cours-les-Barres (3), Cours-sous-Magny (4), Cufi (5), Dompierre-et-Saint-Germain-sur-l'Aubois (6), Fleury-sur-Loire, Gimouille, Jaugenay (7), Langeron, Le Chamon (8), Livry-et-Riousse (9), Lucenay-les-Saint-Genès (10), Lurcy-sur-Abron (11), Lutenay-et-Vèvre (12), Magny-et-Rosière (13), Mars, Marseille-les-Aubigny (14), Meaunes (15), Neuville-les-Decize, Neuvy-le-Barrois (16), Patinges (17), Saint-Germain-en-Viry (18), Saint-Loup-et-Chassenat (19), Saint-Parize-le-Châtel, Saint-Pierre-le-Moutier, Saint-Caize (20), Toury-sur-Abron (21), Toury-en-Séjour (22), Trenay (23), Uxeloup (24).

Dans l'arrondissement de Decize étaient enclavées : Anlezy, Aubigny-le-Chétif, Baulon-et-Primat (25), Beaumont-sur-Sardolle, Brin (26), Cercy-la-Tour, Champvert, Charin, Cizely, Code (27), Coulonge (28), Crécy (29),

-
- (1) Cossaye.
 - (2) Aujourd'hui hameau commune de Saint-Pierre-le-Moutier.
 - (3) Aujourd'hui commune du Cher, canton de La Guerche.
 - (4) Aujourd'hui Magny-Cours.
 - (5) Aujourd'hui commune du Cher, canton de la Guerche.
 - (6) Dompierre, aujourd'hui hameau commune de Jouet-sur-l'Aubois ; Saint-Cermain-sur-l'Aubois, village, même commune.
 - (7) Aujourd'hui hameau commune de Chevenon.
 - (8) Les Chamons, aujourd'hui ferme commune de Chevenon.
 - (9) Aujourd'hui Livry. (Riousse, village commune de Livry.)
 - (10) Lucenay-les-Aix.
 - (11) Aujourd'hui hameau commune de Toury-Lurcy.
 - (12) Aujourd'hui Luthenay-Uxeloup (Vèvres, écart de la même commune.)
 - (13) Magny aujourd'hui Magny-Cours ; Rosière, aujourd'hui Rosier hameau de la même commune.
 - (14) Aujourd'hui commune du Cher, canton de Sancergues.
 - (15) Aujourd'hui Meaune, hameau commune de Saincaize.
 - (16) Aujourd'hui commune du Cher, canton de Saincaize.
 - (17) Aujourd'hui hameau commune de Jouet-sur-l'Aubois (Cher).
 - (18) Aujourd'hui Saint-Germain-Chassenay.
 - (19) Aujourd'hui Saint-Loup-sur-Abron, château et ferme commune de Saint-Germain-Chassenay ; Chassenat, Chassenay.
 - (20) Saincaize.
 - (21) Aujourd'hui Toury-Lurcy.
 - (22) Toury-sur-Jour.
 - (23) Tresnay.
 - (24) Aujourd'hui village commune de Luthenay-Uxeloup.
 - (25) Boulon, aujourd'hui hameau commune de Cossaye, ou Baulon, commune de l'Allier, canton de Chevagnes.
 - (26) Aujourd'hui château et hameau commune de Decize (*aussi écrit Brain.*)
 - (27) Codde, aujourd'hui hameau commune de Cercy-la-Tour.
 - (28) Aujourd'hui maison de campagne commune de Cercy-la-Tour.
 - (29) Aujourd'hui hameau, commune de Kertrève.

Decize, Devay, Dienne (1), Dompierre-en-Coutière (2), Druy-et-Marnay (3), Fleury-la-Tour, Frasnay-le-Ravier (4), Gannat (5), Garnat (6), Lamnat-et-Criaux (7), Langy (8), Limont (9), Monceaux-sur-Azy (10), Montembert (11), Maison-en-Longue-Salle (12), Montigny-sur-Canne, Montigny deuxième collecte, Parigny-sur-Sardolle (13), Reugny (14), Saint-Maurice-les-Decize (15), Saint-Cy-Frètrève (16), Saint-Gratien-et-Chaumigny (17), Saint-Hilaire-et-Fontaine, Saint-Léger-des-Vignes, Saint-Ouing (18), Saint-Pérvaille-les-Anlezy (19), Saint-Privé-les-Decize (20), Sardolle (21), Savigny-sur-Canne (22), Sougy, Taix (23), Tasnay (24), Thianges, Trois-Vesvres, Verneuil, Yzenay, soit quarante-neuf paroisses.

Quarante et une paroisses formaient l'arrondissement de Moulins-en-Gilbert : Alluy, Anizy (25), Arcilly (26), Avrey (27), Biches, Chides (28),

- (1) Dienes.
- (2) Dompierre-sur-Besbre, commune de l'Allier (?)
- (3) Mornet, aujourd'hui hameau commune de Druy.
- (4) Aujourd'hui Frasnay-Reugny.
- (5) Aujourd'hui Gannay-sur-Loire, commune de l'Allier, canton de Chevagnes.
- (6) Aujourd'hui commune de l'Allier, canton de Chevagnes.
- (7) Aujourd'hui Lamenay (Criaux, hameau de cette commune.)
- (8) Aujourd'hui hameau commune de Ville-les-Anlezy.
- (9) Limon.
- (10) Mousseaux hameau commune de Saint-Benin-d'Azy.
- (11) Aujourd'hui Montambert-Tannay.
- (12) Nous n'avons pas retrouvé à quelle localité correspondait cette paroisse.
- (13) Aujourd'hui église ruinée et maison commune de Druy.
- (14) Aujourd'hui Frasnay-Reugny.
- (15) Aujourd'hui église ruinée commune de Decize.
- (16) Saint-Cy, église ruinée et hameau commune de Frètrève.
- (17) Aujourd'hui Saint-Gratien-Savigny (Chaumigny, hameau de la même commune.)
- (18) Saint-Ouën.
- (19) Saint-Pérvaille, hameau commune de Saint-Jean-aux-Amognes.
- (20) Aujourd'hui Faubourg de Decize.
- (21) Sardolles,
- (22) Aujourd'hui hameau commune de Saint-Gratien-Savigny.
- (23) Thaix
- (24) Tannay, village de la commune de Montambert-Tannay. — 28. Isenay.
- (25) Aujourd'hui château féodal et église ruinée commune de Limanton.
- (26) Aujourd'hui ferme commune de Limanton.
- (27) Avrée.
- (28) Chiddes.

Commagny (1), Cuzy (2), Fléty, Forin-de-Luzy (3), Hiry (4), Lanty (5), Laroche-Millay, Limanton, Brinay-le-Mons (6), Luzy, Molay (7), Meaux-et-Abon (8), Millet (9), Montaron, Moulins-en-Gilbert, Montrimbaut (10), Nourry (11), Onlay, Ougny, Poil, Pouilly (12), Poutigniet-Chevanne-sous-Montaron (13), Rémilly, Préporché, Saint-Honoré, Saint-Seigne (14), Savigny-Poil-Fol, Semelay, Sermages, Sozay (15), Tamenay (16), Tazilly, Ternand (17), Touhault, Vandenesse, Villapourçon.

Enfin, l'arrondissement de Saint-Saulge comprenait trente-huit communautés : Bazolle (18), Billy (19), Bona, Bussy (20), Champallement (21), Chatillon-et-Frâney-les-Chaû (22), Chaumont (23), Chevanne-Gazeault (24), Giverdy (25); Crux-la-Ville-et-le-Châtel (26), Guipy, Jailly, La Colancelle, Laché-et-Assare (27), Lichy (28), Lurcy-le-Bourg, Lurcy-le-Châtel (29), Mingot (30), Marré (31), Mons-en-Bazois (32), Montapas,

-
- (1) Aujourd'hui village commune de Moulins-Engilbert.
 - (2) Commune de Saône-et-Loire canton d'Issy-l'Évêque.
 - (3) Les Forains-de-Luzy.
 - (4) Aujourd'hui hameau commune de Ternand.
 - (5) Aujourd'hui hameau et église commune de Rémilly.
 - (6) Aujourd'hui Brinay.
 - (7) Maulaix aujourd'hui commune de la Noce-Maulaix.
 - (8) Maux; Abon, aujourd'hui hameau commune de Maux.
 - (9) Millay.
 - (10) Fief de la Chatellenie-de-Luzy.
 - (11) Aujourd'hui hameau et moulin commune de Vandenesse.
 - (12) Aujourd'hui hameau commune de Brinay.
 - (13) Poulligny, aujourd'hui hameau commune de Montaron; Chevannes-sous-Montaron, village de la même commune.
 - (14) Saint-Seine.
 - (15) Aujourd'hui Sauzay, hameau commune d'Isenay.
 - (16) Tamnay.
 - (17) Ternant.
 - (18) Bazolles.
 - (19) Aujourd'hui Billy-Chevannes.
 - (20) Aujourd'hui ferme commune d'Achun.
 - (21) Champallement.
 - (22) Aujourd'hui Frasnay, hameau commune de Chatillon-en-Bazois.
 - (23) Aujourd'hui hameau commune de Limanton (ou Chaumot, canton de Corbigny)?
 - (24) Aujourd'hui hameau commune de Billy-Chevannes.
 - (25) Aujourd'hui château et hameau commune de Sainte-Marie.
 - (26) Crux-le-Châtel, aujourd'hui château ruiné et hameau commune de Crux-la-Ville.
 - (27) Aujourd'hui hameau commune de Vitry-Laché (anciennement Laché-Assars).
 - (28) Aujourd'hui hameau commune de Bona.
 - (29) Cette paroisse a été aussi appelée Ligny (commune de Saint-Benin-des-Bois).
 - (30) Aujourd'hui hameau commune de Chatillon.
 - (31) Aujourd'hui église et hameau commune de Mont-el-Marré.
 - (32) Aujourd'hui hameau réuni à Marré.

Montenoison, Moussy, Neuilly, Oulon, Pazy, Rouy, Saint-Benin-des-Bois, Saint-Benin-des-Champs (1), Saint-Franchy, Sainte-Marie-de-Flaviol, Saint-Maurice-les-Saint-Saulge (2), Saint-Réverien, Saint-Saulge-les-Saint-Saulge, Sanizy-et-Norloux (3), Saxy-Bourdon, Tintury, Vuée (4).

II — Lettre de la Commission Intermédiaire

à MM. les Officiers municipaux et aux Municipalités.

NEVERS, le 16 octobre 1789.

L'Assemblée Nationale, Messieurs, a maintenu la perception dans la forme ordinaire de toutes les impositions qui existent, jusqu'au jour de sa séparation ou jusqu'à ce qu'il y ait été autrement pourvu. Sa Majesté a sanctionné ce décret par sa déclaration du 27 septembre dernier. Nous n'avons pas de mémoires assez exacts pour évaluer, même par approximation, ce que l'Etat perdait de ses revenus durant les désordres qu'il est inutile de vous rappeler. Mais on sait assez que, dans le plus grand nombre des provinces, les impôts ne se payaient pas, que la fraude s'armait contre les droits d'aides et de gabelles. Eh ! de quelle ressource pourraient être les dons patriotiques, les sacrifices des bons citoyens contre une déficit immense, qui se renouvellerait sans interruption ? Il a fallu que la situation du Trésor Royal fut bien inquiétante pour que Sa Majesté ordonnât d'en présenter le tableau à l'Assemblée Nationale, et la fit presser d'interrompre l'ordre de ses délibérations pour donner toute son attention aux moyens d'assurer la dette, mise sous la sauvegarde de la Loyauté française. On peut juger que le besoin était bien urgent, puisque M. le premier Ministre des Finances n'a plus espéré pouvoir s'en défendre par le secret, son économie, les emprunts et son crédit. Il n'est pas de société, Messieurs, sans autorité souveraine

(1) Aujourd'hui hameau commune de Montapas.

(2) Aujourd'hui Saint-Maurice.

(3) Aujourd'hui Sanizy, hameau commune de Montapas; Norloux commune de Saxy-Bourdon.

(4) Aujourd'hui Huez hameau commune de Bona. (Parrochia-de-Vacuis, 1248, *Archives de la Nièvre*.)

remise dans une ou plusieurs mains. La puissance publique emploie nécessairement des agents pour faire exécuter ses ordres, et ces agents, il faut les payer; si la dette des créanciers de l'Etat à titre de prêt, de salaire ou de récompense, n'est pas acquittée, ces créanciers à leur tour, ne sauraient remplir les engagements qu'il ont contractés. De proche en proche, les paiements sont suspendus ou manquent absolument. Privés d'une partie ou de la totalité des rentrées sur lesquelles ils avaient droit de compter, les propriétaires ne peuvent ni entretenir, ni réparer, ni faire les dépenses nécessaires à la culture de leurs terres ou à d'autres exploitations. Inutilement, l'industrie offre ses talents, et les ouvriers leur temps, leurs bras et les forces d'un corps robuste. Ainsi, par intérêt personnel, ceux mêmes qui se croient les plus malheureux doivent payer les droits établis et les impositions réglées à leur charge.

Ces vérités faciles à saisir, nous vous prions, Messieurs, de les répandre dans la paroisse dont vous avez mérité et obtenu la confiance. Prémunissez les esprits contre les suggestions des mal intentionnés.

Protégez, par tous les moyens que vous dictera votre sagesse, les préposés au recouvrement des impôts, sous quelque dénomination qu'ils se perçoivent. Faites naître l'espoir d'un plus heureux avenir. Assurez que l'équilibre tant désiré entre la recette et la dépense va se fixer invariablement; qu'il n'est plus de charges nouvelles à redouter; que dès à présent même, les impositions seront moins onéreuses, puisque vous les répartirez dans une rigoureuse proportion avec les facultés des contribuables, sans distinction ni de rangs ni de personnes; et quelle contribution pourrait être jugée trop forte, lorsque vous direz qu'il y va de la gloire et du repos du roi, que Sa Majesté n'aspire qu'au moment de demander moins à ses sujets, qu'elle a toujours été portée à l'ordre et à l'économie, et que, n'eût-elle pas eu ces deux vertus, le premier Ministre de ses finances les lui aurait fait aimer.

Nous avons l'honneur d'être très sincèrement, Messieurs, vos très humbles et très obéissants serviteurs.

Signé : L'ABBÉ DAMAS, Symonin DUVERNAY, GUYNET,
VILLERS, *procureur syndic*,
BOUARD DU CHOLET, *procureur syndic*,
LEBLANC DE NEUILLY, *secrétaire greffier*.

**III. — Lettre de la Commission Intermédiaire
aux nouvelles Municipalités.**

NEVERS, le 27 février 1790.

Nous avons bien présumé, Messieurs, que la confection des rôles des impositions de 1790 serait retardée de quelques mois ; les membres nés et électifs des Assemblées municipales formées d'après le règlement de 1788 ne les auraient pas faits avec l'ignorance et la légèreté des anciens collecteurs ou de leurs scribes. Alors, l'imposition était une espèce de chance plus ou moins heureuse suivant les habitudes, les liaisons ou le crédit des contribuables. Dès qu'il a été connu que les communes se choisiraient elles-mêmes leurs administrateurs, les Officiers municipaux en exercice ont abandonné à leurs successeurs la pénible tâche d'une juste répartition. Quelques difficultés relatives à l'assiette de l'impôt ont encore entraîné des longueurs, la décision du Comité des finances, sollicitée avec le zèle le plus actif et obtenue par MM. les Députés du Nivernais à l'Assemblée Nationale, ne laisse plus d'incertitude sur le mode de la cotisation. Vous ne pouvez, Messieurs, commencer plus utilement vos travaux que par les rôles des impositions ; peut être ne serez vous jamais placés dans des circonstances à faire plus pour la chose publique.

Considérez qu'en 1789, la perception des impôts indirects a été presque nulle dans la plus grande partie du royaume, que dans cette province la recette des impositions ordinaires, très arriérée au 10 décembre 1788, l'était bien davantage à la même époque en 1789. Le gouvernement le plus économe et le plus sage est emporté au-delà de ses mesures si on ne lui donne les moyens d'acquitter ses charges, de fournir aux frais de son administration. Et quel funeste événement, si l'entier épuisement des finances allait arrêter des réformes tant désirées et la constitution dont vous attendez le bonheur de l'Etat et le vôtre !

Nous avons l'honneur d'être très sincèrement, Messieurs, vos très humbles et très obéissants serviteurs.

*Signé : Symonin DUVERNAY, GUYNET,
BOUARD DU CHOLET, procureur syndic,
VILLERS, procureur syndic,
LEBLANC DE NEUILLY, secrétaire greffier.*

IV. — Lettre circulaire de la Commission aux Municipalités, en leur adressant une expédition des instructions publiées par ordre du Roi pour accélérer la confection des rôles des impositions ordinaires de l'année 1790.

Nous avons l'honneur de vous adresser, Messieurs, une expédition des instructions publiées par ordre du Roi pour accélérer la confection des rôles des impositions ordinaires de l'année 1790. Il est impossible au ministère de connaître et de résoudre toutes les difficultés. Celles qui n'ont pas été prévues, vous les lèverez avec cette sagesse qui vous a si honorablement mérité le vœu et la confiance de vos concitoyens. Nous vous conjurons, Messieurs, par votre patriotisme, et nous n'imaginons pas de sentiment vertueux qui ait plus d'empire sur vous, de hâter un travail dont le retardement met en danger la chose publique. Il n'est pas à présumer que vous soyez arrêtés par des réclamations de votre communauté contre la quotité de l'imposition qui lui a été départie. Vous ne vous êtes pas attendus à une rigoureuse égalité dans une première répartition, faite presque sans secours, et nécessairement sans mémoires exacts, sur les forces respectives des municipalités, puisque les limites en sont encore inconnues. Les erreurs inévitables, même avec les intentions les plus droites et les plus pures, seront réparées par le temps et les connaissances acquises des assemblées de département et de district. Mais les maux que produiraient vos lenteurs, ou une plus longue opposition, deviendraient peut être irréparables. Pensez, Messieurs, que vous précipiteriez, que vous embarrasseriez au moins, les opérations de l'Assemblée Nationale. Tout son crédit ne peut suppléer à la cessation absolue des recouvrements. Plus de la moitié de l'année sera révolue avant que les contribuables aient commencé à acquitter la plus petite partie de leurs impositions. Les paiements de 1790 concourront avec ceux de 1791, et ils s'en feront plus difficilement. Elles pèsent plus, les charges qui se divisent moins. Ainsi, nous avons la plus grande espérance, Messieurs, que vous ne résisterez point aux pressantes invitations du ministère. Les besoins de l'Etat, si puissants sur vos déterminations, le commandent, et au bien public est étroitement lié votre intérêt particulier.

Nous avons l'honneur d'être très sincèrement, Messieurs, vos très humbles et très obéissants serviteurs.

**V. — Lettre circulaire de la Commission Intermédiaire
aux Municipalités.**

Le Comité Ecclésiastique nous charge de vous adresser, Messieurs, le cadre d'un état désignatif et estimatif des biens et revenus de toute nature possédés, dans le territoire de votre municipalité, par MM. les curés, vicaires, chapelains et tous autres bénéficiers, soit que le chef-lieu du bénéfice y soit situé, soit qu'il ne s'y trouve que des portions isolées de leurs revenus, ainsi que de ceux faisant partie de différentes commanderies, ou appartenant aux hôpitaux et communautés religieuses d'hommes et de femmes de tous les ordres, et généralement à tous établissements et toutes fondations ecclésiastiques. Vous avez, Messieurs, pour l'Assemblée Nationale, la soumission, le respect et la reconnaissance dont nous sommes pénétrés nous-mêmes. Il est inutile de vous prier de nous faire passer le plus tôt qu'il vous sera possible les mémoires et les détails qu'elle demande pour achever ses grandes réformes et l'entière régénération du Royaume. Sans crainte et sans défiance, abandonnons à sa sagesse le soin de concilier ce qui est dû aux besoins de l'Etat avec la majesté du culte et la dotation des ministres des autels.

Nous avons l'honneur d'être très sincèrement, Messieurs, vos très humbles et très obéissants serviteurs.

(Séance du 17 février 1790. Registre, f^o 61 v^o.)

BIBLIOGRAPHIE

Almanach de la Nièvre pour l'an 1843, Nevers, Sionest, imprimeur-éditeur.

Almanach nouveau de la ville de Nevers pour l'an de grâce 1789, à Nevers, chez la veuve Le Fèvre, imprimeur du Roi (avec permission).

Archives Parlementaires de 1789 à 1860 (1^{re} série, 1789 à 1799), Paris, Librairie administrative de Paul Dupont, 1877.

Assemblée Provinciale du Nivernais : Registre des procès-verbaux (10 août 1788, 24 juillet 1790). (*Archives départementales de la Nièvre*, Série C).

BOUYS. — *Délibération proposée aux Français avant la tenue des États Généraux*, par M. Bouys, président de l'Élection de Nevers. A Paris, chez Bailly, libraire, MDCCLXXXIX (Brochure insérée dans « Mélanges Nivernais »).

BLANC (Louis). — *Histoire de la Révolution Française*, éd. in-4°.

CARETTE (A.). — *Lois Annotées*, (1^{re} série, 1789-1830), Paris, 1854, in-4°.

CASSINI. — *Carte de France : Feuilles d'Autun, Moulins et Nevers*.

Correspondance de la Commission Intermédiaire Provinciale du Nivernais (Dossier), *Archives de la Nièvre*, série C.

Encyclopédie Méthodique, ou par ordre de matières, par une Société de gens de lettres, de savans et d'artistes (Finances). A Paris, chez Panckouke, libraire, MDCCLXXXIV, 3 vol. in-4°.

ESMEIN (A.). — *Cours Élémentaire d'Histoire du Droit Français*, 3^e éd., Paris, 1898.

ESPEISSES. — *Les œuvres de M. Antoine d'Espéisses, avocat et jurisconsulte de Montpellier*. A Lyon, chez Anisson et Posuel, MDCCVI (in-folio).

FERRIÈRE. — *Dictionnaire de Droit et de Pratique*, par M. Claude Joseph De Ferrière. A Paris, chez Brunet Père, au Mercure Galant. MDCCXL (in-4°).

FROMONT (Henry). — *Essai sur l'administration de l'Assemblée Provinciale de la Généralité d'Orléans*, Paris, 1907.

GAUTHIER (G.). — *Les anciennes mesures du Nivernais, comparées à celles du système métrique*. (Extrait du « Bulletin Historique et Philologique », Paris, Imprimerie Nationale, 1905.

GUENEAU (Lucien). — *Deux pièces pouvant servir à l'histoire de Luzy*. (Extrait des « Mémoires de la Société Académique du Nivernais »).

Instructions sur le Cérémonial, les formes de la tenue de l'Assemblée Provinciale, les fonctions des différents membres ou officiers, et autres objets relatifs à la formation et organisation intérieure de la dite Assemblée (en tête : « Nivernais »), (Archives de la Nièvre, Série C.)

LACHAZE (Lucien). — *L'Assemblée Provinciale du Berri sous Louis XVI*, Paris, Arthur Rousseau, éditeur, 1909.

LABOT (A.). — *Convocation des États Généraux et législation électorale de 1789*. Nevers, S. Jourdet, imprimeur-éditeur, 1866.

LAVISSE (Ernest). — *Histoire de France depuis les origines jusqu'à la Révolution*, Paris, Hachette, 1910.

NECKER. — *Mémoire de Monsieur Necker au Roi sur l'établissement des Administrations Provinciales* (sans nom d'éditeur, MDCCLXXXI.

Mémoires pour servir à l'Histoire Ecclésiastique (sans nom d'auteur). Paris, 1815, in-8°.

PRÉVOST-PARADOL. — *Essai sur l'Histoire Universelle*, 2^e édition, Paris, Hachette, 1865.

Procès-verbal de l'Assemblée des Notables tenue à Versailles en MDCCCLXXVII. A Paris, de l'Imprimerie Royale, MDCCLXXXVIII (inséré dans « Fastes Révolutionnaires », recueil de brochures réunies par le « Citoyen Callot », Bibliothèque Municipale de Nevers).

- PEREY (Lucien). — *La Fin du XVIII^e siècle : Le Duc de Nivernais*.
Recueil Général des Anciennes Loix Françaises, publié par Jourdan,
Decruzy et Isambert.
- Registre des requêtes présentées MM. les Membres de la Commission
Intermédiaire du Nivernais* (modération de vingtièmes), 1789.
(Archives de la Nièvre).
- Règlement fait par le Roi pour la composition et formation des
Assemblées qui auront lieu dans le Nivernais, en exécution de
l'Edit portant établissement des Assemblées Provinciales*. A Paris,
de l'Imprimerie Royale. MDCCCLXXXVIII (dans « Mélanges Nivernais »,
t. VI, Bibliothèque Municipale de Nevers).
- SOULTRAIT. — *Dictionnaire topographique du Département de la
Nièvre, comprenant les noms des lieux anciens et modernes*, par
Georges de Soultrait, Paris, Imprimerie Impériale, MDCCCLXV.
- TURGOT. — *Des Administrations Provinciales. Mémoire présenté au
Roi par feu M. Turgot*, à Lausanne, 1788 (en épigraphe : « Ex Audacia, Veritas »).
- VIOLLET. — *Histoire du Droit Civil Français*, 3^e éd. Paris, 1905, in-8°.

VU : *Le Président de la thèse*,
ED. MEYNIAL.

VU : *Le Doyen*,
P. CAUWÈS.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :
Pour le Vice-Recteur de l'Académie de Paris :
L'Inspecteur de l'Académie,
ISTRIA

TABLE DES MATIÈRES

PRÉAMBULE

Pages

Les Assemblées Provinciales et les États Provinciaux

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE

I a France sous Louis XVI au point de vue économique et politique.
— Les Économistes. — Les Philosophes et Publicistes. — Les
conceptions décentralisatrices de Turgot et de Necker. — Leurs
résultats. — L'Assemblée Provinciale du Berri 7

CHAPITRE PREMIER

Origine de l'Assemblée Provinciale du Nivernais. — Les embarras
du Gouvernement. — L'Assemblée des Notables. — Les idées
de Calonne et leur application. — L'Édit de juin 1787. 25

CHAPITRE II

L'Assemblée Provinciale du Nivernais. — Constitution et attribu-
tions. — Les textes. — Règlement du 13 juillet 1788. — Instruc-
tions du Roi. — Le partage des fonctions entre l'autorité royale
et l'Assemblée, quant à l'administration de la province 41

CHAPITRE III

La circonscription territoriale administrée par l'Assemblée Provin-
ciale du Nivernais. — Les travaux de l'Assemblée. — Sa session

	Pages
unique — Les travaux de la Commission Intermédiaire Provinciale	63
A. — La Commission agent du pouvoir central (Impôts, Tutelle administrative, Police et Administration générale)	79
B. — La Commission agent de la Province (Budget, Travaux-publiques, Agriculture)	117

CONCLUSION

Le Bilan. — Résultats de l'œuvre de l'Assemblée Provinciale du Nivernais. — Opinion de la population à son sujet	147
PIÈCES JUSTIFICATIVES	155
BIBLIOGRAPHIE	165

